

De nombreux orateurs paraissent réservés sur la politique de M. Breinev

Directeur : Jacques Fauvet

Argente, 1 GA: 2000, 100 m. (100 m.)
 Allemagne, 1 DM: 2000, 100 m. (100 m.)
 Belgique, 1 F: 2000, 100 m. (100 m.)
 Canada, 60 CTS: 2000, 100 m. (100 m.)
 Espagne, 20 pes: 2000, 100 m. (100 m.)
 France, 100 F: 2000, 100 m. (100 m.)
 Grèce, 100 dr: 2000, 100 m. (100 m.)
 Italie, 100 L: 2000, 100 m. (100 m.)
 Japon, 100 ¥: 2000, 100 m. (100 m.)
 Pays-Bas, 100 f: 2000, 100 m. (100 m.)
 Portugal, 100 esc: 2000, 100 m. (100 m.)
 Royaume-Uni, 100 s: 2000, 100 m. (100 m.)
 Suisse, 1 fr. S.A.: 2000, 100 m. (100 m.)
 Turquie, 100 L: 2000, 100 m. (100 m.)
 Union Soviétique, 100 r: 2000, 100 m. (100 m.)
 États-Unis, 100 \$: 2000, 100 m. (100 m.)

Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS
75027 PARIS - CEDEX
C.C.P. 4297-13 Paris
Tél. Paris 6: 658512
Tél. : 770-91-29

des démocrates aux « primaires » du Massachusetts

Pas davantage, n'imaginez pas que le score réalisé en Massachusetts par « Me » Udall, lui ait permis de distancer ses concurrents « libéraux » si glorieux pour la candidature à la Maison Blanche. Il est trop « à gauche », dans la mesure du moins où, envisageant sérieusement une économie renouant à l'expansion indéfinie, il est tout prêt à préconiser une politique de redistribution des richesses et de péréquation des revenus. Feuilleton à épisodes, les « primaires » réservent les surprises et les rebondissement qui l'electorat américain attend justement de leur lecture.

le nouveau
roman de
**PAUL
GUIMARD**

**le
mauvais
temps
denoël**

**Les communications sont interrompues
entre les deux pays**

au Portugal

**NOUVELLE OFFENSIVE
CONTRE LES MILITAIRES
POLITIQUES**

*(Lire nos informations
page 51.)*

Adagio, ma non troppo

L'homme le

Pour la première fois en Europe hongroise, un P.C. paraît avoir les moyens de franchir légalement les portes du pouvoir. Plus qu'un député, le membre du cabinet est, en effet, la condition indispensable du maintien en place de tout gouvernement. Un récent sondage a fait apparaître que son chef, Imre Nagy, est le favori de la vaste majorité de la population de la péninsule, et que, à lui-même, il est la présentation du cabinet Muro à la Chambre des députés n'est lui, et non pas le président du conseil, qui a prononcé le discours d'investiture.

Curieusement, cependant, M. Berzinger et ses amis paraissent peu pressés. Au début du verdict, triomphal pour eux des

On pourrait continuer longtemps encore sur cette lancée. En d'autres temps, une conjoncture sans doute aurait conduit à une vive agitation, à des manifestations incessantes, voire à des émeutes. Elle aurait fait le lit du fascisme. Rien de tel pour le moment. La violence politique est en net recul. Et l'on parle beaucoup moins des nostalgiques de Mussolini, qui avaient pourtant enregistré aux élections de 1972 une avance spectaculaire. Ceux dont on parle, ce sont les communistes.

Au-delà du maguïs des chiffres

Du coup le débat perdait en intérêt. Plutôt qu'un nouveau bilan des promesses non tenues du pouvoir — toujours utile, certes, mais déjà fait bien des fois — l'opinion était en droit d'espérer une discussion loyale sur le contenu du plan socialiste et sur la politique alternative que lui opposerait M. Fourcade. Cela n'a

(1) Le premier table, on le sait, largement sur la reliance de la consommation, qui absorbe la moitié des crédits prévus par les experts du P.S., l'autre se répartissant entre la stimulation de l'investissement, la protection de l'épargne et la création d'emplois publics (9 milliards sur 63 pour ce dernier poste). Le plan gouvernemental du 4 septembre, au contraire, consacre les cinq sixièmes de ses crédits à soutenir l'investissement.

Chiffrabia

Si le langage économique est quelque chose d'aussi étrange que ce que la télévision nous a offert, on peut se demander s'il ne vaut pas mieux parler politique, quitte à faire moins sérieux.

BERNARD CHAPUIS.

La jeune danse et ses espoirs

La danse est actuellement une activité en plein essor ; elle éclate partout : dans les écoles, les universités, les centres de loisirs, les associations, les entreprises... Les contradictions, de moins en moins nombreuses, tendent à disparaître et permettent d'obtenir satisfaction personnelle et professionnelle, pas-toujours adaptées.

Les concours de Bagnolet, cette année plus encore, ont été le révélateur du malaise et du désir du monde de la danse : besoin d'expression, d'orientation, d'évaluation, d'encadrement, manque de locaux pour travailler, des structures, des débouchés, d'organisation sociale.

Les quarante-sept groupes qui se sont présentés aux éliminatoires le 17 février militaient de jeunes habitants-tireurs mal entraînés, sans expérience de la scène, et des compo-

Sur les dix-huit ballets retenus, le jury n'a pas eu de mal à distinguer les quelques innovations qui ont fait de ces concours l'inspiration de la création. Le grand chorégraphe argentin, le grec Charcos, le mandchou-né, Dominique Bagouet, premiers prix « ex-æquo », et le Cubain Francisco Miranda ; mais à la fin de la confrontation Jacques Chaurand, animateur de ce concours, allait jusqu'à l'interroger sur son utilité.

Pour l'instant, la vertu de Bagouet est peut-être de mettre en évidence la grande misère de la création chorégraphique en France.

(Lire page 13 l'article
de MARCELLE MICHEL.)

AFRIQUE

Sahara occidental

M. Sauvagnargues écarte l'idée d'une médiation française

La question du Sahara occidental sera examinée le mercredi 3 mars à Bruxelles par les directeurs des affaires politiques des Neuf, a annoncé M. Jean Sauvagnargues, mardi, à sa sortie du conseil des ministres de la C.E.E. En réponse à une question, le ministre des affaires étrangères a écarté l'idée d'une médiation française.

S'adressant à des journalistes, M. Sauvagnargues a dit qu'il pensait que la Communauté préconiserait la médiation et la conciliation et qu'il espérait que les efforts de médiation déployés par la Ligue arabe, dont le secrétaire général, M. Mahmoud Riad, vient d'achever une mission auprès des pays intéressés, seraient couronnés de succès.

M. Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, a annoncé pour sa part, à Tunis, que le conseil des ministres de son organisation sera saisi de l'affaire lors de sa prochaine réunion, à la mi-mars.

Le débat sur le problème sahraoui à la conférence ministérielle de l'O.U.A. réunie à Addis-Abeba, a donné lieu à des appréciations contradictoires. Le chef de la délégation marocaine, M. Ahmed Laraki, de retour à Rabat, a déclaré que la décision de la conférence de ne pas reconnaître le Front Polisario constituait une victoire pour l'organisation panafricaine. En revanche, le ministre algérien du commerce, M. Layaoui Yaker, qui dirigeait la délégation de son gouvernement à Addis-Abeba, a affirmé lors d'un entretien avec des journalistes à Paris : « Bien qu'il n'y ait pas eu de vote, il est clair qu'une large majorité s'est dégagée, à Addis-Abeba, pour admettre que le Front Polisario est le représentant authentique du peuple du Sahara occidental. » Selon M. Yaker, vingt et un pays s'étaient prononcés en faveur de l'admission du Polisario comme mouvement de libération, sept ont voté contre, tandis que dix autres demandaient un supplément d'information (1).

Le ministre algérien a encore déclaré : « A l'issue de ces assises, l'O.U.A. a réaffirmé l'unité et l'indivisibilité du territoire du Maroc et de la Mauritanie, le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, et a pris acte de la prise de possession de la République arabe démocratique sahraoui. Suivant en cela une pratique constante, elle a laissé aux gouvernements membres toute liberté de reconnaître ou pas le nouvel Etat. »

Interrogé sur le point de savoir pourquoi l'Algérie n'avait pas encore reconnu la République sahraoui, M. Yaker a répondu : « Une reconnaissance n'intervient pas forcément dans les vingt-quatre heures. Il faut choisir le moment opportun. Il peut être utile d'entreprendre certaines consultations. Le soutien de l'Algérie à la cause défendue par le Polisario est total. Fondamentalement, la reconnaissance de la République sahraoui ne nous pose pas de problème. »

Les rapports se dégradent entre Alger et Madrid

● A RABAT, le roi Hassan II tente visiblement de détacher la Libye de son allié algérien. Dans le message qu'il a adressé au colonel Kadhafi le 2 mars, dont le texte intégral vient d'être rendu public, le souverain égyptien déclare : « Nous disposons de preuves et de documents irréfutables qui démontrent qu'on préparait le Sahara à devenir une base communiste, portée de laquelle un mouvement révolutionnaire manipulé par le Polisario et certains officiers espagnols pouvait rééditer ce qui s'est passé au Portugal. » Hassan II rétorque certains thèmes fréquemment repris à Alger, notamment celui des réfugiés : « La plupart des Sahraouis, écrit-il, vivent aujourd'hui librement sur le territoire de leurs ancêtres (...). L'infime minorité qui se trouve actuellement à Tindouf n'a subi que sous l'intimidation et la menace. On s'empresse à gonfler ses chiffres (...). On y inclut des tribus nomades, non originaires du Sahara occidental, mais vivant notamment en Algérie depuis toujours, ou qui ont fui la sécheresse qui a sévi ces dernières années au Tchad, au Mali, au Niger (...). »

Le souverain égyptien exprime enfin le vœu que le colonel Kadhafi travaillera à « ramener le gouvernement algérien et ses pions à la raison », et qu'il apportera de la sorte une contribution décisive à l'unité arabo-islamique, à laquelle le chef de l'Etat libyen consacre ses efforts.

● A ALGER, M. José Ignacio Domínguez, l'un des responsables de l'Union militaire démocratique

espagnole, actuellement en exil, a dénoncé au cours d'une conférence de presse, la façon dont Madrid « avait traité le peuple sahraoui », ajoutant que le comportement de l'Espagne dans l'affaire du Sahara avait provoqué un malaise dans l'armée. La présence à Alger du capitaine Domínguez, écrit notre correspondant Paul Balta, est révélatrice d'une certaine dégradation des rapports hispano-algériens. Depuis quelques semaines, Alger accueille des représentants de divers mouvements d'opposition, notamment une délégation de la lutte démocratique espagnole. Depuis l'accord de Madrid du 14 novembre 1975, le mouvement pour l'autodétermination de l'archipel canarien dispose, avec Radio-Casablanca, d'une demi-heure d'antenne quotidienne sur les ondes de la radio-télévision algérienne. La coopération économique entre Alger et Madrid s'en ressent. Alors que la situation économique est préoccupante pour le gouvernement espagnol, les industriels risquent de voir leur échapper plusieurs contrats qu'ils auraient pu enlever, ajoute Paul Balta.

● Le Gabon a été omis dans la liste des pays de l'O.U.A. hostiles à la reconnaissance du Front Polisario publiée dans le Monde du 2 mars.

Le Conseil militaire provisoire est paralysé par ses divisions

Addis-Abeba. — Les récentes mesures prises par le DERG — le Conseil militaire provisoire au pouvoir en Ethiopie — ne démontrent pas le diction local selon lequel le mois de Yekatit du calendrier Annamite, qui va du 9 février au 7 mars, est toujours fertile en événements. La nouvelle vague d'arrestations a entraîné des centaines de personnes — n'a pas épargné le

Vendredi 27 février, Addis-Zemen, quotidien officiel de langue amharique, a réservé à ses lecteurs une double surprise. Un article, signé Bezaheh Belatchew, sans doute un nom de plume, demande aux militaires de fixer la date d'un transfert de leurs pouvoirs aux civils et se prononce pour un multipartisme s'appuyant sur une large décentralisation de l'ancien empire afin de garantir les droits des ethnies qui composent le pays. Tout en réclamant le rétablissement des libertés fondamentales, l'auteur dresse une liste assez exhaustive des personnes qui, pour avoir occupé des postes importants sous l'ancien régime, devraient être privées de leurs droits civiques : elle va du juge au colonel, en passant par le membre de conseil d'administration d'une entreprise, le directeur de journal et l'ancien vice-ministre.

La deuxième surprise est constituée par un éditorial qui défend une ligne différente puisqu'il juge que le pouvoir militaire ne pourrait se démettre qu'au profit d'une sorte de « dictature du prolétariat », une expression nouvelle dans le vocabulaire de la « révolution sociale » éthiopienne. Ce même éditorial informe le public que le crime de « capitalisme bureaucratique » peut désormais faire l'objet de procès allant d'une amende de 600 dollars éthiopiens (plus de 1000 francs) à une année de prison.

La crainte d'un complot

Les observateurs de la scène politique éthiopienne soulignent que le DERG utilise Addis-Zemen de plus en plus comme un moyen pour informer le public de ses préoccupations. Ce quotidien officiel a rapporté, pour la première fois, dans ses éditions du 20 février, qu'il existait des « divergences d'opinions » entre les « éléments progressistes » de l'Ethiopie, tout en estimant que ces divergences, qui probablement divisent les militaires du DERG, « permettent de définir la voie qui va prendre la révolution ».

Une « tribune révolutionnaire », publiée depuis peu mais chaque jour, dans Addis-Zemen, paraît refléter une opposition entre deux tendances au sein du DERG. Celle de gauche serait favorable à la poursuite de l'expérience « révolutionnaire », tout en introduisant certaines libertés, tandis que l'autre met l'accent sur les « libertés démocratiques ». Le débat est loin d'être théorique : l'idée de garantir les « droits d'Etat » — c'est l'expression de Bezaheh Belatchew — des ethnies de l'ancien empire serait une mesure populaire au sein d'une armée qui désespère, par exemple, d'imposer par la force son autorité en Erythrée.

On s'interroge ici sur les raisons qui ont conduit le DERG à informer, de cette façon un peu détournée, le public des divisions qui l'ébranlent depuis des mois. La révolution et la détention de l'ancien patriarche Teodoros sont bien accueillies par le bas clergé, et même par un public au courant depuis longtemps du style de vie et de la fortune de l'ancien primate. La police aurait trouvé à son domicile des armes, ce qui

Angola

Luanda dément formellement vouloir envahir la Namibie et la Rhodésie

« Il n'est absolument pas question pour le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola d'envahir la Namibie (Sud-Ouest africain) ou le Zimbabwe (Rhodésie) », indiquait-on, mardi 2 mars, de source officielle, à Luanda, à la suite des informations faisant état d'une déclaration prêtée au président Neto, dont le Monde était fait l'écho dans ses premières éditions du 2 mars, selon laquelle le M.P.L.A. « poursuivrait la lutte armée contre les racistes blancs au pouvoir en Namibie et en Rhodésie ».

« Il s'agit là, précise-t-on de même source, d'une mauvaise interprétation d'une déclaration faite par le président Neto affirmant que le M.P.L.A. poursuivait le combat jusqu'à l'expulsion des troupes sud-africaines d'Angola. » En ce qui concerne les mouvements de libération africains, le président Neto a déclaré : « Il est de notre devoir d'aider les mouvements de libération nationale. Mais il n'est pas question pour nous d'envahir la Namibie ou le Zimbabwe. Nous n'avons pas l'intention de dépasser nos frontières. »

D'autre part, M. Banda, ministre sambien des affaires étrangères, a déclaré mardi à Beira, à l'occasion d'un dîner officiel : « La presse impérialiste internationale a volontairement déformé la position de la Namibie vis-à-vis du Mouvement populaire pour la

libération de l'Angola et donné l'impression, à tort, que Lusaka était contre le M.P.L.A. (...) Nous avons coopéré avec le M.P.L.A. pendant de nombreuses années, et nous croyons que nous développerons des liens encore plus fructueux avec le Mouvement qui a toujours été notre allié naturel sur les politiques de notre parti et du M.P.L.A. sont similaires. »

A propos des relations ferroviaires entre la Zambie, le Zaïre et l'Angola, on indique à Luanda, dans les milieux économiques, que les services entre Silva Porto et les villes portuaires de Lobito et de Benguela ont repris, mais que deux ponts endommagés empêchent le trafic vers la frontière. La reprise des services normaux sera donc sans doute retardée, et pourrait ne pas intervenir avant deux mois.

Enfin, on apprend de Moscou, que l'Union soviétique a nommé son premier ambassadeur à Luanda, M. Boris Vorobiev, ancien ambassadeur au Nigeria. — (A.F.P., Reuters.)

● Les locaux de la représentation de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) à Lisbonne ont été incendiés lundi 22 mars, sur ordre du président de la République portugaise, et toute activité a été interdite à la délégation du mouvement de libération du territoire portugais. — (A.F.P.)

Ethiopie

Le Conseil militaire provisoire est paralysé par ses divisions

patriarche Teodoros, ancien primate de l'Eglise copte, et pas moins de sept ministres ont été démis de leurs fonctions. Un ancien chef de la garde impériale a été tué en résistant, paraît-il, à son arrestation. Le crime de « capitalisme bureaucratique », figure désormais dans le code pénal. Enfin, le régime militaire semble encourager un débat public sur l'avenir du pays.

De notre envoyé spécial

d'Addis-Zemen. Ils pourraient traduire la crainte du DERG de perdre le contrôle d'une machine administrative qui, dans le tourbillon, s'effondre de plus en plus.

De nombreuses arrestations ont été opérées, par crainte d'un complot contre un régime encore loin de bénéficier d'une large assise populaire. Les militaires ont permis de remonter jusqu'à l'ancien général Kebede Worku, jadis commandant de la garde impériale, et à Makonnen Wessajit, ancien ministre, qui ont fondé, tous deux, des clubs en 1975. Le DERG avait déjà annoncé, le 28 janvier, que six de ses membres avaient reçu des avertissements, des peines de prison, et des amendes pour avoir attaqué la révolution. On croit savoir qu'il s'agit de deux commandants et de quatre sous-officiers.

Le renouveau ministériel (le Monde du 25 février) et le vaste mouvement de jonctionnaires annoncés il y a dix jours semblent s'être déroulés dans le cadre de la lutte contre le « capitalisme bureaucratique » évoqué vendredi par l'éditorialiste

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● LE PROCES des auteurs de l'attentat à la bombe commis le 3 janvier contre le quotidien algérien El Moudjahid — parmi lesquels figurent trois ressortissants français — s'est ouvert mardi 2 mars devant la Cour de sûreté de l'Etat. — (A.F.P.)

Maroc

● TROIS AVOCATS ALGERIENS de l'organisation nationale des avocats algériens, M. Ghouloul, Benchedid, et Bendifallah, ont été refoulés de Fès, le 11 février, après avoir été fouillés, a-t-on appris dernièrement de source privée. Ils étaient venus défendre, en appel, deux de leurs confrères algériens, M. Setouvi et Ghonchi, accusés d'offense au roi Hassan II, et condamnés en première instance respectivement à six mois et deux ans d'emprisonnement ferme. Le procès en appel devait avoir lieu le 12 février. Il a été repoussé sine die.

Pays-Bas

● SELON LE CORRESPONDANT diplomatique de l'hebdomadaire américain News-

week, M. Arnaud de Borchgrave, « un certain nombre d'officiers haut placés dans les capitales ouest-européennes s'attendent que la démission de M. de Borchgrave soit la première d'une série de démissions de hauts fonctionnaires ». Le général Haig, commandant en chef de l'O.T.A.N., l'aurait confirmé. Des communistes, formés par le P.O.U.S. 1 y a nombre d'années, seraient dégoûtés en « bons officiers ». Le ministre de la défense à La Haye a qualifié les « révélations » de M. de Borchgrave de « scénario de western ». — (Corresp.)

(Dans son numéro du 1^{er} mars, l'hebdomadaire américain et U.S. News and World Report a affirmé que les services de renseignements de plusieurs pays occidentaux avaient pris récemment contact avec des journalistes pour leur proposer des informations sur les agents du K.G.B. en Europe.)

● LA COMMISSION D'ENQUETE sur l'affaire Lockheed et ses liens avec le prince Zérrouk, a vu, pour la première fois, un communiqué. Elle indique avoir entendu deux témoins importants en Suisse, M. Fred Messer et Weisbrod. M. Messer a été représentant de la firme américaine en Europe. L'avocat

EUROPE

Grande-Bretagne

La visite de M. Areilza marque un certain dégel des relations entre Londres et Madrid

De notre correspondant

Londres. — Les relations entre la Grande-Bretagne et le nouveau régime espagnol en sont peut-être au stade du dégel, mais pas encore à celui de la cordialité. C'est quand même un résultat satisfaisant pour M. Areilza, le ministre des affaires étrangères de Madrid, qui, dans ses péripéties européennes, s'est arrêté, mardi 2 mars, à Londres. De tous les gouvernements de la Communauté, c'est celui de Londres qui garde la plus grande réserve à l'égard de Madrid. Cette attitude tient essentiellement à des raisons historiques. Le souvenir de la guerre civile de 1936 continue d'occuper une place privilégiée dans la mémoire collective des travaillistes. Certains leaders syndicaux qui jouent aujourd'hui un rôle de premier plan, comme M. Jack Jones, du syndicat des transports, principal allié du gouvernement travailliste — se sont battus dans leur jeunesse avec les armées de la République espagnole.

Aussi est-il remarquable que la visite de M. Areilza n'ait pas provoqué les manifestations d'hostilité que l'on aurait pu attendre. Une évolution du régime espagnol est considérée, ici, comme une condition indispensable pour que Londres envisage une admission éventuelle du gouvernement de Madrid aussi bien dans la

Communauté européenne que dans l'alliance atlantique. M. Wilson et Callaghan ont insisté sur le fait que Londres souhaite voir bientôt, en Espagne, des progrès sensibles vers le rétablissement de toutes les libertés politiques et syndicales.

Un problème qui touche particulièrement les Anglais, est celui de Gibraltar. Avant son départ de Madrid, M. Areilza s'était contenté de faire quelques allusions très vagues à cette question. Sans aller jusqu'à promettre un rétablissement des communications téléphoniques, voire routières, entre Gibraltar et l'Espagne. A Londres, il n'a pris aucun engagement précis, mais a indiqué qu'une Espagne démocratique pourrait se permettre de tracer ce problème avec plus de souplesse.

M. Callaghan a répété qu'aucun changement constitutionnel n'était concevable sans le consentement de la population de Gibraltar. Tout permet de croire que Londres n'entend pas assouplir sa position face aux aspirations européennes de la nouvelle Espagne, tant que Madrid n'aura pas renoncé à une politique de forces envers le roc qui contrôle l'entrée du bassin méditerranéen.

JEAN WETZ.

ANCIEN CHEF-ADJOINT DU PARTI TRAVAILLISTE

Lord George-Brown démissionne du Labour

Londres. — Après avoir milité pendant quarante-cinq ans dans les rangs du Labour, Lord George-Brown vient de quitter le parti. Si cette démission n'est pas de nature à compromettre la position du gouvernement travailliste, elle n'en trouble pas moins beaucoup de consciences travaillistes.

Avant d'être exilé à la Chambre des lords, M. George-Brown a été pendant des années l'un des dirigeants les plus populaires du Labour. Il fut l'un des chefs travaillistes qui savaient toujours trouver des accents capables de toucher le cœur des plus humbles citoyens, ou lui pardonnaient ses fréquents écarts de langage. Sa franchise brutale s'était manifestée de la manière la plus caractéristique en 1950, au cours d'un dîner offert par les dirigeants travaillistes, lorsqu'il prit très violemment à partie M. Khrushchev, en visite officielle à Londres.

Les « libertés individuelles »

Chef adjoint du parti travailliste pendant près de dix ans, M. George-Brown éproua l'une de ses plus grandes déceptions lorsqu'en 1963, le Labour désigna M. Wilson comme leader. Devenu ministre des affaires économiques, puis secrétaire du Foreign Office, lorsque le Labour revint au pouvoir, ses rapports avec le premier ministre furent souvent difficiles. Il finit par renoncer à son poste en dénonçant le « style dictatorial » de M. Wilson.

Aujourd'hui, Lord George-Brown assure le Labour de ne plus défendre les « libertés individuelles ». Il déplore avant tout la nouvelle loi favorisant l'instauration du monopole syndical, non seulement des entreprises industrielles, mais aussi dans la presse. Il n'est d'ailleurs pas seul à considérer que cette dernière initiative risque de mettre sérieu-

sement en péril la liberté d'expression.

Lord George-Brown paraît avoir été profondément impressionné, lundi soir, par les déclarations d'Alexandre Soljenitsyne (le Monde du 3 mars). Lorsqu'on lui a demandé d'expliquer pourquoi il considère aujourd'hui le gouvernement travailliste comme un ennemi des véritables aspirations socialistes, il a renvoyé ses interlocuteurs à l'interview de l'écrivain russe. Ce dernier avait secoué des millions de récepteurs en reprochant à l'Occident d'abandonner tout ceux qui, dans les pays socialistes, s'efforcent de défendre les droits de l'individu. Lord George-Brown a répondu qu'il allait « rejoindre l'armée de Soljenitsyne ». — J. W.

Espagne

« SELON L'ESPRIT DU TEMPS »

(De notre correspondant.)

Madrid. — Le tribunal d'ordre public de Madrid a jugé, le 2 mars, M. Antonio-Roberto Martín-Llino, citoyen français, fils d'extradés espagnols, accusé, en compagnie de trois Espagnols, d'appartenir au parti communiste. Créant le premier procès de ce genre depuis l'arrestation du roi Juan Carlos, le procureur avait d'abord demandé, dans ses conclusions provisoires, l'application de la loi de 1961, une peine de douze ans et un jour de prison (le Monde du 3 mars). Il a finalement considéré, dans sa requête, que M. Martín-Llino était un simple militant d'une association violente et subversive, et non un dirigeant. Aussi a-t-il, finalement, requis une peine de cinq ans de prison.

Dans sa plaidoirie, M. Antonio Rato, avocat de l'accusé, a affirmé que « les lois devaient être appliquées selon l'esprit du temps dans lequel on vit ». Il a ajouté qu'aujourd'hui, en Espagne, le parti communiste n'est pas une association violente et subversive. Par conséquent, a ajouté l'avocat, il semblerait juste d'appliquer l'article du code pénal qui vise à ceux qui constituent des associations sans remplir les conditions exigées par la loi. Cet article prévoit six mois de prison pour les dirigeants de ces associations et l'acquiescement par et simple pour les militants. Le jugement sera rendu dans une semaine. — J.A.N.

L'EVENTUELLE ORGANISATION D'UN REFERENDUM CONSTITUTIONNEL a été

semblé-t-il, le thème principal de la réunion du conseil du royaume qui s'en tient le 2 mars à Madrid. Les délibérations de cet organisme sont secrètes mais le texte du message que Juan Carlos I^{er} lui a adressé est connu. Le souverain y soulignait, en particulier, la possibilité qu'a le roi de soumettre à référendum des projets de loi « s'il l'intérêt public le demande » et « si les lois le permettent ». — (A.F.P., Reuters.)

Thaïlande

● CING PERSONNES ONT ETE TUÉES et trois autres blessées par l'explosion d'une bombe dans une école technique de Bangkok, mercredi 3 mars. Selon la police, les victimes sont des étudiants. — (A.F.P.)

صلى الله عليه وسلم

LE XXV^e CONGRÈS DU P.C. DE L'U.R.S.S.

TOUT EN FAISANT L'ÉLOGE DE M. BREJNEV

De nombreux délégués semblent réservés vis-à-vis de la politique du secrétaire général

Moscou. — Que se passe-t-il dans les couloirs du congrès ? La question est tentante. Rares sont les caux dormantes qui ne cachent pas quelques remous, quelques tourbillons. A suivre au jour le jour ce qu'on appelle pudiquement les « débats » ou les « travaux », on risque fort de ne rien soupçonner de la suite des discussions, qu'il n'est même pas possible d'écouter directement, enregistreurs à l'appel. Les débats, derrière son unanimisme facile, recèle certains débats, certaines interrogations, certaines lites de personnes aussi.

Prenons par exemple l'affaire du culte de la personnalité. Dès le premier jour du congrès, dans son rapport d'activité, M. Brejnev déclare nettement que le parti n'a rien à faire « des flagorneurs et des flatteurs ». Suivent quatre jours de discours marqués du sceau des plus vives polémiques et flammes. Puis, tirant la conclusion de cette première phase du congrès, M. Brejnev résume ses laudateurs : « Nous ferions bien de considérer, dit-il, les succès obtenus comme le résultat du travail collectif, des efforts communs aussi bien des organes dirigeants

du parti que tous les comités et organisations du parti ». Le secrétaire général n'avait-il pas la possibilité d'éviter ce pénible étalage de superlatifs, ne serait-ce qu'en donnant à l'avance quelques consignes ? A-t-il tout d'abord toléré le fait puis réagi après avoir constaté l'effet négatif que produit ce panégyrique sur de nombreux invités ? Ou bien a-t-il vu dans ces épanchements trop indécents et trop unanimes pour être honnêtes comme quelques « baisers de mort » que l'on donne avant la trahison ?

Nul ne peut le dire, mais on est en droit de poser ces questions et de ne pas se satisfaire des explications fournies officiellement et qui ont trait à la « spécificité » du caractère géographique, culturel, voire sociologique, pour expliquer à l'étranger « qu'on ne comprendra jamais » les scènes dérisoires auxquelles nous venons d'avoir droit. Le congrès de 1971, après tout, avait été plus digne de ce point de vue, d'après le témoignage de tous ceux qui y ont assisté.

De notre correspondant.

combat politique, ils ne se seraient pas contentés de lui envoyer des fleurs, mais se seraient nettement prononcés sur certaines propositions concrètes présentées par le secrétaire général : projet de nouvelle Constitution destinée à symboliser la recherche d'une plus grande démocratie ; plus grande ouverture d'esprit dans le domaine de la culture ; remise en cause de certaines pratiques particulièrement inoffensives et paralysantes dans l'économie. Or, le projet de Constitution n'a été évoqué — mise à part une allusion assez perdue de M. Goussakov — que par un orateur (M. Grichine, le premier secrétaire de la ville de Moscou). Les questions ont été traitées avec une rare servilité par deux médiocres propagateurs de la pensée de Jdanov — M. Markov, le président de l'Union des écrivains, et Khrennikov, le président de l'Union des compositeurs. Si ce dernier a bien pensé à dénoncer les méfaits « du système de l'opportunisme », du « machisme » et de la « musique moderne », ni l'un ni l'autre n'ont songé à relever ce que pouvait avoir de positif la condamnation par M. Brejnev des « mesures administratives » dans le domaine de la création artistique.

Quant au problème des réformes économiques, ce n'est qu'avec prudence qu'une minorité d'orateurs l'ont abordé. Encore agissait-il le plus souvent de trouver des bons émissaires plutôt que de poursuivre l'analyse amorcée par M. Brejnev. M. Polianski risque d'en savoir bientôt quelque chose. Même la politique étrangère n'a pas inspiré les congressistes. C'est un thème, il est vrai, que le secrétaire général a abordé avec prudence, tant il comporte d'inconnues.

Les « dangers » de la déroute

Il n'en demeure pas moins que bon nombre de délégués ont ressenti, à l'occasion de ce congrès, les « dangers » que la déroute ferait courir à la société soviétique, et de réclamer une plus grande « vigilance » idéologique que d'habitude. Les partisans du « programme de paix » de M. Brejnev.

En fait, mis à part les « mérites personnels » du secrétaire général, un thème essentiel a été développé par les congressistes qui se sont exprimés à la tribune : la défense de l'internationalisme prolétarien contre les deux dangers, le capitalisme et le révisionnisme de gauche. C'est-à-dire le marxisme et l'opportunisme de droite, c'est-à-dire ce que l'on peut appeler, pour simplifier, un certain communisme d'extrême-gauche. Mais, à l'occasion du XXV^e congrès, les délégués ont réaffirmé que ce qui les arrangeait du rapport de leur secrétaire général, c'est aussi, et surtout, le fait que M. Brejnev, bien sûr, a violemment condamné le marxisme. Mais, en homme politique, il a au moins laissé la porte ouverte à une évolution de la situation, que les événements de Pékin ne permettent pas, après tout, d'écarter totalement. « La parole est à la partie chinoise », a-t-il conduit après avoir affirmé qu'il était toujours possible de normaliser les relations entre États et même les relations entre partis, si Pékin revient à une « politique effecti-

vement fondée sur le marxisme-léninisme, s'il renonce à sa ligne hostile aux pays socialistes, s'il prend le chemin de la coopération et de la solidarité avec le monde socialiste ».

Conditions inacceptables, peut-on dire. Actuellement sans doute, l'Union soviétique n'a pas été relevée par personne et que les orateurs ont préféré se cantonner aux imprécations.

Il est vrai que M. Brejnev a lancé un très net avertissement à certains partis communistes occidentaux qui, selon lui, seraient tentés par l'« opportunisme », et qu'il a longuement développé « l'importance de l'internationalisme prolétarien », que « malheureusement d'aucuns commencent à interpréter d'une manière telle qu'il n'en reste que peu de choses ». M. Brejnev, cependant, a évité d'être trop précis. Il n'a pas rappelé la « loi » de la dictature du prolétariat, et il a mentionné « les normes indéniables de l'égalité en droit et du respect de l'indépendance de chaque parti ». C'est un progrès, même modeste, par rapport à 1971. Ce progrès n'a guère été relevé par

des orateurs soviétiques à la tribune du XXV^e congrès.

Par ces actes, M. Brejnev a pourtant voulu confirmer ses paroles : relativement équilibrées. C'est ainsi que, après avoir reçu M. Combal, il s'est entretenu avec M. Berlinguer. Si la délégation italienne a été agréablement surprise par l'esprit compréhensif du secrétaire général, elle a constaté, il est vrai, une attitude beaucoup plus distante et intraduisible chez M. Soudzov.

Tous ces faits, tous ces indices, suffisent à indiquer la persistance d'un certain nombre de problèmes, de désaccords, de « tumeurs » au sein de la direction soviétique. Bien que premier parmi ses égaux, M. Brejnev doit ruser, loucher, voire se battre, pour faire prévaloir son point de vue. Il n'est nullement certain que des « records » seront faits à l'issue du congrès ; telle n'est pas après tout la fonction de ce genre de réunion. Mais il faut les avoir à l'esprit pour comprendre les événements de la semaine passée et ceux sans doute des semaines à venir.

JACQUES AMALRIC.

Libres opinions Socialistes et communisme

par ROGER STÉPHANE (*)

UNE honorable personne vous tient ce discours : « Certes, Hitler était un personnage tyrannique, autocratique, même : certes, il y avait dans son entourage des sbires redoutables et sanguinaires ; certes, les camps de concentration tels que nous en avons après l'effondrement d'un abominable ; certes, le manque de liberté qui régnait en Allemagne était détestable... Mais, enfin, le national-socialisme, tout de même, c'est une grande espérance ! ». A ce discours, les plus modérés réagissent par le ricanement, les plus susceptibles par l'indignation. Pourtant, c'est celui même qui nous est tenu sans cesse à propos du communisme : Staline était atterré, Béria encore plus, le Goulag est scandaleux, l'absence de liberté est critique... Mais quelle espérance porte le communisme ? Faute de révoquer fondamentalement en doute le marxisme-léninisme, le plupart de nos concitoyens hachent la tête, d'un air entendu et complaisant, à l'écoute de ce raisonnement.

Le discours de nos socialistes est aussi intéressant : il résume — de bonne foi — les expériences lénino-staliniennes ; il déplore l'absence totale de liberté qui sévit en Europe de l'Est ; il déplore l'arbitraire dont sont victimes les citoyens des pays socialistes. Mais loin de se targuer des réussites social-démocrates de l'Europe du Nord ou de l'Allemagne, les socialistes commencent trop marqués de collaboration de classes. Ils veulent pour notre pays un socialisme dont il n'est pas question. Voici donc la France gommée au rang de colonie. Après tout, pourquoi pas ? Mais il serait honnête de marquer les limites de l'incertitude inhérente à toute novation.

Communistes et socialistes français s'entendent pour exalter le marxisme, dont ils ont, au reste, l'un et l'autre, des lectures différentes. Mais, on nous l'assure, le marxisme n'est pas considéré comme un dogme mais comme une méthode scientifique d'analyse. Ah ! la belle méthode que voilà ! L'armée du marxisme, ni les communistes allemands, russes ou français ni les socialistes n'ont vu venir Hitler. Armée du marxisme, les Russes n'ont point vu venir Mao Tse-tung, ni plus tard sa « déviation ». Et il aura fallu cinquante années pour découvrir que l'Union soviétique est un pays sans liberté. Il leur aura fallu trente ans pour reconnaître que Victor Serge, Arthur Koestler et Mme Buber-Neumann ne mentaient point quand ils dénonçaient les prisons de Staline. Ne peut-on pas douter d'eux quand au nom de la même « méthode » ils affirment que nous vivons un régime d'injustices voulues et organisées ? Ne pouvons-nous pas douter d'eux quand, aux analyses des situations compliquées dans lesquelles se débattent les pays industriels, ils répondent par des « il n'y a qu'à » dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne sont pas modestes ?

Tant d'erreurs sur le sang, tant d'erreurs sur l'histoire, tant d'erreurs sur les hommes, ne pourraient-elles pas inciter à quelque modestie, à quelque prudence, dans le maintien de l'ancien ou de l'antithème ?

(*) Directeur général de l'Agence française d'Images.

Le ministère de l'agriculture fait l'objet de nombreuses critiques

De notre correspondant

Moscou. — Le vingt-cinquième congrès du parti communiste de l'Union soviétique a poursuivi ses travaux mardi 2 mars au Kremlin. Comme la veille pour le rapport économique de M. Kossyguine, M. Brejnev était absent de la salle. Aucune explication n'a été fournie à cette absence, mais elle ne doit pas surprendre outre mesure : les orateurs les plus importants ont déjà pris la parole et la phase finale du congrès approche.

Parmi les invités étrangers et parmi les journalistes, les spéculations vont bon train. Personne ne pense, après une semaine de congrès qu'il faille attendre à des changements dans la hiérarchie du parti soviétique. On commence cependant à s'interroger sur la signification des multiples attaques lancées contre le ministère de l'agriculture, qui est dirigé par M. Polianski, également membre du bureau politique. M. Polianski, dont les services avaient déjà été critiqués à plusieurs reprises la semaine dernière, a fait l'objet d'une nouvelle attaque mardi ; elle a été le fait de M. Lachko, le président du conseil des ministres de l'Union soviétique, qui a dénoncé « les graves déficiences du ministère de l'agri-

culture de l'U.R.S.S. Je partage, a-t-il dit, les critiques émises par les délégués du congrès à l'encontre de ce ministère. Son travail a besoin d'être considérablement amélioré... Le ministère a l'obligation d'appliquer en temps voulu des mesures coordonnées pour accroître le rendement des cultures, la productivité de l'élevage, la mécanisation... Il a l'obligation d'élever le travail des institute et des organisations de recherche qui dépendent de lui ».

La Pravda précise que cette charge, tout à fait inattendue en ce qui concerne un membre du bureau politique, a été accueillie par des applaudissements. Le ministère de l'agriculture avait déjà été critiqué par MM. Gouguine, premier secrétaire du territoire de l'Altaï ; Kovalevko, premier secrétaire de la région de Novosibirsk et Konotop, premier secrétaire de la région de Moscou.

M. Polianski, dont la position n'est pas considérée comme très forte depuis l'entrée, dans le bureau politique en 1971, d'un autre spécialiste de l'agriculture, M. Koulikov, n'avait pas été assailli avant le Congrès, en dépit de la mauvaise récolte de 1975. Bien que, à cinquante-huit ans, il soit l'un des benjamins du bureau politique (avec M. Tcherebislak, le premier secrétaire d'Ukraine), M. Polianski fait partie du bureau depuis 1960.

Le président Barre censuré par la « Pravda »

Parmi les interventions des invités étrangers, prononcées mardi, il faut signaler celle du président somalien, M. Mohamed Sidi Barre, qui, selon l'agence Tass, s'en est pris tout particulièrement à la France. « Le processus révolutionnaire en Somalie, a-t-il déclaré, a été soutenu par l'agence officielle soviétique, suscitant une vive réaction dans le camp impérialiste. L'impérialisme a déjà essayé et persiste dans ses tentatives d'isoler et d'étouffer la révolution somalienne. Vu la situation stratégique et géographique de notre pays, il exploite la présence des colonialistes français dans le prétendu Somalie française, pour se livrer à diverses provocations, pour attiser la tension et mettre en œuvre ses plans belliqueux. Dès le début, la révolution somalienne comprenait la nature de ces provocations. La République démocratique de Somalie a pris des positions nettes et fermes. Elles se sont traduites dans une série de résolutions de l'Organisation de l'Unité africaine, de la Ligue des pays arabes et de l'ONU. Le peuple de la Somalie française doit avoir le droit légitime à l'autodétermination et à l'indépendance. » La Pravda de ce mercredi matin publie bien le texte de M. Barre, mais tout le passage mentionné ci-dessus n'y figure pas. La seule allusion au cas de Djibouti est contenue dans la phrase suivante : « Les impérialistes se battent jusqu'au bout, que ce soit en Namibie, en Somalie française ou en Afrique du Sud. » La Pravda, en revanche, mentionne cette déclaration du président somalien qui ne figurait pas dans le compte rendu diffusé par Tass : « Nous donnons toujours la préférence au règlement des conflits par la négociation pacifique. » — J. A.

abonnez-vous aux revues albanaises !



ALBANIE AUJOURD'HUI
Revue politique et d'information
1 an (six numéros) 15,00 F
L'ALBANIE NOUVELLE
Revue illustrée
1 an (six numéros) 15,00 F

numéro spécial 6/1975
d'Albanie Aujourd'hui
Document d'importance historique pour le mouvement communiste international
Discours d'Enver HOXHA à la Conférence des 87 partis à Moscou en 1950.
Le numéro (sous pli fermé) : 3,50 F.

LIBRAIRIE NORMAN BETHUNE
70 boulevard Saint-Michel 75006 PARIS
Livres et revues d'Albanie, de Chine, de Corée, de Vietnam.
C.C.P. La Poste 92.808.88
Tél. 326.56.93

AMÉRIQUES

LE SÉNATEUR JACKSON EN TÊTE DES DÉMOCRATES - AUX « PRIMAIRES » DU MASSACHUSETTS

(Suite de la première page.)

Ainsi, la compétition entre les démocrates « libéraux », a été pratiquement tranchée dans le Massachusetts en faveur de M. Udall. L'autre compétition, engagée entre MM. Jackson, Wallace et Carter pour gagner les électeurs du centre et de la droite du parti démocrate, reste incertaine. M. Jimmy Carter, qui le récent succès au New-Hampshire avait placé en tête des concurrents, plétine.

Ces derniers jours, il avait été vigoureusement attaqué par ses adversaires de la droite et de la gauche coalisés, lui reprochant les flottements de ses convictions, pour ne pas dire son opportunisme. Apparemment, cette campagne de dénigrement lui a infligé un échec psychologique important. Pour M. Carter, qui n'avait pas mené une campagne active dans le Massachusetts, la partie décisive se jouera en Floride, le 9 mars, où il affrontera à nouveau MM. Jackson et Wallace. Selon les sondages, il est en mesure de tenir en échec le gouverneur Wallace, « J'ai été trop optimiste », a reconnu M. Carter, tandis que le gouverneur Wallace déclarait qu'il considérait comme une « victoire », sa place de second.

Le gouverneur Wallace peut, en effet, se féliciter d'avoir fait un très bon score dans cet ancien fief du libéralisme, secoué depuis plusieurs années par le problème racial. Il a réussi à mobiliser les « pauvres Blancs » irlandais, italiens, polonais, en jouant avec succès sur leurs réflexes et préjugés raciaux.

Quant au sénateur Jackson, il recueille le fruit d'un travail patient, d'une organisation méthodique appuyée par des moyens financiers importants et aussi par les syndicats. Sa connaissance des problèmes mais aussi son attitude modérée et parfois équivoque sur le problème racial, sa critique de la détenté, lui ont assuré un pourcentage substantiel de suffrages, qui lui permet d'espérer rallier les éléments modérés démocrates, rejetant à la fois M. Wallace à l'extrême droite et le libéral Udall. Le sénateur Jackson se réclame de ce qu'il a appelé la tradition de la « grande coalition », représentée par les présidents Roosevelt, Truman, Kennedy, Johnson.

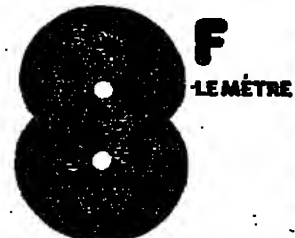
Dans le camp républicain, les résultats du Massachusetts et du Vermont ne peuvent être considérés comme significatifs : ni M. Ford, ni M. Reagan, n'y ont fait campagne. Le bon pourcentage obtenu par le président confirme les pronostics des responsables de sa campagne selon qui un mouvement de ralliement au chef d'Etat en place se dessine. Il apparaît maintenant que le président Ford avait tout de même marqué un point dans le New-Hampshire. Peu importe la faiblesse de sa majorité, l'échec d'une victoire remportée à l'arrière ; il a placé le Reagan sur la défensive. En attendant, en effet, qu'il parvienne à faire la preuve qu'il peut battre le tenant du titre. Dans ce contexte, la consultation de Floride pourrait être fatale à l'ex-gouverneur Reagan. Un échec (et les sondages ne lui sont pas favorables) lui ferait perdre l'appui des Indépendants et des opportunistes du parti républicain. Une victoire de M. Ford aux primaires de l'Illinois, le 16 mars, donnerait le coup de grâce aux espérances de son seul rival au sein du GOP.

HENRI PIERRE.

SEUL BOUCHARA VOUS OFFRE LA MODE A CE PRIX LA !..

Toile fibranne «CAPUCINE»
Largeur 150 cm.
Coloris printemps 76.
Votre blazer :
1,50 x 8 F = 12 F

Batiste polyester et coton. Largeur 90 cm.
Impression : petites fleurs.
Votre robe :
3 m x 8 F = 24 F



1^{re} CHAÎNE NATIONALE DE TISSU AU MÈTRE
TISSUS BOUCHARA
54, Bd HAUSMANN - 75 CHAMPS-ÉLYSÉES
REPUBLICQUE-TERRAIN-VAUGRARD
5 centres commerciaux : PARIS 2-VELIZY 2-ROSNY 2-BELLE ÉPINE-CRETEIL-SOLEY
ET DANS TOUTE LA FRANCE.

صكنا من الالاحل

● **Le corps de Michel Laurent**, journaliste, tué le 23 avril 1975 au Vietnam, sera rapatrié le 4 mars au matin, indique l'agence Gamma. L'inhumation du reporter-photographe de l'agence Gamma aura lieu à 14 h. 30 au cimetière Montparnasse, le rendez-vous de ses amis étant fixé à la même heure, porte principale, boulevard Edgar-Quinet.



ANGLETTERE

**3 cas
3 formules**

adultes

**special
diétes**

British European Centre
6, rue Richemont PARIS 16
Tél. 240 18 12
Léves, 1085

cours à Paris

Enseignement par correspondance
professeur de cuisine professionnelle

pour les diétistes
diplôme de compétence internationale (niveau 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100)

2 semaines 107 F.
3 semaines 160 F.
4 semaines 213 F.
5 semaines 266 F.
6 semaines 319 F.
7 semaines 372 F.
8 semaines 425 F.
9 semaines 478 F.
10 semaines 531 F.
11 semaines 584 F.
12 semaines 637 F.
13 semaines 690 F.
14 semaines 743 F.
15 semaines 796 F.
16 semaines 849 F.
17 semaines 902 F.
18 semaines 955 F.
19 semaines 1008 F.
20 semaines 1061 F.
21 semaines 1114 F.
22 semaines 1167 F.
23 semaines 1220 F.
24 semaines 1273 F.
25 semaines 1326 F.
26 semaines 1379 F.
27 semaines 1432 F.
28 semaines 1485 F.
29 semaines 1538 F.
30 semaines 1591 F.
31 semaines 1644 F.
32 semaines 1697 F.
33 semaines 1750 F.
34 semaines 1803 F.
35 semaines 1856 F.
36 semaines 1909 F.
37 semaines 1962 F.
38 semaines 2015 F.
39 semaines 2068 F.
40 semaines 2121 F.
41 semaines 2174 F.
42 semaines 2227 F.
43 semaines 2280 F.
44 semaines 2333 F.
45 semaines 2386 F.
46 semaines 2439 F.
47 semaines 2492 F.
48 semaines 2545 F.
49 semaines 2598 F.
50 semaines 2651 F.
51 semaines 2704 F.
52 semaines 2757 F.
53 semaines 2810 F.
54 semaines 2863 F.
55 semaines 2916 F.
56 semaines 2969 F.
57 semaines 3022 F.
58 semaines 3075 F.
59 semaines 3128 F.
60 semaines 3181 F.
61 semaines 3234 F.
62 semaines 3287 F.
63 semaines 3340 F.
64 semaines 3393 F.
65 semaines 3446 F.
66 semaines 3499 F.
67 semaines 3552 F.
68 semaines 3605 F.
69 semaines 3658 F.
70 semaines 3711 F.
71 semaines 3764 F.
72 semaines 3817 F.
73 semaines 3870 F.
74 semaines 3923 F.
75 semaines 3976 F.
76 semaines 4029 F.
77 semaines 4082 F.
78 semaines 4135 F.
79 semaines 4188 F.
80 semaines 4241 F.
81 semaines 4294 F.
82 semaines 4347 F.
83 semaines 4400 F.
84 semaines 4453 F.
85 semaines 4506 F.
86 semaines 4559 F.
87 semaines 4612 F.
88 semaines 4665 F.
89 semaines 4718 F.
90 semaines 4771 F.
91 semaines 4824 F.
92 semaines 4877 F.
93 semaines 4930 F.
94 semaines 4983 F.
95 semaines 5036 F.
96 semaines 5089 F.
97 semaines 5142 F.
98 semaines 5195 F.
99 semaines 5248 F.
100 semaines 5301 F.

Activités
Lecture, Langue anglaise, Cuisine, Desserts, Pâtisseries, etc.

Design Latine

Depuis que je fais escale à Amsterdam avec KLM, mes voyages d'affaires deviennent un plaisir.

Souvent je fais escale à Amsterdam avec KLM, d'abord parce qu'Amsterdam est un peu la plaque tournante des affaires en Europe : on est à une heure des grandes villes européennes. De plus, durant ces escales, je n'ai pas le temps de m'ennuyer. En effet, Schiphol, l'aéroport d'Amsterdam, sans doute un des plus modernes du monde, possède une immense "Tax Free Shop" dans laquelle on trouve toujours des milliers de choses intéressantes à acheter.

Enfin, il y a la ville tout près, et Amsterdam, c'est une ville à ne pas

manquer. Malheureusement, une escale est souvent trop courte pour profiter de tous les plaisirs d'Amsterdam.

La véritable solution, c'est d'y passer un week-end pour avoir le temps de visiter la vieille ville, les musées, les jardins botaniques, et mille autres curiosités.

Mais consultez votre Agent de voyages, il vous en dira beaucoup plus que moi sur les programmes de week-end à Amsterdam. Par exemple, pour moins de 500 F, vous aurez le voyage aller-retour en jet, le logement

dans un excellent hôtel, le petit déjeuner et la visite de la ville.

Avouez que, affaires ou détente, toutes les raisons sont bonnes pour aller à Amsterdam.

*KLM - 36 bis avenue de l'Opéra, 75003 Paris.
Tél. 742.57.29 - Bureaux à Lille, Lyon, Nice.*

Sérieux et gentillesse : une tradition hollandaise.

POLITIQUE

Le débat télévisé entre le ministre de l'économie et

Quel peut être l'enjeu d'un affrontement comme celui qui a opposé, mardi soir à l'Antenne 2, MM. Mitterrand et Fourcade? Un débat électoral, à quatre jours d'une consultation nationale? Certes, pas; on n'imagine guère que les arguments échangés soient de nature à provoquer dimanche prochain un glissement d'ampleur significative dans un sens ou dans l'autre. Des incidences économiques et sociales? Pas davantage. Là

aussi, les jeux sont faits ailleurs et autrement et ce ne sont pas les démonstrations et réfutations, si percutantes qu'elles soient, qui peuvent freiner ou accélérer la reprise, les grèves, l'inflation ou le chômage. Une meilleure information des Français? Rares sont ceux qui pouvaient s'y retrouver dans l'avalanche de chiffres, les raisonnements alambiqués, les allusions homériques, les affirmations et les démentis également catégoriques qui ont

occupé une bonne partie de l'émission; et plus rares encore ceux qui, sur ces bases, se sentaient en état de conclure et juger. Alors l'image de marque, la physionomie, le profil et la cote des duellistes dans la bataille politique, dans la vie publique?

Cette fois, nous y sommes presque. L'essentiel d'un débat comme celui-ci, c'est le spectacle, c'est le match. Dès lors l'enjeu véritable

de l'empoignade était parfaitement clair: un des deux hommes jouait en une heure sa carrière et son avenir. Un seul. M. Jean-Pierre Fourcade.

M. François Mitterrand, tout le monde le connaît. En 1965, en 1974 pour les campagnes présidentielles et en maintes occasions moins relevées, il a occupé des heures durant le petit écran. Ses intonations, ses mimiques, moues incrédules ou airs exaltés, sa façon de bou-

• M. Fourcade : le plan socialiste risquerait de disloquer le Marché commun

D'entrée de jeu, M. Mitterrand, après avoir déclaré que le capitalisme mondial était en crise, a posé la question: « M. Fourcade, pourquoi vous trompez-vous toujours, en tout cas souvent? Mais est-ce que vous vous trompez ou est-ce que vous êtes trompés, parce que vous exprimez une politique qui a pour objet de tromper les Français? »

M. Mitterrand rappelle que le ministre de l'économie et des finances avait prévu un budget 1976 équilibré. En fait, vous avez corrigé le budget trois fois et aujourd'hui nous avons 40 milliards de déficit.

An chapitre des prix, « vous avez prévu 0,5 % par mois, puis 0,8 à 0,7 %. Finalement, en janvier 1976, nous avons 1,2 % par le mois, et si cela continuait nous retournerions aux mauvais chiffres de 1974. »

Erreurs et correctifs

M. Mitterrand a également rappelé que M. Fourcade avait prévu une croissance de 4 %, alors que la production nationale a reculé en 1975 de 2,5 à 3 %. « La France s'est appauvrie », dit-il, c'est dans le domaine du commerce extérieur que « vos chiffres ont été les plus faibles, fin janvier 1976 nous avons 1,3 milliard de déficit. »

La monnaie? « A la Jamaïque, vous avez tenu votre rôle et officiellement le dollar maître de la situation mondiale, et abandonné l'or à son triste sort. C'est un renoncement de 4 à 2 %, Mitterrand conclut ainsi son préambule: « Les cinq cents jours de Giscard, c'est 1 000 chômeurs par jour, soit 500 000 de plus. »

M. Fourcade admet que la crise du France ne s'explique pas uniquement par le mauvais environnement international. Il tient cependant à rappeler qu'elle a été aggravée par le quadruplement du prix du pétrole, qui se traduit, pour chaque famille française, par une ponction de

2 250 francs par an. « Il faut bien que quelqu'un paie cette facture. »

Le ministre de l'économie et des finances fait ensuite à M. Mitterrand deux observations. La première est que la France est sur le chemin de la

reprise, que celle-ci se manifeste déjà au niveau des industries produisant des biens de consommation. Le deuxième est que le plan de relance du P.S. est un plan de relance de

Le financement des dépenses supplémentaires des régimes sociaux dans le plan de relance du P.S.

A M. Fourcade qui lui reprochait de ne pas avoir compté toutes les dépenses sociales de son plan dans le tableau des dépenses budgétaires rendu public par les experts du P.S. (1), M. Mitterrand a répondu qu'une partie de ces dépenses sociales, comme actuellement, incombent dans les comptes des régimes sociaux. « Mes propositions sont équilibrées » dans ces comptes aussi, a souligné le leader socialiste.

Voici le détail des dépenses et des recettes à ce sujet, qui a été communiqué par le P.S. après le débat télévisé.

• DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES POUR LES RÉGIMES SOCIAUX (en dehors du budget de l'Etat) (en milliards):

Retraites (à cotisations et cinquante-cinq ans, dans certains cas)	9,2
Minimum vieillesse (45 F par jour au lieu de 22)	17
Hausses de 15 % des allocations familiales	3
Total	29,2

• COUVERTURE DE CES DÉPENSES:

Economies de gestion et réduction des cumuls non	12,7
Baisses et financements des cotisations sociales	1
Economies sur les dépenses de médecine et de pharmacie, grâce aux réformes de structures prévues	1,8
Rendement accru des cotisations d'Etat:	
— à la diminution du nombre des chômeurs	1,5
— aux emplois créés par le plan	5,5
— à la hausse du SMIC	4
Réintégration des prestations familiales dans le	3,7
venant impossible et limitation du jeu du quotient	
Total	30,2

(1) Le Monde du 2 mars.

l'économie de septembre 1975 à propos duquel vous vous êtes, M. Mitterrand, montré sceptique.

Deuxième observation de M. Fourcade: « En tant que ministre de l'économie et des finances, vous avez constaté et constaté que le gouvernement travaillait en Europe, qu'il élaborait des prévisions, mais qu'il ne prenait pas en compte la réalité. »

« (...) ainsi, lorsque la réalité ne correspond pas avec les objectifs, des correctifs sont apportés. C'est pourquoi le budget pour 1976 a été modifié en cours de route afin de relancer l'économie. »

« Nous sommes toujours attachés à la règle d'équilibre budgétaire, rappelle alors le ministre. Mais nous sommes conscients de la nécessité de procéder à des corrections destinées à renforcer la reprise. » En la reprise se constate maintenant et s'étend.

Pourquoi la reprise?

M. Mitterrand interrompt: « Pourquoi la reprise? Parler de reprise au moment où il y a un million de chômeurs, au moment où le pouvoir d'achat des agriculteurs diminue, est absurde. De quelle reprise parlez-vous? Je pense que vous parlez de la reprise des entreprises. »

M. Mitterrand fait alors une comparaison de la France avec les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale. Le premier pays est fort de sa démographie, de ses matières premières, de sa monnaie qui domine le monde. Le second de son industrie et de son commerce extérieur. « Mais en France, la seule force possible, c'est le consentement national, que l'on ne peut pas obtenir avec les inégalités sociales existant en France à l'heure actuelle. Nous avons actuellement le sys-

tème social le plus injuste du monde. Tant que vous ne nous attaquerez pas sur ces injustices, vous ne pourrez atteindre au consensus national. L'argument principal de tout gouvernement, c'est la vérité, sur la méthode. C'est ce qui est vrai est fort. »

M. Fourcade répond alors: « La reprise, elle, est pour les Français qui n'ont pas d'emploi, puis il discute la notion du million de chômeurs: « Sur ce million de demandeurs d'emploi, il y a 11 % à 12 % de licenciements pour cause économique; 20 % d'autres licenciements (fins de stages, erreurs professionnelles...); 16 % de chômeurs par démission volontaire; 17 % de personnes arrivées en fin de contrat; 14 % de personnes arrivées à la fin de leur travail d'intérimaires; 2 % de licenciements à progressé de 54 %, le SMIC de 26 % et la rémunération de base dans la fonction publique de 30 %. »

« Je voudrais que cesse cette idée d'une armée d'un million de chômeurs qui attendent désespérément un emploi. Il y a, à l'heure actuelle, un certain nombre de personnes qui ont des problèmes pour trouver une première embauche. C'est celles-là que nous voulons aider par des mesures spécifiques, des primes d'embauche, des contrats de formation et la promotion de la scolarité. Ce qui concerne les personnes qui ont été licenciées, nous avons essayé d'atténuer ces problèmes directement par des interventions ponctuelles ou même des entreprises. »

M. Pierre Fourcade avait posé une question à M. François M., où le leader socialiste rétorque: « On le sait — de se rendre: « En 1975, nous avons vendu à l'étranger un peu plus de 8 milliards de produits, avec beaucoup de biens d'équipement. Nous lui avons acheté pour 3,5 milliards de francs. Pour résorber ce déficit, il faut soit freiner nos exportations, soit acheter davantage. Me conseillez-vous de freiner nos exportations ou de nous acheter davantage? »

M. Mitterrand répond qu'on pouvait acheter du pétrole, ce que nie M. Fourcade, qui assure qu'une société française n'a pu obtenir satisfaction pour une demande supplémentaire.

Après que M. Mitterrand ait reconnu le progrès des exportations françaises de biens d'équipement — « Oui, souligne le leader socialiste, parce que, sur ce point, vous avez suivi les

LES COMMENTAIRES DES MILIEUX POLITIQUES ET SYNDICAUX

• M. PONIATOWSKI, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur (à Radio-Monte-Carlo):

« J'ai l'impression que M. Fourcade a beaucoup plus convaincant et plus réaliste que ceux de M. Mitterrand. Je ne me suis pas aperçu que celui-ci ait fait des progrès en finances ou en économie. »

« Tous les programmes sont M. Fourcade l'est autant que celui de Mitterrand. Et le programme de M. Fourcade est autant que celui de M. Mitterrand. Le problème est de savoir lequel est réalisable. Je crois que là, la méthode d'approche de M. Fourcade, qui est d'ailleurs celle du gouvernement tout entier, est plus réaliste. »

• M. BORD, secrétaire général de l'U.D.R.:

« Ce débat fait cruellement ressortir la différence la plus nette entre la philosophie du ministre des finances, membre

d'un gouvernement en prise directe avec la réalité et en face des difficultés que connaissent toutes les nations industrielles. Un homme qui connaît parfaitement ses devoirs. Mais aussi un homme conscient de ses responsabilités. De l'autre, M. Mitterrand, qui, bien qu'ayant fait quelques progrès en sciences économiques, est resté enfermé dans ses contradictions. Si, une nouvelle fois, M. Mitterrand a promis tout pour tout le monde, il n'a pas expliqué comment il y parviendrait, c'est-à-dire qu'il n'a pas de plan. Ce débat aura permis au pays de juger sur pièces. »

• M. DILIGENT, porte-parole du Centre démocratique:

« Le plan de François Mitterrand coûterait plus cher qu'il ne l'a fait d'abord dit, et on ne sait toujours pas qui en paiera. Ce plan aurait pour effet d'isoler la France de nos partenaires européens. C'est peut-être le vœu de M. Mitterrand. La politique de relance industrielle du gouvernement doit permettre de réduire progressivement le chômage. Mais elle ne sera supportable que si la lutte contre les inégalités se renforce comme le réclament les réformateurs. »

• M. FABRE, président du Mouvement des radicaux de gauche:

« Face à Jean-Pierre Fourcade, bon élève, bon technicien, mais enfermé dans ses chiffres, ses certitudes, qui part à la bataille à la façon d'un bélier, nous avons vu François Mitterrand, homme d'état, qui a réussi à élever le débat au niveau des grands problèmes. »

• M. DEFFERRE, député P.S., maire de Marseille:

« M. Fourcade s'est enfermé, une fois de plus, dans des affirmations qui sont déjà démenties par les faits, notamment lorsqu'il a déclaré que la politique du gouvernement était celle du plein emploi pour le VII^e Plan. Or le VII^e Plan prévoit plusieurs hypothèses, il y a, au minimum, six cent cinquante mille chômeurs, ce qui veut dire que M. Fourcade, après s'être trompé constamment depuis qu'il est ministre des finances, après avoir été démenti dans tous ses pronostics, en est maintenant à se contredire. »

• M. LEDUC, secrétaire national du P.S.U.:

« Les chômeurs auront été sa-

double satisfaits d'apprendre que la plupart d'entre eux sont ceux des demandeurs d'emploi, dont une bonne partie ont volontairement quitté leur travail (...). »

« M. Fourcade a dit, dans les deux dernières semaines, dans la logique du système, opposant une politique de relance de l'économie capitaliste, basée principalement sur la réduction de la consommation, à une politique de relance par l'investissement. L'autogestion comme solution alternative au système capitaliste et à sa crise actuelle n'a été que l'ombre d'une simple allusion. »

• M. BERGERON, secrétaire fédéral de Force ouvrière:

« Le débat confirme que les solutions aux difficultés présentes ne peuvent résulter, pour l'essentiel, que de la volonté des principes nationaux et industriels de mettre en œuvre des politiques communes dans le domaine économique et monétaire, et par conséquent au plan social. M. Mitterrand a eu raison de mettre l'accent sur la nécessaire réduction des inégalités. Pour ce qui est de l'autogestion, c'est une autre affaire. »

• M. CHARPENTIER, président de la C.G.C.:

« Nous avons été surpris que M. Mitterrand considère les régimes sociaux comme étant à la disposition des hommes politiques, alors que cet aspect est la propriété des citoyens. Il est regrettable que M. Fourcade n'ait pas été d'accord avec M. Mitterrand pour estimer qu'il fallait une meilleure maîtrise du développement industriel, qui seul permettrait une meilleure qualité de la vie. Il a, par la même occasion, capitalisé le problème de la réforme de l'entreprise. »

• M. HENRY, secrétaire général de la FEN:

« Le ministre de l'économie et des finances a déclaré que le gouvernement ordonnait chaque année les emplois nécessaires dans la fonction publique. La vérité est différente: les instructions données en 1976, ce qui constitue une véritable provocation. »

« D'autre part, la FEN note que si M. Fourcade a parlé de la nécessité d'une formation professionnelle des jeunes, il n'a donné aucune proposition sérieuse du gouvernement pour assurer cette formation. »

Un début de débat entre Cassandre et Matamore

Si le débat télévisé entre MM. Fourcade et Mitterrand n'a pas pleinement répondu aux espoirs mis en lui, c'est, peut-être, parce que ses espoirs avaient été abusivement gonflés. Né d'un défi relevé, annoncé à grand renfort de publicité, précédée et suivie de sondages, analysée comme un match de boxe et commentée avec les arrières du show-business, la rencontre du ministre de l'économie et des finances et du premier secrétaire du parti socialiste était censée apparaître comme un événement politique. Or il n'y avait pas de véritable enjeu électoral et les champions, Matamore et Cassandre, n'étaient pas venus pour s'écarter publiquement. Aussi l'événement n'a-t-il pas eu lieu.

Les grands moyens de communication audiovisuelle tendent naturellement à créer leur propre réalité quand l'actualité ne le leur fournit pas. Faute de champions chez les électeurs, il faut en trouver ailleurs pour maintenir le taux d'écoute. La politique en vient, ainsi, avec un bonheur inégal, à servir les radios et la télévision plus qu'elle n'est servie par ces monstres dévorants. Quel leader en quête d'élus chahute de se faire — ne serait-ce que pour se donner le temps de la réflexion — devant un micro ou de s'écarter devant une caméra? Tel qui récita deux ou trois fois l'interview destinée à être imprimée livrer tout à trac ses impressions à des millions d'auditeurs ou de téléspectateurs. Si, au moins, on y gagnait en spontanéité.

Pour atténuer ces travers, il faudrait, d'une part, offrir aux organisations politiques et syndicales un accès plus facile et régulier aux grands moyens de communication audiovisuelle et, d'autre part, cesser d'instaurer des périodes de vide politique. Comme s'il y avait un temps pour gérer et un temps pour débattre et comme si l'initiative du débat n'appartenait qu'au pouvoir, sans pendant les sessions parlementaires et avant les échéances électorales. En dehors de ces rendez-vous institutionnels, la majorité et l'opposition ne se rencontrent que rarement et on en vient à considérer comme un événement exceptionnel que le ministre de l'économie et des finances accepte de discuter publiquement avec un dirigeant de l'opposition!

L'événement n'a donc pas tenu, en la circonstance, ses fausses promesses, mais, au moins, la confrontation a-t-elle eu lieu et le dialogue

s'en est suivi. Chacun des intervenants était conduit à s'écarter sur des terrains, la controverse politique pour l'un, la science économique pour l'autre, qui ne leur sont pas familiers. Ils ont tous deux pris des risques pour prouver leur compétence là où on ne l'attendait pas. Certes le soul de ne pas être en reste sur les chiffres l'a emporté sur le débat purement politique, mais il a fallu cette émission pour que M. Fourcade, si probe de prévisions économiques, laisse tomber: « Nous ne sommes pas des voyants », et pour que M. Mitterrand reconnaisse que

« M. Ségué, secrétaire général de la C.G.T., a protesté, avant le débat, contre le sondage Europe-IFOP, selon lequel une majorité des personnes interrogées (75 %) se seraient pas hostiles à un blocage des salaires et des prix pendant trois mois: « Comme par hasard », a déclaré M. Ségué, « cette idée rétrograde, aussi reprise par les principaux moyens d'information d'une grande échelle, tombe au moment crucial des négociations

les bords du Trésor compenseraient le déficit budgétaire de son programme social. »

Il a fallu ce débat pour que le ministre de l'économie souligne combien l'environnement européen pèse sur les choix politiques de la France et pour que le premier secrétaire du P.S. laisse entendre qu'une victoire de la gauche ne dispenserait pas les Français de lutter — fit-ce de manière moins inégale — contre la crise. Cela va sans dire mais cela va encore mieux en le disant.

ANDRÉ LAURENS.

salariales dans la fonction publique, le secteur nationalisé et dans de nombreuses branches du secteur privé. »

« Voilà de quelle manière scandaleuse est exploitée une émission éditée pour soutenir la tentation gouvernementale de bloquer d'imposer le blocage des salaires au lendemain d'un nouveau tour de hausse des prix qui ampute gravement le pouvoir d'achat des salariés, des retraités, des pensionnés et des allocations. »

CE QUI FRAPPE DE PLEIN FOUET LA MAJORITÉ DES FRANÇAIS

« CHOMAGE ET INFLATION »

Un dossier édité et diffusé par le Parti Socialiste pour la pensée et l'action socialistes.

50 pages, 3 francs. Une analyse complète et complémentaire

Veillez m'adresser le dossier « Chômage et Inflation »

CI-joint 3 F

PS Formation, 12, cité Malesherbes, 75009 PARIS

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

Des « primaires » au sein de la majorité se dérouleront dans 285 cantons

M. Charles Pasqua, député national de l'U.D.R., a fait, au cours d'une conférence de presse, mardi 3 mars, le point des candidatures de son mouvement aux élections cantonales. Il a indiqué que sur 279 conseillers généraux sortants, appartenant à l'U.D.R., 242 se représentent, et qu'il y a 344 nouveaux candidats. Au total, l'U.D.R. présente donc, pour la série renouvelable, 606 candidats. M. Pasqua a également indiqué que dans 183 cantons se déroulent des élections « primaires » entre un U.D.R. et un ou plusieurs candidats de la majorité. Ainsi, l'U.D.R. se trouve opposée à un républicain indépendant dans 42 circonscriptions, à un modéré dans 37, à un membre du Centre dans 24, à un membre du C.D.P. dans 6, à un réformateur dans 15, à un membre du C.N.I. dans 4, à un radical dans 6, à un divers droite dans 2 et à un socialiste indépendant dans 2.

Pour les autres cantons où auront lieu des « primaires », les candidats U.D.R. se retrouveront face à deux ou trois candidats se réclamant de la majorité présidentielle. En revanche, a déclaré M. Pasqua, dans cent vingt-deux cantons, les « primaires » se dérouleront entre plusieurs candidats de la majorité présidentielle sans qu'il y ait de candidats de l'U.D.R. Il a précisé également que huit membres du

gouvernement se représenteront sous l'étiquette U.D.R., ainsi que quinze anciens membres du gouvernement, qu'il y avait quarante-six députés U.D.R. candidats et deux sénateurs. M. Pasqua a souligné « la grande cohésion qui existe dans les candidatures de la majorité alors que, dans l'opposition, on assiste à une grande compétition ». « La majorité a une base plus élargie qu'en 1970, a-t-il ajouté. En politisant les élections, elle apparaît une diminution de ses voix par rapport à celles qu'elle a recueillies aux élections législatives ou présidentielles. »

M. André Bord, secrétaire général de l'U.D.R., qui a assisté à cette conférence de presse, a déclaré : « Nous avons le sentiment que l'U.D.R. se porte très bien. Les adhésions nouvelles se produisent par milliers. Jacques Chirac est le leader, le chef incontesté du mouvement. »

M. DEFFERRE : M. Chirac est une grande gueule.

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — Avant de se rendre à Romans (Drôme), M. Gaston Defferre a fait étape mardi 3 mars en début de soirée à Roche-la-Molière (Loire). Le maire de Marseille a notamment déclaré : « Nous ne sommes pas de vieux nationalistes cocorico, mais les anciens résistants que nous sommes ne peuvent pas être tris. Hier, que cette Allemagne ruinée soit devenue si riche que ce soit à elle que nous devions le sauvetage de notre monnaie. » Les hommes au pouvoir ne valent pas mieux que leur politique pour M. Defferre, qui s'en est pris à M. Chirac en ces termes : « C'est une grande gueule au jacobin inépuisable, un peu fasciste, qui a trahi l'U.D.R., empoché son dernier de Judas avec un poste de premier ministre au rabais. »

Le tempérament du maire de Marseille l'a malheureusement entraîné sur le terrain de l'adversaire, auquel il est justement reproché des attitudes vis-à-vis des personnes, leur physique ou leur passé.

M. PONIAWOSKI : ce n'est pas le gouvernement qui a inventé l'apolitisme de tant de candidats.

M. Michel Poniatowski a commenté, mardi 3 mars, la préparation des élections cantonales au cours d'un déjeuner-débat organisé par l'association des journalistes du développement régional, principalement consacré à l'aménagement du territoire (lire page 20). Interrogé sur la classification politique des candidats par les services du ministère de l'Intérieur, le ministre d'Etat a répondu : « Cette classification est très honnête. Mais elle est difficile. Il y a un très grand nombre de candidats qui refusent toute étiquette précise. Ce n'est pas nous qui avons inventé l'apolitisme de tant d'entre eux. Nous sommes bien obligés de les regrouper sous des appellations relativement vagues. »

M. Poniatowski a d'autre part estimé : « Ceux qui disent que ces élections cantonales sont politiques et ceux qui affirment le contraire ont raison. Les premiers, parce qu'il est exact de dire que, d'un point de vue politique, les candidats généraux sont des assemblées d'hommes politiques. Mais les seconds n'ont pas tort, me semble-t-il, de rappeler qu'il s'agit avant tout d'une élection gestionnaire. Le ministre de l'Intérieur s'est déclaré persuadé que le scrutin traduirait, dans l'ensemble, une grande stabilité du corps électoral. »

MATELAS « SOMMIERS » ENSEMBLES

TRECA

présente toutes ses nouvelles literates chez

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

LIVRAISON GRATUITE TRES RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

seule adresse de vente

57, AVENUE DE LA REPUBLIQUE PARIS XI^e Métro Parmentier

Tél. 557.46.35

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS

la Rue de Provence

ETAIT LA RUE DE

L'ARGENTERIE BIJOUX

La tradition se perpétue...

Henri HERMANN

au n° 46

VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

(Publié)

COLLOQUE DE JERUSALEM

22 au 31 mai 1976

SOCIALISME NATIONALISME ET LIBERTÉ

avec Sico MANSHOLT, J. NANETTE, Abba EBAN et Soli FRIEDLANDER

Renseignements : PRESENCES ET RENCONTRES Service LM 20, bd Poissonnière 75009 PARIS - 770-23-69

ESSONNE : la majorité sur la défensive

Les résultats des élections cantonales du 7 au 14 mars sont rendus, dans l'Essonne, particulièrement alarmants par le redécoupage cantonal et surtout par la croissance démographique. Le redécoupage, publié au Journal officiel du 7 décembre, a porté le nombre des cantons du département de 27 à 35. L'augmentation de sa population a valu à l'Essonne le ruban bleu de la croissance puleque ce département est passé de 479 500 habitants, en 1962, à 623 000, en 1975. Le phénomène d'urbanisation et le va-et-vient des banlieusards, dans le tiers septentrional du département, ont été si forts que deux Essonnais sur trois n'habitent pas l'Essonne au moment de sa création, en 1964.

Une véritable bouteille à l'encre pour les augures politiques qui espèrent les chances des uns et des autres de succéder aux conseillers généraux en place : 9 P.C., 2 P.S., 3 U.D.R., 1 apparenté U.D.R., 1 centre gauche, 9 Action départementale et communale de l'Essonne (modérés) et 2 non-inscrits. 21 sièges sur 35 sont à pourvoir. 7 cantons non renouvelables appartiennent à la majorité et 7 autres à la gauche.

Plus que jamais prudent, le parti communiste s'effrite du charbon fait par le parti socialiste qui appelle les électeurs à donner une majorité de gauche au conseil général. Il est d'autant plus malade qu'il n'y aura pas de majorité de gauche, le 14 mars : le gouvernement a fait ce

qu'il fallait pour éviter un redécoupage des cantons. Cette prudence n'empêche pas le P.C. de mener une campagne vigoureuse pour gagner 1 ou 2 sièges supplémentaires.

Chez leurs alliés socialistes qui appartiennent en majorité à la tendance CERESE, on ne sera pas surpris d'un renversement de majorité, mais Gérard Fumès, le premier secrétaire de la fédération du P.S., préfère insister sur « l'accentuation de notre image de marque dans le département ». Les socialistes mènent une campagne très politisée qui a deux caractéristiques. D'abord le parti contrôle de près l'action de ses candidats grâce à l'attribution d'un matériel de propagande commun : « Nous avons voulu éviter que des candidats parlent d'un problème de cadre de vie sans se référer au contexte économique », explique M. Fumès. D'autre part, les socialistes ont décidé de se présenter dans les vingt et une circonscriptions au grand dam des radicaux de gauche.

Chez ceux-ci, qui se manifestent pour la première fois aux élections cantonales, l'enthousiasme fait défaut. Pas assez d'argent : « Nos moyens modestes nous obligent à nous contenter pour notre propagande des panneaux électoraux et nous ne tiendrons qu'une seule réunion publique, le jeudi 4 mars, à Saint-Michel-sur-Orge », explique M. Guy Despujols, président de la fédération de l'Essonne. Pas d'alliés : « Nous avons demandé trois ou quatre circonscriptions sur vingt et une aux socialistes, mais ils font du triomphe et ne nous ont pas donné nos chances. Nous présentons sept candidats. »

Devant cet assaut de la gauche, la majorité s'est mise sur la défensive. Elle a constitué, en décembre 1975, un comité départemental composé de représentants de l'U.D.R., des Républicains indépendants, de la gauche réformatrice, du C.N.I., des radicaux, du centre démocrate, de l'Action et Liberté, du C.D.P., du centre des républicains et du Mouvement démocrate socialiste de France.

Sous l'arbitrage de M. André de Conninck, président de la fédération départementale des républicains indépendants, ce comité a accordé son investiture à un seul candidat par canton sauf dans deux cas, Etampes et Saint-Germain-lès-Corbeil, où, en l'absence de dangers particuliers, se dérouleront des « primaires ». Pour M. de Conninck, « face à la politisation obligée de ces élections, il fallait que nous fassions contrepoids en imposant une candidature unique de la majorité. Mlu à part quelques bavures, nous y sommes parvenus ». Parmi les bavures, on remarque le canton d'Etampes où M. Jean Fuxer (R.I.), conseiller technique du ministre de la qualité de la vie, a peu de chances de battre M. Jacques Celier, conseiller sortant (réformateur) et maire d'Etampes.

Six cantons incertains

Quel sera le score final ? Le P.C. peut espérer conserver ou emporter les cantons de Brétigny, de Corbeil-Essonnes, de Palaiseau, de Ris-Orangis, de Savigny-sur-Orge et de Vigneux-sur-Seine. La majorité devrait conserver ou prendre les cantons de

Blancmesnil, d'Etampes, de la Ferté-Alais, de Linou, de Montgeron, de Saint-Cheron, de Saint-Germain-lès-Corbeil et de Villebon-sur-Yvette. Le canton de Nemery reviendra selon toute vraisemblance à M. Jean-Jacques Robert (sans étiquette) qu'aucun des deux camps ne peut annexer.

Restent 6 cantons, où la situation est incertaine : celui de Chilly-Mazarin, où MM. Claude Ehrhart, maire de Chilly (sans étiquette), et Jean-Pierre Benamou (R.I.), affrontent MM. Gilles Cohen-Tannoudji (P.C.) et M. Gérard Fumès (P.S.) ; celui de Gif-sur-Yvette, où le maire, M. Robert Trimbach (majorité) se battra contre M. Michel Pelchat (P.S.) pour retrouver son siège qu'il avait abandonné en 1973 ; celui de Longjumeau, où M. Jean Collin, sénateur et maire (majorité) devra résister à M. Claude Auloy (P.C.) ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ; celui de Viry-Châtillon, où le maire, M. Henri Longuet (majorité), ancien député, devra battre M. Paul Catiandra (P.S.) pour retrouver un siège perdu en 1973 ; celui de Saint-Michel-sur-Orge, où M. Pierre Perrin, conseiller général sortant (U.D.R.), s'opposera à M. Jean-Loup Englander, maire (P.C.) de Saint-Michel ;

La préparation des élections cantonales

POLITIQUE

HISTOIRE

NORD-PAS-DE-CALAIS : les notables tiennent bon

De notre correspondant

Lille. — La domination de la gauche dans le conseil général du Nord et du Pas-de-Calais n'est pas menacée. Les positions du P.S. et du P.C. sont en effet très fortes dans les deux départements : 44 sièges sur 70 dans le Nord ; 38 sur 57 dans le Pas-de-Calais.

Depuis 1970, le panorama électoral a été modifié. Il y a cette fois moins de candidats : 130 dans le Nord contre 170 il y a six ans pour 36 sièges renouvelables. Cela est dû aux efforts accomplis par les formations de la majorité pour aboutir à des candidatures uniques. Efforts récompensés en partie seulement, puisque des « primaires » auront lieu dans 11 cantons en raison de la rivalité qui oppose, notamment dans la métropole, l'U.D.R. et le C.N.I.

C'est ainsi qu'à Lille-centre ou M. Valbain, U.D.R., ne se représente pas. M. Norbert Ségard (apparenté U.D.R.), secrétaire d'Etat aux P.T.T., aura contre lui cinq candidats, trois de gauche, un C.N.I. et un indépendant sans étiquette. L'enjeu est important pour M. Ségard qui veut reprendre un mandat local pour mieux affronter M. Pierre Mauroy (P.S.), député-maire de Lille lors des municipales de 1977. Les cantons de Lille-centre et de Lille-ouest sont dans la circonscription législative de M. Ségard et sont renouvelables.

Le secrétaire d'Etat pourra donc, à la faveur du scrutin du 7 mars, mieux jauger ses chances dans la prochaine bataille municipale dans laquelle, quel qu'en soit le résultat, il hésite encore à s'engager.

Au cours des trépidantes présélections au dépôt des candidatures, l'U.D.R. a consenti quelques sacrifices, notamment en abandonnant à un R.I. la candidature pour le siège de Tourcoing-sud, tenu par M. René Lecocq, maire de Tourcoing, qui ne se représente pas.

Dans deux cantons (Hautbourdin et Berthelmont), la majorité présidentielle sera représentée par des candidats marqués à droite, ce qui n'a pas été sans susciter les protestations du Centre démocratique, lequel n'a en effet qu'un seul candidat unique pour la majorité présidentielle, le conseiller sortant de Mercurville, M. Rober Devos.

A gauche, la compétition est aussi vive. Dans chaque canton un socialiste et un communiste s'opposent. La campagne est sans éclat mais ardente. Les communistes espèrent récupérer le siège de Valenciennes-nord que le P.S. leur a pris, à la faveur d'une élection partielle. Mais les socialistes avec douze conseillers sortants sur vingt-neuf sont au pre-

mier rang de la bataille et tout porte à croire qu'ils tiendront leurs positions. Leur doyen d'âge, qui est aussi le doyen du conseil général, M. Léon Constant, représentant du canton de Benvy depuis 1937, a laissé la place à un plus jeune.

On constate la quasi-disparition du P.S.U. qui, cette fois, n'apparaît que dans trois cantons (comme les radicaux de gauche) alors qu'il avait dix-sept candidats en 1970. Le mouvement de M. Jobert fait une très timide apparition avec trois candidats seulement à Roubaix, à Maro-en-Barœul et à Cambrai.

Dans le Pas-de-Calais, l'opération menée par la majorité présidentielle a été un succès : dans les vingt-neuf cantons elle n'a eu, en effet, qu'un seul représentant. Il est vrai que dans ce département, où la gauche a été toujours très fortement majoritaire, on est habitué depuis longtemps aux triangulaires avec deux candidats de la gauche et un troisième modéré ou de droite. Là encore entre le P.S. et le P.C. la concurrence s'intensifie au fur et à mesure que se déroule la campagne électorale. Comment en serait-il autrement alors qu'à Lens-

nord-ouest, par exemple, un seul candidat, M. Eugène-Thérèse communiste, est opposé au conseiller sortant qui n'est autre que le maire et député socialiste de Lens, M. André Delaite ? Le P.C. a manifesté un mauvais humour, lors de la récente visite à Bruy-en-Artois, de M. Mitterrand venu soutenir le candidat du P.S. contre Mme Denise Lesieux, conseillère sortante communiste. « Le P.S. se battra-t-il, en priorité, contre les communistes alors qu'il faut battre les candidats du pouvoir ? », a demandé M. Raymond Darnot, secrétaire général de la fédération communiste du Pas-de-Calais. Malgré ces accrochages, la discipline de la gauche devrait jouer normalement au second tour.

M. Bernard Chocoy, sénateur-maire de Lambre, président du conseil général du Pas-de-Calais, sollicite un nouveau mandat avec les plus grandes chances de succès à Lambre. Tout compte fait, il est peu probable que l'on assiste les 7 et 14 mars à de profondes changements. Il est d'ailleurs significatif de noter à six ans d'écart l'extrême stabilité des élus des conseils généraux : pour soixante-cinq cantons renouvelables dans le Nord et le Pas-de-Calais, neuf conseillers sortants seulement ne se représentent pas. Les notables tiennent bon. — G. S.

UN RÉCIT DE ROBERT BRUGE

Les oubliés de la ligne Maginot

Le 27 juin 1940, deux jours après l'entrée en vigueur de l'Armistice, trois officiers supérieurs quittaient Montauban en voiture pour franchir les lignes allemandes et gagner l'est de la France : la mission Marion allait transmettre l'ordre d'évacuation aux équipages de la ligne Maginot qui étaient demeurés après le cessez-le-feu dans leurs casernes inviolées et dont l'état-major, emporté par la grande tourmente de la défaite, était sans nouvelles depuis le 14 juin.

Combien étaient-ils ? Personne n'en avait rien du côté français puisque les liaisons étaient rompues avec ces îlots contournés puis encerclés par les divisions blindées de Hitler : quant aux Allemands, ils n'avaient évidemment aucun intérêt à révéler qu'au lendemain de l'armistice une trentaine de gros ouvrages, échelonnés du Rhin à la Moselle, étaient encore tenus par des garnisons totalisant vingt-cinq mille hommes.

Pendant une semaine, sur le terrain, vont s'engager des négociations dont l'enjeu n'est pas mince : les équipages français pourront-ils sortir avec les honneurs de la guerre et gagner la zone libre sans rejoindre dans les barbelés deux millions de prisonniers ?

L'issue des pourparlers dépend certes des deux gouvernements, représentés à la commission d'armistice de Wiesbaden, mais aussi de la fermeté de caractère de chaque commandant d'ouvrage : ici le capitaine, qui a traité directement avec les Allemands, croit bon de se mettre en tenue d'apparat pour inviter ses officiers à empêcher toute tentative de départ individuel vers les lignes françaises — qualité de désertion — ce qui lui vaut une réplique indignée et prophétique de la part d'un député socialiste mobilisé, le lieutenant Max Lajeune ; là, le chef de bataillon, qui a déjà connu cinq années de captivité en 14-18 et qui en subira cinq autres, entrecoupées de tentatives d'évasion — refuse tout contact avec l'ennemi et exige de recevoir par écrit les ordres de l'état-major français.

Les troupes stationnées dans les régions à occuper par l'Allemagne devront être ramenées sur le territoire non occupé, après avoir été désarmées.

En vain : le général Huntziger, chef de la délégation française, à d'autres soucis ; il manque d'ailleurs de renseignements sur ces îlots de résistance. Il croit surtout que le vainqueur ne tolérera aucune discussion sur le sort de leurs équipages et que tout atterroissement remettrait en cause l'existence de la zone libre. De fait, son interlocuteur allemand, le général von Stülpnagel, lui adresse une lettre dans laquelle il exige l'application de l'article 1, en faisant remarquer que dans certains secteurs les chefs français de la ligne ont déjà livré leurs hommes sans conditions et en annonçant qu'un refus de reddition complète serait considéré comme une violation de l'armistice, avec toutes ses conséquences.

Une blessure secrète

Réglées, les trois missions de la mission Marion gagnent l'Alsace et la Lorraine pour un douloureux porte-à-porte : dans chaque ouvrage, dans chaque casemate, devant les équipages dont la discipline n'a pas failli et qui leur rendent les honneurs, ils annoncent le départ pour la captivité à des hommes qui croyaient avoir conquis le droit de demeurer libres.

Scènes poignantes que Robert Bruge a su reconstituer, comme les tractions de Wiesbaden, à l'aide de nombreux témoignages et qu'il retrace dans le second tome de son histoire de la ligne Maginot. Après avoir fait, voilà trois ans, le récit de la seule véritable victoire remportée par l'armée française en 1940, celle qui eut pour théâtre la trouée de la Sarre (1), il poursuit dans ce nouveau livre, avec la vigueur du journaliste et la minutie de l'historien, la réhabilitation de ces soldats oubliés.

Trente-cinq ans plus tard, les survivants conservent au cœur une blessure secrète. Pour la cicatriser, ne pourrait-on les faire bénéficier du statut d'invalides (1) dont le point de départ est la date du 16 juin 1940 ? — B. L.

(1) Le décret du 22 mars 1948, faisant suite à la loi du 6 août 1945, précise le statut des déportés et internés de la Résistance : « Sont considérés comme actes de résistance à l'ennemi, à condition qu'ils aient été accomplis à dater du 16 juin 1940, les faits ou actes suivants : (...) Les actions offensives ou défensives dirigées soit contre les forces militaires de l'ennemi, soit contre les autorités ou organismes militaires ou policiers placés sous son contrôle ou les individus collaborant avec lui. (...) »

RHÔNE : trois sortants de l'opposition contre quatorze de la majorité

Dans le Rhône, où vingt sièges sont renouvelables sur quarante et un, trois conseillers sortants ne se représentent pas : Mme Ruby, 1^{re} vice-présidente du conseil général, 3^e canton), M. Bichonier (P.S., maire de Belleville-sur-Saône) et M. Jorjery (P.S., maire d'Oullim).

Sur les dix-sept conseillers qui sollicitent le renouvellement de leur mandat, trois appartiennent à l'opposition et les quatorze autres ont reçu l'investiture de la majorité. Dans plus de la moitié des cantons auront lieu des triangulaires classiques P.S.-P.C.-majorité.

par la majorité, et M. Edouard Charret, ancien député U.D.R. (le Monde daté 20-21, février 1976). C'est le seul canton du Rhône où le P.S.U. et le Mouvement des démocrates, que préside M. Michel Jobert, soient représentés.

Difficultés pour la majorité dans le dixième canton de Lyon où le sortant, M. Roger Pulchier (Cent. dém.), affronte un adjoint au maire, M. René Bayet, et une conseillère municipale, Mme Simone André, portant l'étiquette des républicains indépendants.

Difficultés pour l'opposition à Tassin où sont en présence un radical de gauche, M. Henri Scire, adjoint au maire, un socialiste, M. Jean Bardet, et une communiste, Mme Paulette Berchoud.

La majorité du conseil général ne peut être transformée par ces élections. M. Henri Collomb, président de l'Assemblée départementale, investi par la majorité, ne devrait pas être inquiété. Il est candidat dans le premier canton de Lyon.

● M. Valéry Giscard d'Estaing devait recevoir successivement, mercredi après-midi 3 mars, MM. Jean Salicrú, ancien ministre, Jacques Kocziusko-Morisset, ambassadeur de France à Washington, et Renaud Gillet, président-directeur général de Rhône-Poulenc.

● Nominations au Conseil d'Etat. Par décret paru au Journal officiel du 28 février, M. Yvon Loussouarn, professeur d'université (droit international privé) à Paris, est nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire.

SAVOIE : l'héritage de M. Fontanet

M. Joseph Fontanet, ancien ministre, vice-président du C.D.P. et président du conseil général, se se représente pas. Il était élu, depuis 1951, du canton de Moutiers. Deux autres conseillers sortants ont renoncé à solliciter le renouvellement de leurs sièges : MM. Marcel Astier-Ferret (U.D.R. Aime) et Jean-Baptiste Ferrer (P.S. Alghabelle).

En raison de l'absence de M. Fontanet, ses élections constituent un enjeu important pour l'opposition : celle-ci estime, en effet, être en mesure de s'emparer de la présidence du conseil général.

Le parti socialiste, qui, dans ce département, était resté à l'écart des consultations législatives de 1968, a connu une relance exceptionnelle en mars 1973 avec les victoires de MM. Jean-Pierre Cot et Louis Besson sur les députés sortants, MM. Dumas (U.D.R.) et Delachanal (Rép. ind.). Cette relance s'est poursuivie lors de l'élection présidentielle de 1974, M. François Mitterrand obtenant quatre cents voix seulement de moins

que M. Valéry Giscard d'Estaing. Enfin, lors de l'élection partielle de l'automne 1974, M. Louis Blanc (P.S.) prenait le siège de député auquel avait été élu, puis réélu depuis 1956 M. Joseph Fontanet. Aujourd'hui, les trois députés de la Savoie sont socialistes. MM. Besson et Blanc seront respectivement candidats à Chambéry-Nord (dont M. Besson est conseiller sortant) et à Moutiers, ancien chef de M. Fontanet. MM. Dumas, maire de Chambéry, et Delachanal se représenteront dans les cantons de Chambéry-Sud et de Saint-Pierre-d'Ambrin (dont M. Delachanal est ancien maire).

Le P.S. espère voir se confirmer sa progression. Au cas où la majorité du conseil basculerait au profit de la gauche, la présidence de l'Assemblée départementale ne devrait pas échapper à l'un des élus du P.S. : M. Jean-Pierre Cot ou M. Louis Besson. Dans l'optique de la Savoie, la majorité conserverait l'avantage. M. Jean Blanc, sénateur, conseiller général de La Balme, (communiste), devrait rallier ses suffrages.

VAR : divisions dans la majorité présidentielle

L'accord conclu entre les partis de la majorité présidentielle pour triompher des candidats ennemis dans les six cantons renouvelables de Toulon (le Monde du 6 février) n'aura qu'une portée limitée. En effet, le conseil municipal, qui se réunit lui aussi de la majorité présidentielle, présente dans les six cantons ses propres candidats. Cette situation peut notamment menacer deux sortants U.D.R., MM. Bayle, ancien député, et Trucy, qui se voient opposer deux conseillers municipaux. Le maire de Toulon, M. Arrache, qui se représente dans le sixième canton,

a adhéré depuis peu aux républicains indépendants.

Dans l'ensemble du département, où vingt et un sièges sont renouvelables, les partis de gauche ont fait un réel effort de rapprochement. Le P.S. a huit sortants. Il espère conquérir le siège de M. de Combarès (majorité présidentielle) dans le canton du Beausset, où M. Amio, sénateur (socialiste), a fait acte de candidature. Le P.C. défend une unique siège de Barjols, mais il n'a pas renoué au canton de Saint-Mandrier, créé en 1973, et entelé de justesse, alors par le docteur Puchot (majorité).

Le Monde réalise chaque semaine
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Réservez aux lecteurs résidant à l'étranger

Numéro spécial sur demande
4, rue des Italiens, 75001 PARIS cedex 05

L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

20 volumes format 21 x 30, 600 pages, 11760 pages, 6000 articles, 12500 citations, 22651 cartes, schémas, tableaux, photos, gravures en noir et en couleur, encyclopédie reliure brochée, 1200 g.

GRATUIT
Examinez le premier volume sans obligation d'achat d'aucune sorte!

Gratuitement, découvrez chez vous, pendant 10 jours, le Tome 1.

DON à retourner au Club Français du Livre
7, rue Armand-Maisant - 75754 Paris Cedex 15

Envoyez-m'en un pour un examen de 10 jours, gratuitement et sans engagement de ma part. Le Tome 1 de l'Encyclopædia Universalis. Si je n'en suis pas satisfait, je vous le retournerai avant 10 jours dans son emballage d'origine et je ne vous devrais alors absolument rien.

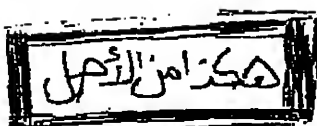
Si je désire le conserver, je bénéficierai des facilités de paiement exceptionnelles réservées aux amis du Club Français du Livre pour la totalité des 20 volumes de l'Encyclopædia Universalis. Ces conditions me seront indiquées dans le bulletin accompagnant le Tome 1.

Nom _____
Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____
Date _____ Signature _____

5575
Offre valable uniquement pour la France métropolitaine.

Le 19...c'est une affaire d'hommes

r 19



MÉDECINE

AU CONGRÈS DE TOULOUSE

De l'art à la science: la salutaire provocation de l'informatique

Les applications de l'informatique à la médecine sont de plus en plus nombreuses. Les nouvelles techniques d'exploration du corps humain, la surveillance automatique des malades, les analyses de laboratoire automatisées donnent, à

l'aide de l'ordinateur, des résultats toujours plus sûrs, profitant ainsi de l'essor de l'informatique médicale, qui fait l'objet de journées d'études organisées du 2 au 5 mars à Toulouse par l'Institut de recherches d'informatique et d'auto-

matique (IRIA). Le professeur François Grémey, qui participe à ces journées, expose ici une application assez récente, mais pleine de promesses, de l'ordinateur, concernant ses applications à des fins de diagnostic et de décision.

par le professeur FRANÇOIS GRÉMEY (*)

La médecine est une discipline de jugement et d'action. A tout instant de sa vie professionnelle le médecin est amené à suggérer des décisions et à proposer des actions à son malade et aux proches de celui-ci. Pour cela, il doit réunir des informations pertinentes, en extraire le plus logiquement possible des arguments qui lui permettent de définir au mieux l'attitude qui convient à son objet.

L'action médicale peut se schématiser de la façon suivante. Sur son malade, le médecin recueille une certaine information I_1 , formée de :

a) des troubles qui amènent à consulter ; b) de l'histoire de la maladie ; c) des antécédents ; d) des signes fonctionnels ; e) des résultats de l'examen physique ; f) de divers résultats de différents laboratoires ; g) de signaux bio-électriques (électro-

cardiogramme, par exemple) ; h) d'images (radiographies). Il doit aussi disposer de l'état actuel des connaissances médicales dans le domaine de la pathologie, de la physiologie, de la thérapeutique, etc., c'est-à-dire d'une information I_2 . Il doit confronter ces deux types d'informations pour élaborer une décision qui sera suivie d'une action. Ce processus - Recueil + connaissance entraîne décision - est souvent cyclique, en ce sens qu'il est décomposé en problèmes partiels

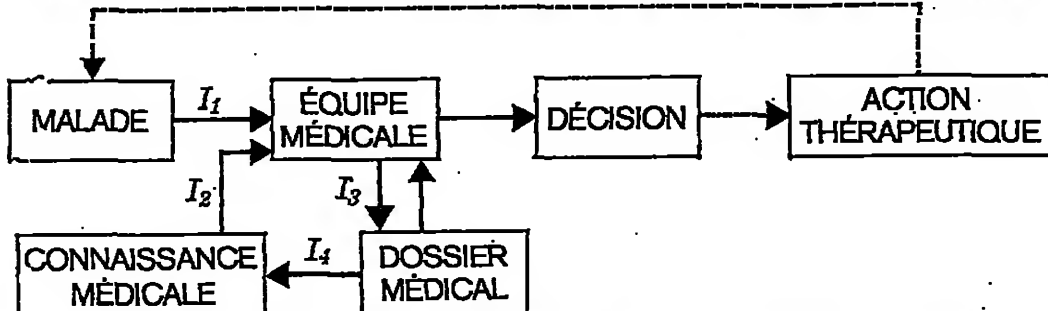
qu'il faut essayer de trancher l'un après l'autre (le diagnostic est ainsi décomposable en plusieurs étapes : par exemple, affirmer l'existence d'un syndrome néphrotique, puis la lésion en cause, une glomérulopathie extra-membraneuse ; puis la maladie, un lupus érythémateux disséminé ; après le problème diagnostique se posent les problèmes pronostic et thérapeutique). De même, à l'intérieur de chacun de ces problèmes, l'action consiste souvent à recueillir de nouvelles informations. Un nombre plus ou moins grand de cycles peuvent ainsi être parcourus avant la ou les décisions finales.

L'action médicale comprend encore le relevé écrit des principaux signes et des principales décisions. Ce relevé au dossier médical peut être l'objet d'omissions, et paradoxalement une grande satisfaction des malades que la machine initiale donne que le médecin.

— L'aide à l'accès aux connaissances accumulées par la science médicale. C'est le rôle de toutes les banques de données (par exemple, la banque de données sur les médicaments mis au point à la demande du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique par le groupe d'informaticiens médicaux de Necker et de la Pitié-Salpêtrière) et des systèmes documentaires (par exemple, le système américain MEDLARS, ou le système français SABIR).

— L'aide à l'archivage, à la consultation et à l'exploitation des dossiers médicaux.

Toutes ces interventions de l'in-



avoir plusieurs finalités : tantôt il s'agit d'un journal plus ou moins détaillé que le praticien peut consulter quand il revêt son malade ou un autre patient comparable, tantôt il s'agit d'un recueil systématique d'informations recueillies dans un but de recherche. Dans cette dernière hypothèse, l'analyse statistique d'un nombre suffisant de cas permettra d'enrichir la connaissance médicale. Appelons I_3 et I_4 les flux d'informations qui convergent vers les archives médicales ou qui en partent.

Un flot croissant d'informations

La pratique médicale devient de nos jours de plus en plus difficile. Cela est dû au flot sans cesse croissant d'informations médicales. Le nombre de maladies et de syndromes identifiés était de trois mille au début de ce siècle ; il est de quelque trente mille aujourd'hui. Le nombre des spécialités pharmaceutiques — que tout le monde s'accorde à trouver excessif — voisine dix mille, et il s'en ajoute environ trois cents par an. Le nombre des examens complémentaires que l'on peut demander ne cesse d'augmenter, et pour chacun d'eux il faut connaître ses limites et les normes d'interprétation.

Cette multiplication de connaissances est souvent ressentie avec désarroi sinon avec angoisse par le médecin, auquel un effort vertigineux de mémorisation est demandé. Or il est bien connu que le cerveau humain dans son activité de mémorisation n'a qu'une faible capacité d'information (au sens mesurable du terme) limitée à 6 ou 7 bits — c'est-à-dire qu'il ne peut manipuler à la fois que 6 à 7 arguments binaires. Il en résulte qu'un excès

d'informations submerge l'esprit beaucoup plus qu'il ne l'aide. A côté de responsabilités humaines, il ne faut pas méconnaître la plus puissante économique du médecin : il est l'ordonnateur de dépenses souvent considérables (à titre d'exemple, la prescription d'une aortographie avec artériographie, révèle représente un engagement de l'ordre de 3 000 F).

Devant tant de difficultés et de responsabilités, on a pu penser que la méthodologie et la technique de l'informatique, pouvant soulager le médecin dans son action. Effectivement, des essais ont été faits d'introduire l'ordinateur dans tel ou tel des circuits schématisés au début de cet article, permettant ainsi :

— L'aide au recueil de l'information. Le meilleur exemple en est les « auto-questions » technique par laquelle le malade répond lui-même à des questions posées par la machine dans un ordre et selon une logique minutieusement élaborée. L'expérience prouve une nette amélioration de la qualité de l'information recueillie (exactitude plus grande,

formalisme contribuant ainsi à aider le médecin dans son action et constituant un support à la décision médicale).

Malgré ces succès, l'informatique est capable d'apporter une aide au processus de décision lui-même, c'est-à-dire à l'activité intellectuelle par laquelle le médecin confronte l'information recueillie sur le malade à sa propre science et élabore ses jugements et ses choix. C'est dans ce cas que l'on peut parler d'aide à la décision au sens strict.

L'aide à la décision fait appel à plusieurs types d'outils mathématiques. Les performances réalisées par les programmes d'aide à la décision sont en général excellentes : elles sont toujours au moins aussi bonnes que celles des meilleurs spécialistes. Dans un travail tout à fait remarquable sur le diagnostic des syndromes douloureux abdominaux aigus, le docteur de Dombel, de Leeds, a montré sur des séries de quelques six cents malades que son programme réalisait 91 % de diagnostics exacts, alors que ceux des médecins les plus expérimentés de la clinique chirurgicale universitaire ne dépassaient pas 79 %.

Ce résultat a amené l'auteur à examiner de près les causes d'erreur de diagnostic tant de son programme que des médecins qui s'étaient prêtés à l'expérience. Il a mis en évidence quatre causes essentielles :

— La mauvaise qualité de l'observation clinique (signes omis ou mal interprétés) qui se traduit par une extrême variabilité d'un médecin à l'autre. Cela l'a amené à proposer une méthodologie très rigoureuse d'interrogation et d'examen ;

— L'importance excessive que les médecins attribuent, aux formes typiques des affections. Ils ont en général trop tendance à raisonner par analogie et ne tiennent pas assez compte de la fréquence vraie des symptômes dans les diverses entités pathologiques ;

— L'ignorance de certains diagnostics rares ;

— La difficulté qu'a l'esprit humain à manipuler beaucoup d'informations à la fois.

● A l'Hôpital américain de Neuilly, la grève qui durant depuis plus d'un mois a été suspendue (le Monde du 3 mars). Mardi 2 mars, le personnel, en accord avec la direction, a décidé la reprise du travail pour une durée de douze jours, dans l'attente d'obtenir satisfaction sur des points précis, notamment la mise à sa disposition des livres de compte et la désignation d'un expert-comptable à l'établissement en de concert avec les médecins consultants, l'ouverture de négociations sur la nécessité des vingt-trois licenciements prévus, et sur le statut du personnel du conseil de direction.

● Les chirurgiens-dentistes menacent de fermer leurs cabinets. « L'Association des dentistes de la Sécurité sociale et de la démolition des caisses qui renouvellent les assurés sociaux selon leur bon plaisir, au lieu d'une convention collective depuis le 1^{er} janvier 1976 ou au tarif d'autorité non révisé depuis 1948 », la Fédération des chirurgiens-dentistes de France menace de décider la fermeture des cabinets, avec manifestations sur la voie publique.

ÉDUCATION

A AMIENS

Une grève d'élèves affecte les trois lycées de la cité scolaire

De notre envoyé spécial

Amiens. — L'issue du mouvement de grève qui touche, depuis le mardi 3 mars, les trois établissements de la cité scolaire d'Amiens, demeure incertaine. Au lycée d'Etat mixte, classique et moderne (deux mille cinq cents élèves environ), les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles littéraires, de première et de terminale, n'ont pas repris les cours. L'activité est normale dans les autres classes de cet établissement, mais dans certaines, un tiers des élèves ont renoncé à venir en cours ce matin. Un tiers seulement des élèves du lycée technique industriel, et la quasi-totalité de ceux du lycée technique commercial (deux mille cinq cents élèves environ) pour les deux établissements) sont en cours ou en attente.

Une certaine effervescence règne dans l'un des bâtiments du lycée mixte d'Etat « occupé » par des élèves grévistes auxquels se sont joints quelques dizaines

d'élèves du lycée technique industriel voisin et devant lequel se déroule une « assemblée générale » permanente. C'est pour protester contre les « réformes Haby-Spencer » que deux à trois cents élèves ont appelé mardi avec des fortunes diverses, leurs camarades à une grève décidée la veille en assemblée générale. Se déplaçant d'un bâtiment à l'autre, ils ont désorganisé la vie de la cité scolaire. Ce mercredi matin, des piquets de grève ont tenté, à l'entrée de la cité, de dissuader les élèves de se rendre en cours. Le personnel administratif du lycée technique industriel, à plusieurs reprises, mardi, dégageait avec force les entrées de salles de cours ou d'ateliers, obstrués par des piquets de grève. Quelques déprédations (cassiers de textes ou de notes déchirés, graffiti) ont été commises au moment de l'occupation, mardi, du bâtiment du lycée qui tient lieu de quartier général aux grévistes. — M. R.

L'agitation continue dans certaines universités de province

L'agitation continue dans certaines universités de province contre la réforme du second cycle, et dans des instituts universitaires de technologie pour la reconnaissance du diplôme dans les conventions collectives. Plusieurs universités, sont touchées par des grèves d'étudiants, notamment à Rennes, à Amiens, à Grenoble et à Toulouse.

● A L'UNIVERSITÉ DE PROVENCE (Aix-Marseille-1), une quinzaine de personnes, armées de barres de fer, ont enfoncé, mardi 3 mars, à 13 h 30, la porte d'un local situé dans l'enceinte universitaire, et réservé à l'UNEP (ex-Renouveau). Le groupe s'est retiré après avoir fait exploser une grenade d'exercice. Un étudiant présent sur les lieux a été blessé, et a dû être hospitalisé, mais la police n'est pas intervenue. « Il ne faut [...] de doute pour personne qu'il s'agit d'une agression de caractère fasciste, provoquée par des éléments d'extrême droite », estime

M. Claude Mesland, président de l'université.

● A ORLÉANS, une manifestation d'étudiants est prévue ce mercredi 3 mars devant le rectorat de l'académie avec le soutien des enseignants du SNEP-Sup. (affilié à la FEN) et du S.G.E.N.-C.F.D.T. Les étudiants en droit, en lettres et en sciences sont actuellement en grève. (Corresp.)

● A LIMOGES, les élèves de l'Institut universitaire de technologie, en grève depuis onze jours, ont organisé, mardi 3 mars, un piquet-nique dans le centre de la ville pour expliquer à la population leur revendication essentielle : la reconnaissance de leur diplôme dans les conventions collectives. Les étudiants de l'I.U.T. de sciences exactes et naturelles, en grève depuis une semaine, ont manifesté leur mécontentement le même jour place de la République, en interprétant des chansons sur le thème de l'université en danger. (Corresp.)

et secondaire, annoncée récemment par M. Marcel Landowski, inspecteur général de l'enseignement musical (le Monde du 24 février), sera entreprise à la rentrée de 1976 dans cinq académies pilotes : Besançon, Bordeaux, Grenoble, Lille et Toulouse, annonce le ministère de l'éducation.

● RECTIFICATIF. — Une ligne sautée a rendu incompréhensible une partie de notre information consacrée, dans le Monde daté 29 février-1^{er} mars, à l'élection de M. Raymond Poin à la présidence de l'université de Paris-Sorbonne. Dans le scrutin où M. Poin a obtenu 28 voix, M. Robert Garapon, directeur de l'U.E.R. de littérature française et dirigeant du Syndicat autonome des lettres et sciences humaines, a obtenu 15 voix (il y a eu 11 abstentions).

● Education musicale. — La rénovation de l'éducation musicale dans l'enseignement primaire

TERMINALES ABCD : le Bac dans 3 mois !

20-26 Mars

Préparation intensive

MATH-PHYS

ECONOMIE - ANGLAIS

COURS PRIVÉ MAYRAN-GRASSÉ

ETABLISSEMENT SECONDAIRE MIXTE

Directrice : Mme GRASSÉ, agrégée de l'Université

8, rue Mayran, 75009 Paris - 878-77-30

VIVRE UNE LANGUE

Séjours linguistiques - PAQUES ET ÉTÉ 1976

EF VACANCES met son expérience à la disposition de vos enfants pour des vacances utiles et enrichissantes

— Accueil dans des familles anglaises - allemandes - autrichiennes - suédoises.

— Trois heures de cours quotidiens par petits groupes.

— Programme de loisirs sportifs et culturels.

Séjour spécial à Pâques : révision B.E.P.C. - BACCALAURÉAT.

DEMANDEZ NOTRE BROCHURE COMPLETE

EF

VACANCES

9, rue Pasquier - 75008 Paris

Téléphone : 266-20-13

Agré par le Secrétariat d'Etat au Tourisme - Cote n° 855 A.

BON A DECOUPER

M.

N°

Rue

.....

Code postal Ville

Souhaite recevoir la brochure de présentation de vos séjours linguistiques

DIRECTEUR

COMMERCIAL

Composants

électroniques

RESPONSABLE

DU MARCHÉ

ALLEMAND

90.000 F.

Petites pièces

mécaniques

PARIS

Une société française, filiale d'un groupe international, fabriquant des composants électroniques de haute qualité recherche, dans le cadre de son expansion (20% par an), un directeur commercial. Dépendant du directeur général, il dirigera et animera la force de vente en France et dans certains pays européens, s'occupera personnellement des problèmes de marketing et sera responsable de son budget, de la politique des prix, du choix et de la recommandation des produits. Agé d'au moins 30 ans, parlant impérativement anglais, de formation supérieure, il aura exercé des responsabilités équivalentes au besoin comme adjoint et possèdera l'expérience exigée de la vente des composants électroniques. Ecrire à MSL, réf. M.166.

Filiale d'un groupe américain diversifié, une société française (effectif 270 personnes, C.A. 22 millions de francs) spécialisée dans la fabrication et la vente de petites pièces mécaniques principalement destinées au secteur automobile, recherche un ingénieur technico-commercial pour lui confier le développement de ses ventes en Allemagne Fédérale. Tout d'abord chargé de définir les produits susceptibles d'intéresser les constructeurs allemands, il cherchera à mieux faire connaître à ceux-ci les possibilités techniques de la société et obtiendra l'homologation de ses produits. Assuré dans un second temps par un vendeur exclusif, il restera l'interlocuteur technique des constructeurs, établissant les quotations, proposant les adaptations de produits et transmettant à l'atelier les instructions correspondant aux fabrications spéciales. La poste conviendrait à un ingénieur âgé de 28 ans au moins, connaissant très bien l'allemand et ayant acquis une expérience technique et commerciale de plusieurs années dans le secteur des composants mécaniques de grande série destinés de préférence à l'automobile. Ecrire à P. Vinet, réf. B.3761.

Adresser curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Pour les annonces portant la référence B aucune information ne sera transmise sans l'autorisation expresse des candidats, donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant. Les réponses concernant la référence M seront transmises directement à notre client pour suite à donner, sur si l'enveloppe porte la mention « conditionnelles » signifiant que la lettre porte en tête les noms des sociétés auxquelles elle ne doit pas être communiquée.

GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - AFRIQUE DU SUD - CANADA - AUSTRALIE - IRLANDE - AMERIQUE DU SUD

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS. Tél. 265.37.00
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62.08.33.

صلى الله عليه وسلم

ÉDUCATION

LES CENTRES D'ENTRAÎNEMENT AUX MÉTHODES D'ÉDUCATION ACTIVE ONT QUARANTE ANS

Créés en 1936, les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (C.E.M.E.A.) sont rapidement devenus l'une des plus importantes associations d'éducation populaire de France. À la formation d'instituteurs de colonies de vacances qui était leur première vocation, se sont ajoutées d'autres activités, notamment dans le domaine de la coopération internationale et auprès du personnel soignant des hôpitaux psychiatriques.

Un ouvrage collectif récent, publié sous la direction de l'actuel secrétaire général des C.E.M.E.A., M. Denis Bordat, « *Qu'est-ce que c'est ?* », permet de mesurer le développement de l'association depuis les lendemains du Front populaire et de connaître la « philosophie » — qui n'est pas toujours exempte de contradictions — de ceux qui l'ont animée depuis ses débuts.

Quelques stages seulement ont été organisés en 1936. En 1975, il y en a eu 1145, qui ont concerné plus de 25 000 nouveaux animateurs de centres de vacances et près de 30 000 en cours de perfectionnement : tel est le chemin parcouru en quarante ans. Deux cent vingt formations permanentes et 5 500 bénévoles (des enseignants pour la plupart) encadrent ces stages. Le budget des C.E.M.E.A. est de l'ordre de 80 millions de francs. Cette somme, les prestations des formations bénévoles représentent environ un tiers ; les subventions de l'État, des collectivités locales et des entreprises constituent, à part égale, l'essentiel de ce budget.

L'objectif des C.E.M.E.A., qui se sont toujours voulus une « association collective sans héros individuels », ni relations hiérarchisées, est de « créer des lieux de formation où des personnes se rencontrent, se connaissent, se comprennent, se soutiennent, se défendent, se libèrent, se réalisent ». L'orientation « à gauche » du mouvement, tel comme ce lui-même ne peut pas, des sympathies. Mais le sérieux de ses nombreuses réalisations et leur importance éducative et culturelle (les C.E.M.E.A. ont joué un rôle remarquable dans le développement du Festival d'Avignon) en font dans ses domaines d'activité un interlocuteur privilégié, notamment du secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports.

Éditions C.E.D.I.C., 83, avenue d'Italie, 75013 Paris; 102 pages, 25 F. On peut aussi s'adresser à M. Julien BERNARD, B.P. 41, 35401 Saint-Martin-d'Éreux, tel. (02) 54-21-21, ou à M. Kahane, service éducation permanente de l'université scientifique et médicale de Grenoble, B.P. 18, centre de tri, 38001 Grenoble Cedex, tel. (04) 54-21-21, poste 212.

● Trois jours de réunions d'entraînement pour les jeunes gens en stage de formation, conduits par Yves Gégère-Quinès de Bourg-en-Bresse (Ain). — Ces jeunes gens au chômage, qui participent à un stage de l'opération dite « cinquantaine mille jeunes », ont été sanctionnés pour avoir assisté, le 26 février, pendant leurs heures de cours à une présentation des carrières déclinées dans l'armée, organisée pour les autres élèves de l'établissement.

CARRIÈRES COMPTABLES

L'Examen probatoire est le 1^{er} pas vers l'Expertise comptable

Cet examen officiel est organisé par le premier des trois centres de formation à l'expertise comptable en France, le Centre de formation à l'expertise comptable de Bourg-en-Bresse (Ain). — Ces jeunes gens au chômage, qui participent à un stage de l'opération dite « cinquantaine mille jeunes », ont été sanctionnés pour avoir assisté, le 26 février, pendant leurs heures de cours à une présentation des carrières déclinées dans l'armée, organisée pour les autres élèves de l'établissement.

AU COURS D'UN PREMIER CONGRÈS

Les élèves éducateurs de jeunes enfants se sont regroupés en une « coordination »

Trois cents élèves éducateurs de jeunes enfants se sont réunis les samedi 28 et dimanche 29 février à Bueil-Malmaison (Haute-de-Seine) en un premier congrès. Délégués par les écoles des cinquante centres de formation qui existent en France, ils ont décidé de se constituer en « coordination », en attendant de trouver une autre forme de structuration de leur mouvement.

Succédant aux jardiniers d'enfants, les éducateurs — parmi lesquels on trouve encore une grande majorité de jeunes femmes — ont pour vocation de s'occuper des enfants de dix-huit mois à six ans, dans les crèches, les garderies, les écoles maternelles, les hôpitaux. Depuis peu, ils ont un diplôme d'État, délivré par le ministère de la Santé. Les écoles, où ils suivent une formation de deux ans, sont toujours privées, mais subventionnées par l'État.

Les débats, au cours de ces deux journées, ont été en grande partie consacrés aux structures du mouvement qui se crée. Ils ont aussi permis de poser les problèmes qui préoccupent le plus les élèves éducateurs et, notamment, celui de leur statut.

La majorité d'entre eux souhaitent être reconnus comme des travailleurs sociaux en formation et salariés. Actuellement, même les stages qu'ils font en cours d'études ne sont pas rémunérés, bien que souvent cette pratique permette à des employeurs d'engager moins de personnel. Le problème des débouchés et des conditions de travail futures fait

aussi partie des préoccupations des élèves éducateurs. Certains délégués ont demandé une refonte des programmes d'études et une unification des modalités d'examen. Tandis que d'autres, précisant que « les programmes sont très vagues et permettent beaucoup de choses », préféraient ne pas y toucher mais avoir, en revanche, un droit de regard sur leur interprétation dans chaque centre.

Des assemblées générales vont être réunies dans chaque école pour élire des représentants. Des commissions vont se mettre au travail. Elles se proposent de débattre aussi du rôle de l'éducateur par rapport à la petite enfance et de sa place dans les professions du travail social.

M. JEAN-CLAUDE PIRIS VA ÊTRE NOMMÉ SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU HAUT COMITÉ DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

M. Jean-Claude Piris, auditeur de première classe et secrétaire général adjoint au Conseil d'État, sera nommé prochainement secrétaire général du Haut Comité de la jeunesse, des sports et des loisirs en remplacement de M. Bertrand Cousin.

Il a été élu le 14 novembre 1975 à Alger. M. Jean-Claude Piris est diplômé d'études supérieures de droit public de la faculté de droit de l'université de Paris. Il est titulaire d'un diplôme de l'Institut d'études politiques de Bordeaux. Il a été directeur national d'administration de 1970 à 1972. Il est rapporteur au Conseil d'État de diverses commissions. Depuis janvier 1976, M. Piris occupe les fonctions de secrétaire général adjoint au Conseil d'État.

ARMÉE

L'instruction sur la démolition de l'armée

M. Chirac décline une demande d'audience présentée par treize organisations de gauche

Treize organisations de gauche (1) ont rendu publique, mardi 2 mars, la réponse négative du ministre de la Défense à la demande d'audience qu'elles avaient formulée le 26 février pour lui soumettre leurs revendications concernant les personnes impliquées devant la Cour de sûreté de l'État.

« Vous n'avez fait part de nos noms d'organisations syndicales et de mouvements de jeunesse de votre côté de me rencontrer le 4 mars prochain, pour protester contre l'instruction diligentée devant la Cour de sûreté de l'État pour la mise en accusation de personnes impliquées devant la Cour de sûreté de l'État », écrit M. Chirac.

« Je suis en mesure de vous faire connaître que, l'affaire étant portée devant une juridiction, il n'appartient pas, en vertu du principe de la séparation des pouvoirs, au pouvoir exécutif de s'immiscer dans une procédure judiciaire. En conséquence, il n'est pas possible que votre délégation puisse être reçue le 4 mars prochain. »

Les treize organisations affirment qu'elles maintiennent leur démarche auprès du premier ministre et indiquent que celle-ci aura lieu le 4 mars à 11 heures à l'occasion de la tenue d'une séance, qu'elles organisent dans toute la France.

D'autre part, pour protester

RELIGION

● Paul VI, dans une lettre adressée le 21 février à son secrétaire d'État, le cardinal Jean Villot, précisait qu'il ne saurait accéder à la demande de Mgr Marcel Lefebvre, ancien évêque de Tulle, l'autorisation qu'il demandait aussi longtemps que l'indépendance de la religion sur sa position inamovible à l'égard de l'État. Le pape rappelle qu'il a déjà écrit deux fois à Mgr Lefebvre.

● Un hommage à Paul VI sera rendu à la « Mutualité », 24, rue Saint-Vincent, à Paris, le 15 mars à 20 h. 30, sous la présidence de Mgr Pélissier. Orateurs : Mgr Rouppard, Mgr Marie-François, Mgr Jean Guizon, Christian Chastanet, André Vié.

● M. Jean-Pierre Delange et M. Jean-François Vandermeersch, respectivement président et administrateur de la communauté de la Boquerie, annoncent leur démission, afin que les difficultés actuelles soient résolues « entre Bretons », comme le souhaitent divers intéressés.

Après le décès de cinq personnes en 1974

LE DIRECTEUR DES HOUILLÈRES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS EST INCULPÉ D'HOMICIDES ET BLESSURES INVOLONTAIRES

Après l'ouverture de deux instructions sur des faits de gaz qui avaient causé la mort de cinq personnes aux mois de mai et de juin 1974, M. Patrice de Charette, juge d'instruction au tribunal de Béthune (Pas-de-Calais), vient d'inculper d'homicides et blessures involontaires M. Max Hecquet, directeur général des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, les conducteurs de gaz dont l'état d'urgence était l'origine des accidents faisant partie du réseau des Houillères. L'inculpation a été notifiée à M. Hecquet le 1^{er} mars. M. de Charette devait en confirmer la nouvelle le lendemain.

M. Patrice de Charette est le magistrat qui, au mois de septembre dernier, avait placé sous mandat de dépôt M. Jean Chapiro, directeur de l'usine de Béthune, sous l'inculpation d'homicide involontaire après un accident mortel du travail qui était produit le 23 janvier 1975.

A Lille

LE DIRECTEUR D'UNE BRASSERIE EST CONDAMNÉ POUR ENTRAVE AUX FONCTIONS DE DÉLÉGUÉ SYNDICAL

(De notre correspondant.)
Lille. — Le directeur général d'une brasserie de la région lilloise, M. Emmanuel Watine, 45 ans, a été condamné par la 1^{re} chambre correctionnelle de Lille à huit mois de prison avec sursis, 3 000 francs d'amende et 500 francs de dommages-intérêts pour entrave aux fonctions de délégué syndical et à la marche du comité d'entreprise.

En août de septembre 1975, M. Watine avait licencié l'un des délégués C.F.D.T. du comité d'entreprise, M. Christian Crohem, l'accusant d'insubordination dans son travail mais l'inspection du travail n'avait pas été consultée. Il fallut une décision du conseil des prud'hommes et une ordonnance du juge des référés du tribunal de Lille et, finalement, l'intervention d'un huissier pour que M. Crohem puisse être réintégré dans son poste. Mais l'employeur avait refusé de participer quand M. Crohem se présenta à cette réunion.

M. Crohem se présente à cette réunion.

M^{re} JEAN-MARC VARAUT A COMPARU POUR DÉFAUT DE DÉCLARATIONS DE REVENUS

Après une plainte déposée par le ministère de l'Économie, le 5 décembre 1974, pour défaut de déclarations de revenus, M^{re} Jean-Marc Varaut, avocat au barreau de Paris, a comparu, mardi 2 mars, devant la couronne chambre correctionnelle du tribunal de Paris, que présidait M. Jean Delmas-Goyon, M. Jean Hecquet, qui occupait le siège du ministère public, a requis contre lui une peine mixte (partie ferme, partie avec sursis) d'emprisonnement, sans en préciser le quantum. Le jugement sera rendu le 7 avril.

Il est reproché à l'avocat son absence de déclarations de revenus pour les exercices 1970, 1971 et 1972, malgré plusieurs mises en demeure instructives. Les calculs opérés par les services fiscaux avaient déterminé le bénéfice net de M. Varaut pour ces années, respectivement, à 215 390 francs, 192 426 francs et 191 853 francs.

● La direction du Banco Popolare Español vient de déposer plainte contre M. Joseph Chareyre pour délit d'abus de confiance et escroquerie auprès de M. Pégès, juge d'instruction à Marseille. Cette plainte fait suite à la découverte d'un passif de 3 millions de francs dans les comptes de la succursale de la banque située 21, rue Pavillon, à Marseille et dont M. Chareyre était le directeur. Il a été licencié le 1^{er} mars.

(Corresp.)

JUSTICE

Libres opinions

CONTRE LE COURANT

par HENRI NOGUÈRES (*)

Il est parfois difficile de s'imposer silence. Je l'ai particulièrement ressenti au cours de cette dernière décennie de février, tandis que se trouvait brusquement effacé pour toute une patrie — la plus grande partie, nous dit-on — de la population française, le patient travail de ces générations d'hommes et de femmes de bonne volonté, grâce auxquels l'évocation du bon peuple allant, en guise de fête, voir rouler en place de Grève, avait pu s'estomper au point d'apparaître comme l'image d'un passé à jamais révolu.

Il fallait cependant s'imposer silence.

Même lorsque, télespectateurs, auditeurs, lecteurs, nous avons constaté que l'hystérie collective gagnait certains journalistes. Peu nombreux, j'en conviens, mais, hélas ! bien placés.

Où encore, lorsque ce déchaînement des réactions les plus bestiales s'est trouvé soudainement amplifié par les déclarations d'hommes que leurs fonctions au moins eussent dû inciter à mesurer les conséquences prévisibles de ce retour à la cruauté populaire du Moyen Âge.

Où, il fallait s'imposer silence pour ne pas risquer d'imiter, fit-on en les contredisant, ceux qui, se servant ainsi de la légiti-

me de la loi pour en faire un instrument de mort d'un enfant, avaient vu oublié cet enfant et sa mort pour ne plus songer qu'à leur propre vocation d'anges exterminateurs.

Les quelques journées que nous avons délibérément laissées ainsi s'écouler, par élémentaire souci de décence, n'ont en rien atténué l'angoisse qu'ont fait naître en nous ces signes de fragilité de la mentalité collective d'un peuple réputé hautement civilisé.

Paris a frémi naguère en voyant les foules se presser, à Bagdad ou à Damas, autour des potences dressées sur des places publiques. Il faut croire cependant que de Paris à Damas ou à Bagdad la distance est moins grande qu'il n'y paraît.

C'est parce que nous ne voulons pas que cette distance soit totalement abolie que nous pensons venu le moment de rompre le silence.

Pour dire que la Grande-Bretagne ne doit pas être le dernier et le seul pays au monde dans lequel un inculpé, en dépit des preuves accumulées contre lui — voire en dépit de ses aveux — doit être présumé innocent aussi longtemps que ses juges ne l'auront pas reconnu coupable. Ses juges, et non pas la vindicte populaire.

Pour dire aussi que si la justice est généralement trop lente au gré du justiciable, la décision d'appliquer à certaines causes — et à certaines causes seulement — une procédure expéditive est, en soi, une intolérable façon de signifier aux juges ce que l'on attend d'eux.

Pour dire encore que lorsque des agents du pouvoir exécutif dictent aux magistrats de l'ordre judiciaire ce qu'ils estiment être leur devoir — et ne craignent pas de le faire en prenant le public à témoin, — c'est tout un système basé sur l'équilibre des pouvoirs et leur séparation qui se trouve mis en péril. Et ce sont nos institutions qui risquent de régresser, elles aussi, vers la nuit du Moyen Âge. Sachons gré à Valéry Giscard d'Estaing de l'avoir compris à temps.

Pour dire enfin que l'anachronisme et la barbarie peine capitale, qui existe en France et y fut implacablement appliquée voici peu d'années à deux condamnés, dont un seul était un assassin avéré, n'a jamais saisi la main d'un criminel. Les statistiques le prouvent — et pas seulement les chiffres.

Dire tout cela, et le dire aujourd'hui, c'est aller à l'encontre du courant que ceux qui ont chohé de suivre ce courant nous reprocheront de nous dresser contre l'opinion, donc contre la volonté majoritaire et, par là même, de mépriser la démocratie.

Nous n'acceptons pas ce sophisme.

Les meilleurs des démocrates ont mené, dans le passé, à contre-courant, des luttes apparemment sans espoir qui les ont conduits à relever appel devant le suffrage universel, non de tendances décalées par les instituts de sondage de l'opinion publique, mais bien de décisions prises par le suffrage universel lui-même.

Faut-il, parce que l'on est démocrate, renoncer à démontrer à la majorité des citoyens de son pays que, mal informés, mis en condition, victimes des médias, ils ont fait fausse route ? C'est-à-dire d'être démocrate parce que l'on garde la ferme espoir de voir une majorité défaire ce que, depuis mai 1958, tant de majorités ont fait ?

A la vérité, le combat pour les droits de l'homme nous prouve que ceux qui ont la conception la plus élevée de la démocratie ont dû, toujours — et parfois, tel René Cassin, pendant bien longtemps — lutter contre le courant.

Et l'histoire, à l'inverse, nous montre que toujours ceux qui ont fait le lit du fascisme ont eu pour seule ligne de conduite de suivre le chien crevé au fil de l'eau.

(*) Président de la Ligue des droits de l'homme.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

LE SOCIALISME POUR LA FRANCE

500^e mille

Notre monde est à l'épreuve. Les communistes proposent de remettre la France sur ses pieds. Le socialisme pour la France est ce un rêve utopique ou une réalité pour demain ? Une voie démocratique au socialisme, le socialisme aux couleurs de la France, le socialisme et la liberté. C'est à ces questions que répond ce livre. Ses idées s'ouvrent sur la vie.

éditions sociales

1 volume très illustré noir et couleur 8 F.

alfa romeo

122 R. VAILLANT-COUTURIER
93130 NOISY-LE-SEC
845-97-67

GAP
FANTIN

essais, exposition, leasing, location 1 ou 2 ans, mécanique, carrosserie, peinture

SOCIÉTÉ

LE DÉBAT SUR LES SECTES

AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

La passion de l'absolu

« La passion de l'absolu est une passion pernicieuse », a déclaré l'écrivain Louis Pauwels aux « Dossiers de l'écran », vers la fin d'un débat plutôt court, et trop court, sur les sectes religieuses. Passionnés en effet, cette œuvre qui voue toute son existence à servir sa fille des griffes de la secte de Moon : ce père de quatorze enfants qui défend le droit de son fils à se tromper, puisqu'il a trouvé le bonheur chez Moon ; cette gynécologue, présidente d'une association pour la défense des adolescentes, qui tustige la « reine de Tertulia triomphante », qu'il s'agisse de sectes qui « happent les enfants seuls et désarmés » ou de l'Eglise qui « enfante les filles au Caramel ».

Passion pernicieuse ? On comprend la peine des parents qui « perdent » leurs enfants, mais, comme l'a souligné Louis Pauwels, la virulence de la campagne anti-sectes témoigne d'une attitude finalement aussi ambiguë que celle des sectes. « Nous devons comprendre nos enfants, et si l'on dit, non pas les condamner. »

Les autres participants au débat — un disciple de Krishna, seul représentant d'une secte qui ait accepté l'invitation, une jeune fille qui a quitté la secte de Moon, un prêtre, auteur d'une étude sur les sectes, un

écrivain, ancien disciple de Gurdjieff — se sont montrés beaucoup moins passionnés.

Chacun a débité son couplet : le disciple de Krishna, calme et souriant, pour vanter la sagesse contenue dans le Bhagavad-Gita ; l'ex-gynécologue pour dénoncer « l'escroquerie, les mensonges et les histoires abracadabrantes » de la secte de Moon ; l'écrivain pour constater que la société ne fournit plus de « modèles » à l'homme contemporain, comme jadis le « saint », le « chevalier », l'« honnête homme » ou le « gentleman », et le prêtre pour voir dans le phénomène des sectes un écartement du malaise spirituel actuel, et de citer Malraux : « La vingt et unième siècle sera religieux ou il ne sera pas. »

Autant d'opinions, de théories, de certitudes contradictoires alignées les unes à côté des autres, mais pas de dialogue et, encore moins, de consensus. Le seul point de ralliement était peut-être la conclusion du Père Verne, qui comparait la montée des sectes à « un glissement roque qui révèle un défaut dans les circuits » de notre civilisation matérialiste.

ALAIN WOODROW.

Libres opinions

RESPONSABILITÉS

par PIERRE MARCILHACY

Il suffit que quelques jeunes soient fascinés par la secte Moon, son mystère, son opulence, ses doctrines sexuelles au rebours de la mode actuelle, et chacun de croire au scandale.

Il y a un scandale, mais il est mineur et il fut de tous les temps. Chaque génération a connu ses sectes, leurs escrocs, leurs gogos. Tout cela est multiplié par la puissance de l'argent. Pourquoi s'étonner ?

Pourquoi s'étonner aussi que ces jeunes, qui se laissent juger, ne cessent de répéter leur insatisfaction du monde dans lequel ils vivent ?

Enfin et surtout, pourquoi en appeler à la responsabilité des familles ou de l'Etat, puisque ni les familles — trop souvent — ni l'Etat — en règle générale — ne savent porter leurs responsabilités autrement qu'en paroles ?

Car porter ses responsabilités, c'est aller jusqu'au bout de leurs conséquences et ne pas se dérober au moment où il devient nécessaire de souffrir de ce que soi-même on n'a pas voulu.

Il y a un moment où la loi civile, en accord avec la nature et les mœurs, confère l'autonomie à chaque être vivant. C'est elle qui, à la majorité, qu'elle soit pénale ou civile.

Cette majorité, qui met les familles à l'abri des conséquences civiles des actes de leurs enfants, ne met pas fin à la responsabilité morale des parents. S'il y a des enfants qui « tournent mal », en dépit de l'éducation qu'ils ont reçue et — ce qui est important — malgré les exemples qui leur ont été donnés, il en est aussi et de beaucoup plus nombreux qui « tournent mal » parce que les parents ne se sont donné que la peine de les faire naître, souvent par hasard, et de leur prodiguer les soins matériels que tout être vivant dispense à ses petits.

Pour ces familles, la majorité d'âge ne saurait constituer la date de prescription d'une responsabilité morale à l'égard des parents. Que cela plaise ou déplaie, cette manière de dogme de la responsabilité du sang constitue l'un des éléments de la solidité de la famille. Il y a un âge où les parents doivent laisser vivre librement leurs enfants, mais ils ne peuvent le faire dans l'indifférence.

Quant à la responsabilité de l'Etat, elle ne saurait prendre fin au moment où les citoyens accèdent à la liberté civile. L'Etat, qui a d'ailleurs et depuis longtemps beaucoup trop accepté de relayer la responsabilité des familles, a essentiellement le devoir de construire et de défendre le milieu social de la vie. Si ce milieu social est tel qu'un enfant s'y dégrade, alors l'Etat est responsable. Il faut le dire.

Pensons à la formule : « Faites ce que je dis et non ce que je fais » et regardons si notre état de civilisation n'applique justement pas, et avec un certain cynisme, cette formule haïssable.

A quel moment a-t-on vu l'Etat ou ses responsables de tous niveaux reconnaître leurs responsabilités et surtout en tirer les conséquences spontanément ?

Qu'il s'agisse des fautes, des erreurs ou des actes scandaleux, l'Etat a toujours de bonnes raisons qu'il expose complaisamment, même et surtout quand il est qu'il a tort.

Comment, dès lors, certains esprits fragiles pourraient-ils croire en leurs familles et moins encore en l'Etat ?

Et puis, il faut bien aborder le sujet essentiel qui défend le plus solide des tabous, doublé d'un indéfectible respect humain : l'homme peut-il vivre en ne croyant qu'en lui-même ?

L'abondance, la surabondance des biens matériels dont nous disposons peuvent-ils faire oublier qu'au-delà de la matière, il y a l'esprit ou l'âme, et qu'après la disparition de l'une et de l'autre quelque chose qui participe de l'insaisissable doit survivre ?

Nous ne le croyons pas, et à commencer la terrible responsabilité des Eglises qui se sont, au cours des siècles, alignées, accommodées des forces matérielles et spécialement de la puissance de l'argent qu'elles devaient combattre.

Nous n'osons aller plus loin dans le regret ou l'accusation. Ce serait trop long, ce serait trop triste. Nous nous bornons à affirmer que notre société, basée sur l'irresponsabilité de celui qui commande ou qui paie, ne survivra, notamment à tous les faux prophètes, que si elle cesse de regarder la paille dans l'œil de ses voisins et d'ignorer la poutre qui, lentement, fracasse notre crâne et celui de nos enfants.

UN TRIBUNAL DE DÉNONCIATION

DES « CRIMES CONTRE LA FEMME » SE RÉUNIT À BRUXELLES

Préparé depuis plusieurs mois par des féministes d'une vingtaine de pays, un tribunal international de dénonciation des crimes contre la femme a commencé ses activités au Palais des congrès de Bruxelles le jeudi 4 mars. Il se réunira jusqu'au lundi 8 mars.

Lancé par des Allemandes, des Françaises, des Norvégiennes et des Américaines, cette opération a pour objectif de dénoncer les oppressions subies par les femmes, le mot « crimes » étant entendu au sens large, puisque les organisatrices y incluent « la

traite des femmes » aussi bien que « la coutume de faire faire le travail domestique par des ménagères non payées », les « bas salaires » et les « femmes battues », la « stérilisation forcée », la polygamie, etc. Le tribunal ne veut pas se limiter aux crimes juridiquement sanctionnés.

Un message de soutien de Mme de Beauvoir, présidente de la Ligue française du droit des femmes, sera lu à l'ouverture du tribunal.

★ Tribunal des crimes contre la femme, 123, boulevard Général-Jacques, 1050 Bruxelles.

CARNET

Naissances

— Charles et Marie-Françoise Dupont sont heureux de faire part de la naissance de
Charles-Henri,
le 26 février 1976.
A Good Wood Hill,
Singapore 3.

— Anne et Bernard Grimaud ont la joie d'annoncer la naissance de
Mathieu,
frère de Benoît et de Gaëlle.
Paris, le 26 février.

— Paolo Romani et Mme, née Monika Nordin, laissent à Sébastien la joie d'annoncer la naissance de
Christophe.
Paris, le 27 février 1976.

— M. et Mme Jean-Claude Jénot sont heureux de faire part de la naissance de leur fils
Marie-Laure,
le 21 janvier 1976.
13, avenue de Friedland,
75008 Paris.

— M. Gérard Milon et Mme, née Danielle Delachaux, joignent à Sarah la joie d'annoncer la naissance de sa sœur
Kathia.
Paris, le 2 mars.

Décès

PIERRE BRUN

Mme Pierre Brun,
épouse de M. Pierre Brun,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BRUN,
né le 21 août 1900 à Paris, ingénieur agronome, conseiller forestier, journaliste, Pierre Brun a été directeur du journal « La République » de Meulan, de 1945 à 1947.

Il a été conseiller général du canton de Châteaufort-Bréval, commune dont il a été le maire de 1947 à 1971, élu en 1947, 1953, 1957 et 1971. Il a été président de l'Assemblée départementale de 1953 à 1958. En juin 1958, il est élu sénateur indépendant payan de Seine-et-Marne et occupe ce siège jusqu'en avril 1972, date à laquelle il n'est pas réélu. Rattaché administrativement au groupe U.D.R. du Sénat, il y représente ce département depuis septembre 1968.

Président de l'Union des maires de Seine-et-Marne de 1959 à 1971, il a été successivement administrateur (depuis 1962), vice-président (depuis 1964) et président (depuis 1967) du conseil d'administration du District de la région de Paris. Pierre Brun était également président de l'Association des « Rides-France » (depuis 1969), président (1970-1974), puis président d'honneur de la Fédération des clubs automobiles Au Sénat. Pierre Brun sera remplacé par M. Guy Millot (mod.), industriel, conseiller général de Seine-et-Marne, qui était le maire jusqu'au 12 décembre 1975, date à laquelle il a donné sa démission.

— Les Franches Camarades Camarades de la région de Paris, les centres de loisirs éducatifs pour l'enfance et l'adolescence ont la très grande peine de faire part du décès de leur secrétaire général.

Denis BRUNET,
délégué général des F.F.C.,
né le 21 août 1900 à Paris, ingénieur agronome, conseiller forestier, journaliste, a été directeur du journal « La République » de Meulan, de 1945 à 1947.

Le service religieux sera célébré le vendredi 5 mars, à 15 heures, en l'église du Châteaufort-Bréval.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité à Saint-Germain (75).

Une messe anniversaire sera dite le mardi 9 mars 1976, à 18 h. 30, en l'église Saint-Louis de la Chapelle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, boulevard de la Tour-Maubourg, 75007 Paris.

Les obsèques auront lieu le 18 février, à l'âge de cinquante-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu le 18 février, en l'église Saint-Giniez, à Marseille.

— Mme Rami Rémy-Morin, née Alice Morin, épouse de M. Rami Rémy-Morin, ont la douleur de faire part du décès de

M. Rami RÉMY-MORIN,
paysan général honoraire de la Seine, président honoraire de la Caisse franco-néerlandaise de développement.

Le service religieux sera célébré le mardi 2 mars, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annon-

— Mme Georges Bonnet, Dominique Bonnet, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Georges BONNET,
survécu en mission, le 24 février 1976, à Oufa (U.R.S.S.), à l'âge de quarante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée à l'église de Fremay-le-Comte (25), le vendredi 5 mars 1976, à 16 h. 30, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Résidence : Le Chânel,
Quai Alsace-Lorraine,
13500 Martigues.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Marcel BRUN,
née Marthe Faissat.

Dame de l'Ordre équestre du Saint-Sépulchre de Jérusalem, médaille de la Reconnaissance belge.

survécu le 27 février 1976, à Neuilly-sur-Seine, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon sa volonté, l'inhumation aura lieu en l'église Saint-Pierre de Neuilly et l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Neuilly, ont eu lieu dans l'intimité familiale.

« J'attendais cette heure »
De la part de
M. Marcel Brun,
M. Pierre et Philippe Brun,
Mme Lucien Brun, née Miot,
M. et Mme François Brun,
Mme Marie, Pascal, Sabine Brun.

Et de leurs familles.
Mlle Anne-Marie Fichet, de qui les soins ont été précieux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On se réunira en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 80, avenue du Boudin, Neuilly-sur-Seine, le mardi 9 mars 1976, à 11 heures.

8, boulevard Jean-Mermoz,
92200 Neuilly-sur-Seine.

A L'HOTEL DROUOT
A DROUOT - RIVE GAUCHE
Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Judi

EXPOSITIONS

S. 1. — Tableaux anciens At. Achille Laugé, M. Godeau, Solon, Andap.

S. 2. — Art Occidental M. Boudillon, S.C.P. Laurin, Guillon, Buffard, Vallier.

S. 3. — Monnaies antiques françaises, d'Extrême-Orient, or et arg., médailles, jetons, médailles ant., porcel., 18^e jalouse, MM. Bourgeois, Lefèvre, S.C.P. Couturier, Klotz.

S. 4. — Monnaies et objets d'art de 18^e siècle, M. Dille, M. Ader, Picard, Tajan.

S. 5. — Boules presse-papiers, éventails art 1900, aménagement M. R. et G. Reigstad.

VENTES

S. 5. — Monnaies antiques franc. et étrangères, médailles, jetons. M. Page, M. Ader, Picard, Tajan.

S. 6. — Provenant du Château de N. et à div. amat. Dessins et tapisseries, méd. aménagement M. Laurin, Guillon, Buffard, Vallier.

S. 7. — Monnaies et objets d'art princ. 18^e. M. Dille.

S. 8. — Dessins, fusains par Cicery, cont. d'art, bon mobilier de style. M. Albert.

VENTE À VERSAILLES

ART NOUVEAU
ART DECO
Pâtes de verre par GALLE
DROUOT 7 MARS À 14 h.

M. G. BLACHE, commissaire-priseur à Versailles, 1, rue Rameau.

Tél. : 450-55-06 + 951-22-69

Expo. vend. et am. 8-12/14-16 h.

1899, tirage unique limité à cent exemplaires sur velin teint, édition ornée de vingt-trois lithographies originales et d'un dessin en creux de Jules Renard.

La plus haute enchère de cette dispersion — 92 000 F sur offre de 35 000 F — a été donnée pour Passion, de Suarès, édition Volard, 1939, comprenant dix-sept eaux-fortes en couleurs, trente-sept bois et quarante-cinq illustrations in-texte par Georges Rouault ; la reliure est enrichie en particulier d'une peinture originale de Bonnard.

Parallèlement de Paul Verlaine, illustré de cent sept lithographies de Pierre Bonnard tirées en 1900, a obtenu 38 000 F ; les Géorgiques, de Virgile (traduction de Michel de Marolles), deux volumes, 1947, contenant cent dix-neuf eaux-fortes, dont quatre-vingt-dix hors-texte par Dumoyet de Segonzac, tirage unique à deux cent cinquante exemplaires, ont été adjugés 35 000 F.

Sous le pseudonyme de Pauline Réage, Histoire d'O, illustrée de dix-huit planches par Léonor Fini, Corde du tiers précédent, 1952, a été emportée pour 1 400 F. — C.V.

ANTIQUAIRE
ACHETE AU MAXIMUM
meubles, bibelots, tableaux, pendules, cartes, armes et faïences anciennes.

R. BRIS — 987-16-96

— Mme Louis Courdin, son épouse, Yves et Christophe, ses enfants, Les familles Courdin et Nolin, ont la douleur d'annoncer le décès de
M. Louis COURDIN,
chirurgien-dentiste.

survécu le 27 février, à l'âge de cinquante-deux ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 5 mars, à 8 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Chailly, 35, avenue Marcou, Paris (16).

L'inhumation aura lieu à Lailuville (78), vers 11 heures.

Quai Guille, 75116 Paris.

— M. et Mme Dominique Magnan, M. et Mme Yves Magnan, Le docteur et Mme David Straus, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Guy MAGNAN,
née Thérèse Riant,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

survécus le 27 février, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée jeudi 4 mars, à 8 h. 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Fleurs-François, à Bordeaux, 21, avenue Jean-Baptiste, 33200 Sceaux.

— Mme Jean Martinon, Le docteur et Mme François Martinon, Daniel et Jean-Paul Martinon, Pascal et Jérôme Martinon, M. et Mme Jean Martinon, Mme Lisa Palais et ses enfants, M. et Mme Henri Martinon, Mme Myrtille Peres, M. et Mme Jacques Monneret et leurs enfants, M. et Mme Jean-Pierre Martinon, ont la douleur de faire part du décès de

Jean MARTINON,
officier de la Légion d'honneur, directeur de l'Orchestre de la résidence royale de La Haye, professeur au Conservatoire national de musique de Paris.

leur épouse, père, grand-père, frère et aïeul, survécus le 1^{er} mars 1976, dans sa soixante-septième année, à Paris.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité à Saint-Germain (75).

Une messe anniversaire sera dite le mardi 9 mars 1976, à 18 h. 30, en l'église Saint-Louis de la Chapelle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, boulevard de la Tour-Maubourg, 75007 Paris.

La biographie de J. Martinon a paru dans le Monde du 2 mars.

— Le député régional à l'environnement, Le personnel de l'atelier régional des sites et paysages de Provence-Côte d'Azur, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Guy MOREL,
urbaniste en chef de l'Etat, directeur de l'Institut, survenu le 18 février, à l'âge de cinquante-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu le 18 février, en l'église Saint-Giniez, à Marseille.

— Mme Rami Rémy-Morin, née Alice Morin, épouse de M. Rami Rémy-Morin, ont la douleur de faire part du décès de

M. Rami RÉMY-MORIN,
paysan général honoraire de la Seine, président honoraire de la Caisse franco-néerlandaise de développement.

Le service religieux sera célébré le mardi 2 mars, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annon-

ciation, par le Révérend-Père Riquet.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, boulevard Jules-Sandreau, 75016 Paris.

145, rue de Longchamp, 92200 Neuilly.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Hermann de WITWICKI,
architecte diplômé S.S.A.

Le service religieux sera célébré le vendredi 5 mars, à 8 h. 30, en l'église Saint-Mori, Paris-4^e.

De la part de
M. Ludovic de Witwiski,
Mme Nicole de Dufourcq,
Et de toute la famille.
22, avenue du Bel-Air,
75013 Paris.

Anniversaires

— Pour le dixième anniversaire du décès de
M. Joseph STUCK,
et pour son épouse
née Marie-Claude Dardel,
une pensée pieuse est dédiée aux âmes qui les ont connus. De la part de J.-P. Abecassis Stuck, avocat à Grenoble.

Soutenances de thèses

— Lundi 8 mars, à 14 heures, université Paris-Sorbonne, salle Louis-Liard, M. Pierre Lévêq : « Esquisse d'une philosophie du langage ».

— Samedi 13 mars, à 14 heures, université Paris-Sorbonne, salle Louis-Liard, M. Pierre Desportes : « Helios et les Rémouls aux treizième et quatorzième siècles ».

— Samedi 13 mars, à 14 heures, université Paris-Sorbonne, salle Louis-Liard, M. Olivier Chénin : « Esthétique et pouvoir de reproduction selon la tradition critique kantienne ».

Visites et conférences

JEUDI 4 MARS

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 h. de la tour Eiffel, place du Louvre.

Mme Gardeur-Ahlberg : « Saint-Germain-l'Auxerrois et ses alentours » — 15 h. 15, place des Vosges, M. Legrand : « De la place des Vosges à l'hôtel de Soubise » — 15 h. 30, entrée de la Sainte-Chapelle : « La Sainte-Chapelle et ses vitraux » — 20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Turlaut : « L'épopée des Vikings de l'Amérique à l'Afrique, de l'Oural à Byrrane ».

Réunion des musées nationaux, musée du Louvre, 14 h. 15 : « Antiquités orientales » — 15 h. 30, portail Sainte-Anne : « Notre-Dame de Paris » — 14 h. 15, entrée du palais de Chaillot : « Les monuments français » (Mme Angot) — 15 h. 15, métro Cardinal-Lemoine : « Les jardins de la rue Mouffart ; ses clochers » (A. Trépoire) — 15 h. 30, devant les grilles, à droite du parvis : « Les parcs hautes de Notre-Dame » (Connnaissance d'art et d'histoire) — 15 h. 30, place de l'Hôtel-de-Ville : « Salons de l'Hôtel de Ville » (Jadis et Naguère) — 15 h. 30, cour Carrée, rue de Rivoli : « La cour Carrée du Louvre et l'église Saint-Germain-l'Auxerrois » (M. de La Roche) — 15 h. 7, avenue Voltaire : « Collections du musée Carneghi » (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES. — 18 h. 30, FIAP, 30, rue Cabanis, Mme Pauline Miot : « Initiation à la psychologie de la motivation » (Science et Symbolisme) — 21 h. 15, rue Esquiper : « L'évolution selon la théologie » (logos unis des théologues), entrée libre — 18 h. 30, Rallye, 35, boulevard des Capucines, Mme Alice Colenso : « La population en Guadeloupe » (AFDD).

SCHWEPPE'S Bitter Lemon.
You will like it.



Choisi dans la nouvelle collection printemps-été : tailleur en toile rustique. 1800F.



Pour que l'utile soit beau. HERMÈS

صكنا في الامل

QU'ELLE ÉTAIT VERTE MA VALLÉE

allons avoir deux théâtres, puisque la Gymnase continuera à fonctionner quand Marchais sera installé à la crèche. Nous avons des maisons de culture, des bibliothèques, et je voudrais développer les actions de décentralisation, porter la culture dans les quartiers, dans les H.L.M., attribuer des crédits aux jeunes troupes qui existent à Marseille, en faire venir d'autres, organiser des classes de théâtre, des bibliothèques dans les bars, encourager la socialisation des jeunes auteurs marseillais. Marseille abrite toute une population de travailleurs immigrés, sans compter ceux qui travaillent ailleurs, en France, et y viennent en touristes pour leurs achats, pour leurs vacances, pour leurs loisirs. C'est très facile de faire voter les crédits, mais le conseil municipal me fait confiance, je ne me lance pas à l'aveuglette. Il faut savoir choisir ceux que nous aidons, car ma politique culturelle est simple : je ne me méfie pas de ce qui ne me regarde pas, je respecte la liberté d'action et de création.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre du Gymnase, Marseille, ju-

qu'au 14 mars.

* * *

— • — • —

100

EN BREF

Les plus-values d'Emmanuelle

Le cinéma déshabillé se porte au secours de la construction en Belgique. Selon la presse flamande, Sylvia Kristel, l'héroïne du film *Emmanuelle*, et son compagnon dans la vie, l'écrivain de théâtre Hugo Claus, ont constitué à Anvers un nouveau groupe immobilier au capital de 2 millions de francs belges (200 000 F français). Ce groupe s'occupera de tous les stades de la profession, depuis la construction jusqu'à la vente, la location et la gestion. Sylvia Kristel a une participation de 1,5 million de F belges dans la société, et Hugo Claus, de 500 000 F. Les nouvelles entreprises ne s'appellent pas *Emmanuelle* : mais leur nom, pour les amateurs de cinéma, sera presque aussi évocateur, ce sera le Groupe Kristel. D'autre part, le film *Emmanuelle 2* est projeté depuis quelque temps à Tournai, à proximité de la frontière française, où il fait salle comble. Un pourcentage important du public vient, paraît-il, de Lille et même de Paris. (Corresp.)

Rosencrans et Guildenstern reviennent

Rosencrans et Guildenstern sont morts, de Tom Stoppard, a été créé en France par Claude Regy il y a presque dix ans. Paris achève alors de découvrir le théâtre anglo-saxon. Tom Stoppard est tchèque, bien que londonien. « C'est un joueur, dit Jean-François Prevand, metteur en scène de cette nouvelle version. Il se casse d'inventer des jeux et d'y entraîner son entourage, avec brio, avec un humour très britannique. Mais il est tchèque, et à cet humour s'ajoute l'angoisse de l'inconnu, du vide, de la mort, le sens de l'inutilité de nos interrogations métaphysiques, le désespoir de ne pas comprendre les raisons de notre présence. Là il rejoint Beckett. »

* Théâtre de la Plaine, jusqu'au 11 avril.

Jeune Théâtre à Bordeaux

Une semaine du Jeune Théâtre à lieu jusqu'au 6 mars à Bordeaux, place Gaviñes, sous un chapiteau (chauffé). Organisée par le Théâtre en miettes, avec le concours de SIGMA et la participation du Centre d'Etudes et de Recherches Théâtrales, du Centre culturel de Saint-Médard-en-Jalles, cette semaine marque la naissance de l'association regroupant quelques-unes des jeunes troupes marginales parce que non subventionnées qui tentent de vivre et de travailler à Bordeaux.

Espaces suisses

L'avant-garde helvétique se transporte à Paris : un panorama de la recherche en art vidéo, avec une conférence de René Berger (le 8 mars) et des soirées d'animation et de créations (les 10 et 12 mars) ; de la musique instrumentale électronique, des œuvres audio-visuelles et des vidéos - synthèses de Jacques Guyonnet et Geneviève Calame (les 11 et 12 mars) ; plus tard (du 31 mars au 3 avril), les marionnettes de Michel Poletti et, du 9 au 30 avril, une exposition réunissant des toiles d'Hofmann, de Giger et de Cernuschi : les grands espaces de la Suisse d'aujourd'hui.

* « Porte de la Suisse », 11 bis, rue Scribe, Paris.

L'Angleterre à Poitiers

Le deuxième Printemps musical de Poitiers aura pour thème, du 10 au 18 mars, la musique et les musiciens anglais d'Alfred d'Aquitaine à nos jours. Les huit concerts au programme seront assurés notamment par le Praetorius Consort, l'English Chamber Orchestra et l'Orchestre de l'ensemble de Bernard Thomas. Cette dernière formation donnera également des récitals improvisés en différents quartiers de Poitiers, dans les rues, dans les supermarchés ou même, comme l'an dernier, à la maison d'arrêt. Pour les organisateurs de cette manifestation, le Printemps musical doit être, en effet, l'occasion d'animer et de distraire sans se limiter aux traditionnelles salles de spectacles. De la musique médiévale aux airs populaires, de l'opéra (*Diego et Endo*, de Purcell) à la musique contemporaine, toutes les formes de la musique anglaise seront proposées à Poitiers, en cours de concerts qui compléteront des expositions, des conférences et des projections de films. (Corresp.)

OFFRANDES POUR DES TEMPLES D'AUJOURD'HUI

Un bouquet de donations aux musées de province

LES musées de province bougent. Ils sont plus de huit cents, et souvent non des moindres. Depuis cinq ans, 10 % d'entre eux, environ, sont en travaux, construction, extension ou aménagements. Initiés en 1981, ils doivent, aujourd'hui, se renouveler ou accepter le processus de vieillissement qui les atteint. Mais un irrésistible mouvement de fonds les sort actuellement de leur léthargie.

Les principaux musées nationaux étant en cours d'expansion, ceux de province voient venir leur « jour ». M. Emmanuel de Margerie, directeur des musées de France, appelle cela les « nouvelles réalités de la décentralisation ».

Il en a toujours été ainsi : les établissements de la capitale jouent les locomotives, et ceux de province suivent. Dès leur naissance, les collections de ces musées ont été constituées en grande partie avec les surplus des institutions de Paris qui y déposaient des tableaux, pas toujours les meilleurs et souvent les plus encombrants.

Aujourd'hui, les villes doivent prendre leur destin en main, gérer leur patrimoine. Elles « s'adaptent » — dans la mesure où les municipalités le veulent bien — et l'Etat, qui veille au patrimoine national, les soutient, à sa manière. « Pos de tutelle », dit M. Dominique Ponnau, chef de l'inspection générale des musées classés et contrôlés, mais une assistance scientifique et technique. »

Les musées de province peuvent d'ailleurs bénéficier de la conjonction : le trop plein des musées parisiens, qui recherchent plutôt les chefs-d'œuvre manquant à leur collection, leur assure une certaine expansion, et celle-ci va être favorisée simultanément par le développement général du phénomène « musée » et par l'existence d'« amateurs éclairés » — l'histoire, ici, se répète — en quête d'un point de chute décent pour leur collection que, heureusement, ils ne consentent pas à disperser sur le marché. De même qu'un tableau est l'œuvre d'un peintre,

une collection est l'œuvre — parfois le chef-d'œuvre impossible à refaire — du collectionneur. D'où le désir d'en assurer la pérennité, souvent à travers des élargissements, qui caractérisent heureusement nombre de donateurs en France. Ils donnent, pour ainsi dire, par attachement aux valeurs culturelles des œuvres, et aussi à celles des institutions, les musées : offrandes d'aujourd'hui pour des temples d'aujourd'hui.

L'ivoire de la vieille dame

M. Landais, directeur adjoint des musées de France, cite le cas de cette vieille dame venue du Louvre avec un superbe ivoire du seizième siècle. Voyant la modestie de sa mise, le Louvre — qui n'est pas si pauvre — lui propose de lui payer son cadeau. Non, elle ne veut pas d'argent. Elle veut donner au Louvre... Les désintéressement, ça existe. Et c'est bien ainsi qu'il faut caractériser la donation Baderou. L'inventaire de la collection de cet ancien marchand de tableaux à Paris vient d'être achevé : deux cent quatre-vingts tableaux et trois mille six cents dessins du seizième siècle aux cubistes. La collection de dessins est, semble-t-il, impressionnante par la qualité des œuvres du dix-huitième siècle français. Le tout sera installé au Musée des beaux-arts de Rouen.

Autre chef-d'œuvre d'amateur : la collection J.-P. Lévy, de Troyes, qui a amassé environ quatre mille tableaux postimpressionnistes et de l'école de Paris. Il a offert aux musées de France d'y puiser le meilleur pour en constituer le fonds d'un musée, à aménager dans une ancienne abbaye des environs de sa ville. Le troisième chef-d'œuvre d'« amateur éclairé » est beaucoup plus divers : il s'agit de la donation Granville pour le musée de Dijon. C'est en mal prochain que l'on verra la première tranche de cette collection de collectionneur qui comprend quelque six cents pièces (peintures, sculp-

tures, dessins) dont de nombreuses œuvres de de Stael, Vieira da Silva, Hajdu...

Un centre Braque à Dieppe

Une quatrième collection est, elle, énorme par la qualité et le nombre des toiles modernes de premier plan. Il s'agit de la donation Jean Masurel héritière de son oncle qui avait su durant les premières décennies du siècle acquérir les plus beaux Modigliani et les plus beaux Léger. La donation, dont les modalités sont en cours de règlement, doit être mise en valeur dans un musée moderne qui serait construit dans une ville nouvelle près de Lille.

Suivent les donations d'artistes et de familles d'artistes. Claude Laurens, héritier de Braque, donateur en litige avec Beaubourg, a effectué un « dépôt » de peintures de Braque au musée de Colmar, et annonce d'autre part qu'il prépare une donation à la ville de Dieppe pour constituer un centre consacré à l'œuvre du peintre. Elle serait installée dans l'ancien théâtre de la ville construit en 1830, refait en 1900 et actuellement délabré et fermé. Le bâtiment sera entièrement évacué et réaménagé à neuf.

Enfin, tandis que, de son côté, Chagall offre à la ville de Sarrebourg un monumental vitrail actuellement en cours d'achève-

ment à Saint-Paul-de-Vence, où se sont déplacés les maîtres-verriers, la famille Maurice Denis négocie la donation, à la ville de Saint-Germain-en-Laye, de l'ancien atelier du chef de file des « Nabis », installé dans l'enceinte d'un prieuré dont il avait décoré la chapelle. La famille céderait un ensemble de toiles à la communauté locale tandis que d'autres donations du courant « Nabis » s'ajouteraient à ce « musée Maurice-Denis et ses amis » auquel sera intégré le fonds du centre Dubussy. Saint-Germain-en-Laye deviendrait ainsi la musée de l'époque « Nabis » en liaison avec le musée de la seconde moitié du dix-neuvième siècle gare d'Orsay.

JACQUES MICHEL

NEW-YORK A PARIS

Des galeries islamiques au Met

DEPUIS la fin de l'an passé, un nouvel étendard flotte dans le ciel de New-York : rouge et vert, il est l'emblème des galeries islamiques nouvellement créées au Metropolitan Museum.

Seul dans une vitrine, un plat persan de la civilisation de Nishapur (dixième siècle), sur lequel une simple phrase en caractères arabes festonne la falaise blanche, accueille le visiteur, comme un raccourci de la grandeur dans la simplicité dont témoignent souvent les arts musulmans.

De cette veine procèdent un bassin individuel de hammam fatimide (dixième siècle), huit fragments de stuc peints de Feras (neuvième siècle), d'autres stucs de la même époque, mais sans peinture, provenant de Samarra, en Mésopotamie, une vasistane éolée omeyyade de lin et de laine tissée en Egypte au septième siècle.

A l'opposé, le summum de la splendeur dans l'arabesque des arts et des arabesques est atteint dans la salle où a été entièrement reconstitué le salon de la maison damasquine d'Al-Nourredine (1107).

La débauche des bois peints et calligraphiés est « corrigée » par les marbres à dominante blanche du sol. Le tintement d'un jet d'eau, les divers de velours grenat, les pichets, les cuivres, les zelliges et les livres d'époque dans les niches, l'illumination des vitraux redonnent vie à ce morceau de palais oriental exilé aux Amériques et démontrent qu'un musée archéologique n'est pas forcément un cimetière.

Les céramiques turques du Mirhab (1) tapanais du l'Imam (1354) ont également été reconstituées avec bonheur.

Des salles avec des sièges et avec des pupitres éclairés permettant de se pencher sans fatigue sur les œuvres exposées, sont consacrées aux miniatures islamiques - astatiques, extraites, par exemple, des albums des grands mogols Akbar et Johan (seizième et dix-septième siècles). D'autres salles présentent à une bonne hauteur des tapis safaïdes en coton et soie, dont la souplesse et

l'état ont résisté à quatre siècles. Plus loin sont alignés des pages du Coran, en caractères égyptiens du neuvième siècle, en caractères coptes, grande comme une carte de visite.

Au hasard des vitrines, sous des éclairages doux mais nets, on remarque encore, parmi des centaines d'autres objets, la plupart de grande qualité, des pendentifs fatimides en émail et turquoises (dixième siècle), un jeu d'échecs seldjoukides complètes, à une pièce près, une armure musulmane turque antérieure, depuis le heaume planté d'une plume d'autruche jusqu'à la jupe en acier protégeant les jambes du cheval (quinzième siècle).

Le sceptre en or, argent et pierres d'un empereur mahométan des Indes décadentes (dix-huitième siècle), des bijoux du même pays au dix-neuvième siècle, dont ces bracelets-bagues dont le réseau de rubis, d'émeraudes et de saphirs enserrant le poignet, le dos de la main et deux doigts.

Les arts musulmans des Indes mogols, de Perse, de Mésopotamie, de Turquie, de Syrie, d'Egypte, sont particulièrement bien représentés à New-York, mais l'Afrique islamique y est quasiment absente. Un coffret miniature en ivoire venu de Sicile et trois chapiteaux en marbre ayant probablement appartenu au château royal omeyyade de Médinet-el-Zahra, près de Cordoue (dixième siècle) sont à peu près seuls à rappeler l'Europe arabe disparue.

Les collections d'art musulman de l'Etat français ayant la chance d'être géographiquement mieux réparties, le musée islamique que M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a pris la décision de créer à Paris avant la fin de 1977 (le Monde date 4-5 janvier 1976), pourrait sans mal égaler, et même surpasser, le nouveau département du Metropolitan Museum, pour peu que la présentation des œuvres soit aussi clairement et aussi commodément faite qu'à New-York.

JEAN-PAUL PERONCEL-HUGOZ.

(1) Poreux muré indiquant la direction de la Mecca.

GALERIE CAMBACERES - 15, rue La Botte (8^e). - Tél. : 263-29-56

HENRI-JACQUES MASSON

Jusqu'au 9 mars

Invitation **STELIO SOLE**
TABLEAUX RÉCENTS
9 MARS - 23 AVRIL

Centre culturel canadien 5, rue de Constantine, 75007 Paris, M^o Invalides.
Tél. 551.35.73
3 galeries ouvertes tous les jours de 9h à 19h.

LE NOUVEL ESSOR, 40, rue des Saints-Pères
PRÉSENCE DE
DUNOYER de SEGONZAC
Aquarelle, dessins, gravures - 24 février - 10 avril

Sotheby Parke Bernet
la plus grande maison de ventes aux enchères au monde, fondée en 1744

New York le mercredi 17 mars à 20 heures
IMPORTANTS
TABLEAUX ET SCULPTURES
MODERNES ET IMPRESSIONNISTES
provenant de la collection de M^{re} et M^{re} Joseph Rosensaft
Catalogue illustré : \$ 10 par avion - vente n^o 3847
réservation des places obligatoire

New York, le jeudi 18 mars à 14 heures
DESSINS ET AQUARELLES
DES XIX^e et XX^e SIECLES
succession de Lester Ayvet
catalogue illustré : \$ 7 par avion - vente n^o 3848

Les deux ventes seront exposées à partir du mercredi 10 mars
Veuillez rappeler le numéro de la vente
avec votre commande de catalogue
SOTHEY PARKE BERNET, 3, rue de Miromesnil - 75008 PARIS - Tél. 264.40.60
SOTHEY PARKE BERNET INC, 380 Madison Avenue New York 10017
Tel (212) 475-5400 - cable : PARGBAL NEW YORK

ANTENNE DE LA M.J.C.

Le Plateau - Ris-Orangis

Françoise OMET
et **Raoul PÉREZ**
« Le Regard en question »

Tous les jours de 16 h. à 19 h.
Mardi, jeudi, samedi, de 15 h. à 19 h.
Du 3 au 17-3-76

LA DEMEURE

6, pl. St-Sulpice - 75006 Paris

« Haute Mer »
tapisseries de

BRACHET

3 mars - 3 avril 1976

LUCIE WEILL - 6, rue Bonaparte - 3 mars - 3 avril

PATRICK WALDBERG

LES DEMEURES D'HYPNOS

Editions de la Différence
PEINTURES ET GRAVURES SURREALISTES

KIMURA

PASTELS

4-20 MARS

GALERIE SAPIRO-PARIS

31 rue de Miromesnil - 285.16.08

Galerie 22

22, rue Bonaparte (8^e), 633-12-77

KIJNO
STILES POUR NERUDA
Toiles froissées

24 février - 26 mars

AIRCURIAL

4 MARS - 31 MARS 1976

LES PEINTRES D'ARTCURIAL ET LEURS INVITES

Centre d'art d'art contemporain

8, rue de Valenciennes, Paris 10^e

Tél. : 255.76.76

SCHMIT

896, RUE SAINT-HONORE

PARIS 1^{er} - 260.66.66

JONGKIND

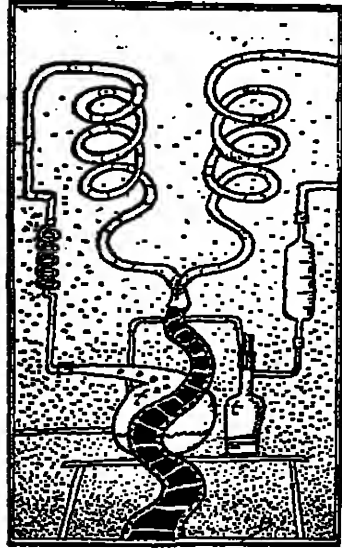
11 FEVRIER

12 MARS

صلى الله عليه وسلم

NOUVEAUX
CINÉMAS

« Pour la reconnaissance du peuple palestinien »



« L'Olivier »
par un collectif
franco-algérien

Si jeunes cinéastes, un Algérien, Ali Akila, et cinq Français : Guy Chapoulie, Danielle Dubroux, Serge Le Péron, Jean Naroni et Dominique Villain, ont réalisés, entre 1973 et 1975, un film de reportage et d'entrevues, *L'Olivier*, consacré au peuple palestinien, à la question palestinienne. Ce film en 16 mm couleurs a été financé en partie par le service de la recherche de Vincennes et par des soutiens militants. Il a été tourné en Europe, au Liban et en Israël. C'est, évidemment, un acte politique, mais pas seulement un film militant, à l'usage des convulsions. *L'Olivier* est « ouvert » sur l'existence nationale du peuple palestinien, sur les perspectives d'un avenir de paix. C'est, formellement soigné, bien construit, un essai historique d'information dont aucun commentaire souverain ne vient diriger le sens. Les membres du collectif de réalisation ont répondu à nos questions.

« Comment et pourquoi vous êtes venus l'idée de faire ce film ? »

— Nous nous connaissions tous plus ou moins. Nous nous sommes rencontrés, retrouvés, dans le groupe cinéma de l'université de Vincennes. Nous avions des préoccupations communes. A propos de la question palestinienne, question politique extrêmement importante, nous avions l'impression qu'il existait une très grande confusion, dans les esprits, que la presse et, surtout, la télévision n'informaient pas comme il fallait. Pourquoi, lorsqu'il s'agit du Vietnam ou du Chili, les choses paraissent-elles simples, alors que rien n'est clair sur le problème palestinien ? Nous avions conscience que l'existence des Palestiniens en tant que peuple était niée. Nous avons eu envie d'expliquer, d'écarter par un film. Pas une œuvre militante comme celles qu'on avait déjà pu voir, avec un commentaire abondant des images pas très belles du fait du manque de moyens. Nous voulions réaliser un « vrai film » qui trouverait place dans les salles commerciales.

« Comment s'est effectué votre travail collectif ? »

— La phase de la conception et de la discussion a été facile. Nous étions tous proches, chacun apportait son point de vue. Il n'y a pas eu de problèmes idéologiques pour élaborer les grandes lignes du scénario. A mesure que nous le développons, intervenant des discussions plus détaillées sur la place que devaient y tenir les Palestiniens et les autres. Nous avions primitivement envisagé deux volets. Une partie historique, qui était encore conçue en termes de cinéma militant : exposer les thèses connues, sionistes et pro-sionistes, et les réfuter par des documents ; une partie consacrée à l'existence même, actuelle, du peuple palestinien, à l'intérieur d'Israël et dans les camps de réfugiés. Nous avons pu à peu près accomplir l'idée d'un exposé historique linéaire.

Un problème se posait cependant pour rassembler le processus historique : les documents d'archives existant sur la Palestine d'avant-guerre et sur Israël avaient été faits pour conditionner l'opinion publique au problème juif. Le peuple palestinien n'y était pas représenté. Par exemple, sur la grave de 1930, faite par les Arabes, pour protester contre l'arrivée des colons sionistes, il n'existait que des actualités tournées par les Anglais, de leur point de vue. Une idée a toujours été maintenue, à toutes les étapes du travail préparatoire : c'est qu'il fallait filmer au Proche-Orient, dans les camps palestiniens, la vie sociale de ce peuple ; en Israël pour les contradictions, et en Europe pour les répercussions idéologiques du conflit israélo-arabe.

« Pour la pratique, nous avons d'abord pensé qu'il fallait que nous soyons toujours ensemble, partout. Mais, finalement, à part la tournée en Hollande, nous avons sommes divisés par équipes. Il y avait des discussions, une mise au point très poussée, puis une petite équipe partait avec la confiance

des autres. Nous étions contre le principe d'un pouvoir technique, mais seul Guy Chapoulie, qui en avait déjà l'expérience, a toujours assuré la caméra. Nous ne voulions pas d'un film mal fichu et, dans le documentaire, un plan raté peut difficilement être refait.

« Vous avez donné la parole à des Palestiniens, à des Européens démocrates et progressistes, favorables à la cause palestinienne, à des juifs européens et israéliens contestataires du sionisme. Pourquoi pas à des juifs sionistes ou pro-sionistes ? »

— Nous avions envie que parlent des gens qui, d'habitude, n'ont pas la possibilité d'intervenir. Nous n'avons pas cherché à établir des statistiques, mais des démarches symboliques. En Europe, la question juive est arrivée dans sa dimension massive : Hitler, les camps, la deuxième guerre mondiale. Mais il y a, dans la vieille génération, c'est le cas de nos témoins hollandais et luxembourgeois, — des démocrates sionistes, qu'on ne peut pas soupçonner d'antisémitisme et dont la position a varié, sur le problème d'Israël et de la Palestine, en faveur des Palestiniens. Pour le peuple palestinien, il fallait montrer qu'il existait, et depuis longtemps, qu'il avait une existence sociale, des traditions culturelles, jusque dans les hôpitaux où la résistance réintègre les malades. Nous voulions éliminer les images du misérabilisme des camps et de l'enfermement à la guerre d'une façon tournée, éviter les stéréotypes.

« C'est pourquoi nous avons fait appel à la mémoire historique des anciens et à la réalité vécue aujourd'hui. Quant aux juifs sionistes ou pro-sionistes, leurs thèses sont connues, ont été exprimées avec surabondance. Il n'était pas utile de reprendre ces thèses d'autant que le discours sioniste est présent dans les critiques qu'on en fait ; afin de fabriquer une fausse objectivité, comme à

la télévision, en donnant alternativement la parole aux uns et aux autres. »

« Les Palestiniens que vous avez rencontrés ont-ils parlé refusé de parler, manifesté quelque méfiance ? »

— Absolument pas. Nos contacts étaient établis à l'avance. Tous ceux que nous avons rencontrés étaient au courant du projet d'ensemble du film, même de ce qui n'était pas tourné avec eux et chez eux. Les entretiens étaient préparés. A part quelques manifestations prises sur le vif, le plan de tournage était toujours prévu. Personne n'a été manipulé, et nous avons trouvé, partout, une confiance totale. On nous a simplement demandé de ne pas filmer certains endroits qui pouvaient avoir une importance stratégique pour la résistance palestinienne.

« Le film, tourné, comment l'avez-vous organisé ? »

— Nous avons un pré-montage de quatre heures dont nous avons tiré une version de deux heures. Cette version a été montrée à des gens qui connaissent bien la technique du cinéma et qui nous ont beaucoup aidés par leurs critiques. Elle a été également montrée à des gens auxquels le film était destiné et qui nous ont dit que le problème du terrorisme n'était pas suffisamment évoqué. C'est pourquoi nous avons rajouté, au début, une séquence sur l'attentat des Jeux olympiques de Munich. Mais ce montage de deux heures était un peu mou. Nous avions voulu y conserver la sensation du temps, ce qui s'était fait aux dépens du rythme. Beaucoup de plans étaient trop longs. Nous avons encore ramené, jusqu'à la version actuelle d'une heure vingt-cinq minutes. On peut dire que les futurs spectateurs moyens du film nous ont permis de voir des choses qu'ils n'allaient pas du tout, de rendre visible et intéressante pour tout le monde, la lutte qu'il s'agit de...

Propos recueillis par
JACQUES SICLIER.

* Le Marais.

« Pour la socialisation des handicapés mentaux »

DES visages, trois visages que la caméra suit de très près, ne quitte pas. Leurs expressions, mais aussi les gestes un peu lents, les moins des mains adroites. Deux handicapés et un mongolien dans une usine. Ils vont, ils viennent, boivent un café, tapent sur un clou. On attend avec une sorte de joie contenue, et comme les ouvriers autour, attentifs, l'ébauche d'un progrès, l'apparition d'un sentiment. Et quand ils viennent, cela est étonnant. Comme l'est la solidarité du groupe, l'entraide collective. Qui, à cet instant précis du film « Fous à délier » — ou cours de cette scène capitale où le mongolien, la main serrée sur celle d'un jeune ouvrier (leur sourire !) explique qu'il a rayé du calendrier les samedis et les dimanches pour rester davantage avec ses « camarades », cette scène où les ouvriers racontent ce qu'ils ont fait pour l'ensemble de leur collectivité, cette expérience de trois ans, ce qu'eux-mêmes en ont appris — à cet instant précis de leur « victoire de classe », il y a d'un coup des murs qui s'effondrent, une brèche qui s'ouvre. Et cette possibilité nouvelle offerte, cette piste toute fraîche, semblent illimitées. Les ouvriers de Parme ont réussi à ouïr des infirmiers, des médecins, des psychiatres avaient échoué. En « socialisant la souffrance », comme le dit Franco Basaglia, ils ont gagné et nous l'ont prouvé.

Depuis plusieurs années, Franco Basaglia, Mario Tomasin (responsable du département de la santé mentale à Parme), mènent à l'intérieur du mouvement Psychiatria Democratica une triple bataille en Italie. Ils ouvrent les portes des asiles, déclenchent une activité critique au sein de l'institution psychiatrique et contribuent à créer une autre thérapeutique, une psychiatrie alternative, fondamentalement différente de la psychiatrie traditionnelle, une psychiatrie « ouverte » sur la rue, la ville, liée aux forces politiques et syndicales qui luttent contre l'oppression capitaliste dans le pays. Il s'agit de s'occuper des malades avec les ouvriers et les paysans pauvres. « Tout le monde ou personne. Ou tout ou

rien », dit un poème de Brecht au début du film « Fous à délier ». « Il n'y a pas de salut individuel. Les fous ou les chômeurs. Déclaration qui, d'ailleurs, est d'espérance aussi. A Parme, ville « rouge », il y a eu déjà quelques « victoires ». Des asiles ont été fermés. Des expériences ont été tentées. Ce sont elles que Mario Tomasin et Franco Basaglia ont demandé au cinéaste Marco Bellocchio de filmer.

Une place dans la vie

Marco Bellocchio se rend sur place et accepte le projet avec enthousiasme : « J'ai compris, dit-il, qu'il s'agissait là d'un choix radical, que le but était de détruire l'hôpital psychiatrique. J'ai entrevu alors la possibilité de présenter une expérience positive, non pas à la manière d'un reportage télévisé, qui aurait fait un compte rendu global et objectif, mais en tournant un film documentaire optimiste. Je connaissais les maladies mentales, mais de mon propre point de vue, du point de vue de la bourgeoisie. Or c'est le prolétariat — urbain et rural — qui à Parme constitue la population des asiles. Je ne me suis pas senti capable de sortir de moi-même, d'aborder seul la complexité d'une telle réalité. Je devais filmer de manière différente, collective, un phénomène collectif. Se sont joints à moi trois amis, Silvano Agosti, réalisateur, Sandro Petraglia et Stefano Rulli, critiques, et, ensemble, nous avons essayé d'obtenir la solidarité de ce monde avec lequel nous allions travailler. »

Avec « Fous à délier », Marco Bellocchio est revenu à la réalisation collective — méthode qu'il avait adaptée après 1968 puis abandonnée pour tourner « Au nom du père » et « Viol en première page ». Le collectif s'est donc trouvé face à la réalité suivante : les enfants envoyés dans des institutions religieuses (orphelins dans des ressources, Tomasin les a « récupérés » avant qu'ils n'échouent à l'asile — aboutissement logique et traditionnel. Et

les « irrécupérables » ont accompli des progrès surprenants quand on les a fait sortir de l'hôpital. Outre l'asile, Parme dispose, à présent, à l'extérieur, de deux ateliers, de trois centres agricoles et de cent appartements (répartis dans toute la province et dans les quartiers populaires de Parme), où les malades mentaux vivent en petites communautés. Viennent s'ajouter les services de consultation et une soixantaine d'infirmiers qui travaillent plus ou moins en relation avec l'institution psychiatrique.

Dans un premier temps, « Fous à délier » donne la parole à trois cas représentatifs d'une « marginalisation » forcée. Ils ont quitté soit l'asile, soit l'institution religieuse, soit l'asile, soit l'institution, une place dans la société, dans la vie active ou à l'école.

Une robe rouge

Paolo a douze ans, et sa mère ne s'est jamais occupée de lui. Pas d'argent, trop d'occupations, trop de mariages successifs. Paolo, qui est d'une intelligence exceptionnelle, préférerait qu'on le laisse vivre à sa guise. Angelo est plus vieux. Agé d'une vingtaine d'années, issu d'un milieu rural, on comprend, d'après ce qu'il explique la famille, que celle-ci n'avait pas les moyens de l'élever. Il s'est échappé après 1968 de l'institution religieuse — aujourd'hui fermée — une de ces institutions d'où l'on ne sortait jamais — « même pas mort » — puisque le cimetière était à l'intérieur, une de ces institutions où l'on traite les malades « comme des chiens ». Angelo s'est révolté.

Il y a Marco enfin, un « retardé mental » que sa mère a retiré de l'établissement où elle l'avait mis quand elle s'est aperçue qu'il y avait des fous. Elle raconte sa vie ; elle met une robe rouge quand son mari, chômeur, va mourir, ce jour-là, c'est la fête ; elle n'a pas le souvenir d'avoir été une fois heureuse dans sa vie ; elle rit ; elle pleure ; elle s'est prostituée, et son fils en fait autant. « Les jeunes, il faut les

aider, mais il faudrait aussi aider les mères », dit-elle.

« Fous à délier » montre comment la maladie mentale des causes sociales et économiques. « Il faut la considérer de manière dialectique », dit Franco Basaglia, « on ne la guérit pas sans rétablir le lien vital avec la société ». C'est une classe ouvrière consciente de ses responsabilités qui devra réfléchir sur la folie, résoudre ses contradictions, ses préjugés, pour prendre en charge les laissés-pour-compte. Pour Basaglia, c'est un devoir de classe.

Les idéalistes ouvriers ont accepté de faire travailler des handicapés mentaux. Entendre, dans la deuxième partie du film, des mongoliens, des débiles profonds, dire qu'ils ont supprimé du calendrier les samedis et les dimanches, c'est avoir pour une fois l'impression qu'une communication est possible, qu'une porte a été ouverte. Parce que la communication s'établit entre les ouvriers et les mongoliens, mais aussi avec les spectateurs : la caméra impose des visages, des sourires que d'habitude on refuse de voir — mais elle le fait avec suffisamment de respect (de tendresse ?) pour qu'il ne soit brusquement plus question de monstruosité.

Il y a d'autres témoignages, certains terrifiants, sur des asiles psychiatriques, d'autres « rancœurs », révélateurs, il y a une fête étrange, carnavalesque de force d'une autre nature, il y a la vie comme elle est, comique, tragique, amère, mais la séquence de l'usine est la plus émouvante. C'est aussi, pour Marco Bellocchio, la plus significative : les ouvriers disent ce que toute la ville pense, et affirment qu'ils ont plus reçu que donné. Marco Bellocchio sait bien que les mongoliens ne seront jamais des ouvriers comme les autres, mais c'est « tout ou rien ». Tout, c'est aller jusqu'au bout des possibilités ; rien, c'est l'asile, c'est perdre de vue la dimension humaine — donc politique — que les syndicalistes, eux, disent avoir retrouvée.

CATHERINE HUMBERT
et CLAIRE DEVARREUX.

* 14-Juillet, Quinzette Studio-Parnasse.

« Fous à délier »
par un groupe
de cinéastes
italiens

U.G.C. Marbeuf - la Clef - Entrepois

les
loloS de
lola

JEAN-PIERRE LEAUD
est sensationnel.
J.-L. DOUINITELRAMA

L'aventure toute folle
d'un cinglé du cinéma.
M. GRISOLIA
NOUVEL OBSERVATEUR

Avec des petits riens,
BERNARD DUBOIS filme
des grandes scènes délirantes.
J. SICLIER LE MONDE

100^e
LE ROI DES CONS
DE WOLINSKI
À LA GÂTE-MONTMARNASSE

C'EST
RIGOLO...
MAIS C'EST
PAS DU
BRECHT!

LOCATION
MÉD 16-48
ET AGENCES

un film de
SERGUEI
MIKALIAN

LA PRIME

avec
EVGUENI
LEONOV

UGC Marbeuf 8* • La Clef 5* • Le Bilboquet 8*

"Enfin un film Russe qui pose des questions au lieu de les résoudre" **LE POINT**

"Un des scénarios les plus palpitants que l'on ait vus depuis longtemps" **ELLE**

"Un morceau de bravoure technique sur un thème brûlant, en URSS" **LE MONDE**

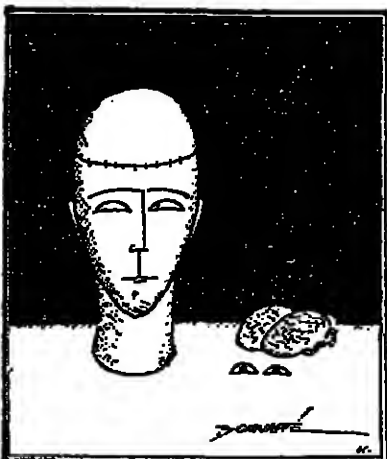
VOTRE TABLE CE SOIR

<p>AU CHIEN QUI FUME 236-07-42 31, r. F.-Neuf, 1^{er} F. Lundi soir</p> <p>LES BATELEURS DU PONT-NEUF 14-16 F. du Pont-Neuf. 231-38-47</p> <p>BOFINGER 272-87-82 3, rue de la Bastille, 4^e F/dim.</p> <p>LE MALOUF 272-33-44 9, rue de la Bastille, 4^e T/L 1 jour</p> <p>AU CHARRON DE BOIS LIT. 57-04 10, rue du Dragon, 6^e F/dim.</p> <p>FLORA DANICA ELY. 20-41 142, Champs-Élysées, 8^e T/L 1 jour</p> <p>R. FLEUAT, LA WESTPHALIE 8, av. F.-Roosevelt, 9^e ELY. 91-20</p> <p>TROD DANS LE MUR. OPR. 66-63 23, bd des Capucines, 5^e F/dim.</p> <p>FLO PRO. 13-38 61, rue Fg-Saint-Denis, 10^e F/dim.</p> <p>LE BOCK LORRAIN 238-17-28 27, bd Magenta, 10^e 235-23-44</p> <p>LES VIEUX MÉTIERS 588-90-03 13, bd Auguste-Blanqui, 13^e F/dim.</p> <p>AU CHARRON DE BOIS 288-77-49 10, rue Guichard, 16^e F/dim.</p> <p>PAUL ET FRANCE WAG. 04-21 17, avenue Niel, 17^e</p> <p>LE TSAREVITCH 754-73-89 1, rue des Colonels-Bernard, 17^e *</p> <p>RECH 380-33-86/38-30 62, av. des Ternes, 17^e F/dim.</p> <p>* Ambiance musicale M. Orchestre</p>	<p>Gratuite au porto, grillades provençales, rôt à la moutarde, côte bœuf, côte veau normande, bananes flambées, 90 F. V.a.c. Fête d'été.</p> <p>Jusqu'à 2 h. - De la gratinée 8 F à ses 20 grillades de 16 à 34 F. Son pub, ses salles de rest., dont une avec piste de danse pr. banquette.</p> <p>Dél., diners, soupers jusqu'à 2 h. du matin. Mardi à sam. Inclus au 1^{er} étage : Diners-accordeon avec Max Marino (thème carte et prix).</p> <p>Spéc. tunisiennes : méchoui 21, couscous 14, paella 16, brochettes 12. Vins pays, dans un cadre élégant, confortable. Salons 6 à 40 couverts.</p> <p>Pois caviar. Brochettes de moules. Œuf à la broche. Côte de bœuf. Salle de pique. Boudin pommes en l'air. Tartiflette chaude aux pommes. Profiteroles au chocolat. MENUS : 45,50 et 50 F.</p> <p>De midi à minuit. Spécialités Danaises et Scandinaves. Assiette de hors-d'œuvre danois. Festival de saumon.</p> <p>De midi à 2 h. du matin. Ses « Diners 1500 ». Spéc. du Rouergue et Périgord. L'omelette Brayade. MENU 39,80. Vin à discr. Serv. compr.</p> <p>Dans le calme de ses vieilles voûtes. Spécialités régionales. Soupes de poissons, terrines maison. Vins du terroir en pichet.</p> <p>La plus pittoresque brasserie de Paris. Ouvert jusqu'à 2 heures du matin. Ses spécialités. Son foie gras frais, guêpe au Riesling, 17 F.</p> <p>Spécialités Lorraines - MENU gastronomique à 22 F. Vin et Service compris. Grillades au feu de bois. Salons de 10 à 100 couverts.</p> <p>« Saveurs Flambées ». Langouste grillée. Potée marseillaise. Caviar cité. Pâtisserie maison. Sancerre Boland Sancerre. Bourgogne Michel Mallard. Cuisine Michel Molan. Souper aux chandelles, 50 à 90 F.</p> <p>Pois caviar. Brochettes de moules. Œuf à la broche. Côte de bœuf. Salle de pique. Boudin pommes en l'air. Tartiflette chaude aux pommes. Profiteroles au chocolat. MENUS : 45,50 à 50 F.</p> <p>Terrine de charles (Corse) 22 F (2 pers.). Gambes flambées japon « Paul et France » 20 F. Baguette fruits de mer 18 F. Brochette.</p> <p>Diners et Soupers. Spectacle à partir de 20 h. 30 avec le TRIO ATRIER. VOLODIA POLIAKOFF. J. MALVATOFF et ses taganes, le virtuose cymbaliste FUKA SANDOR, KODJIA KOTLAROW.</p> <p>Son célèbre banc d'huîtres. Coquillages, crustacés, poissons. Son cuisinier. Jusqu'à 24 heures.</p> <p>* Spectacles en soirée.</p>
---	--

P.M.R. : prix moyen du repas.

مركز الفن للفن

Une sélection



« Vol au-dessus d'un nid de coucou », de Milos Forman. Vu par Boniface.

Cinéma

LA MEILLEURE FAÇON DE MARCHER

de Claude Miller

Dans le monde clos d'une colonie de vacances, le drame de l'humiliation. Deux moniteurs s'affrontent. L'un est sportif, sûr de lui, bien dans sa peau. L'autre est un « intellectuel » tendre et rêveur. Parce qu'il le soupçonne d'homosexualité, le premier torture le second. Un film opus, intelligent, instigateur d'une mise en scène magistrale de Milos Forman et d'une interprétation remarquable de Patrick Dewaere et Patrick Bouchitey.

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU

de Milos Forman

Un condamné de droit commun se fait enfermer dans un établissement psychiatrique qu'il révolutionne par ses jactances, ses initiatives saugrenues, son simple bon sens. Parce qu'il aime la vie, il n'admet pas la mort lente qu'on impose à ses camarades. Ce film follement amusant et atrocement pathétique bénéficie d'une mise en scène magistrale de Milos Forman et d'une interprétation hors pair de Jack Nicholson. On peut y voir une allégorie sur l'ordre et le désordre, sur les vertus de la révolte anarchisante dans un monde soumis au carcan de l'administration et de la police.

L'OLIVIER

Film collectif français

— Lire notre article page 15.

FOUS A DELIER

Film collectif italien

— Lire notre article page 15.

JOURS DE 36

de Théodore Angelopoulos

A propos d'une prise d'otage (dans une prison grecque de 1936), qui remue la police et les autorités, la mise au jour, par une mise en scène superbement esthétique, du visage secret d'une dictature en préparation. Tenu au silence sous le gouvernement des colonels, Angelopoulos a su se faire entendre à travers la beauté formelle de sa fable. C'est un saisissant prélude au folklorique et brechtien Voyage des comédiens, toujours à l'affiche.

LA PRIME

de Sergueï Mikhaïliov

Dans un style qui rappelle la Corde de Hitchcock, l'Arménien S. Mikhaïliov oppose à huis clos cadres, ouvriers, contremaîtres et politiciens au siège du comité du parti. Un morceau de bravoure technique sur un thème brillant, en U.R.S.S.

LE MESSIE

de Roberto Rossellini

Par l'auteur — réaliste, didactique — des Actes des apôtres, la vie terrestre de Jésus, prophète d'idées nouvelles pour notre civilisation. Avec des aperçus sur la vie quotidienne en Palestine au temps de Jésus.

SOUS LES PAVÉS LA PLAGE

d'Helma Sanders

Dans l'esprit de la contestation allemande, l'histoire d'un couple de comédiens berlinois qui remettent en question leur travail, leur amour, la société.

— ET AUSSI : Jeanne Dielman, de Chantal Akerman (cinéma au féminin, le récit non narratif d'une journée bruxelloise) ; la Cœde, de Jean-Louis Comolli (une critique réaliste, dialectique et musicale du gauchisme) ; les Dents de la mer (« Jaws »), de Steven Spielberg (requin, requin, comme vous avez de longues dents !) ; la Fête sauvage, de Frédéric Rossif (l'humanisme des animaux) ; à cheval sur le fil, de Luigi Comencini (la relativité de la morale bourgeoise) ; les Lotos de Lota, de Bernard Dubois (autobiographie d'un jeune faune) ; Un après-midi de chien, de Sidney Lumet (les otages de l'Amérique).

Théâtre

LE RIRE DU FOU

à Aubervilliers

« La fête ou la défaite ? », proclamait, pince-sous-rire, les signes et les cloches que Gabriel Garran fait bondir de leurs « niches périphériques ». Belle « parade sauvage », à la Rimbaud, j'allais gentille que place résolument le théâtre au-delà des pratiques connues. Jean-Paul Farré est un clown superbe.

PORTRAIT DE DORA

au Petit Orsay

Histoire d'une psychanalyse, celle de Dora, jeune fille dépressive qui se fait soigner par Freud. Comédie bourgeoise d'une existence blessée, portrait par Hélène Cixous d'un désir agressif. La cure est un échec, Dora l'interrompt, se révolte contre Freud et la société phallosociale à laquelle il appartient. Victoire d'une femme ? Victoire en tout cas du spectacle de Simone Benoussou, intelligent, brillant, remarquablement interprété par Nathalie Noll et Michèle Marquis.

DIVINES PAROLES

à Chaillot

Enfin du théâtre à Chaillot, avec Nuria Espert et sa compagnie, dans une mise en scène de Victor Garcia, architecture sonore qui utilise et accuse les dimensions de la salle. Spectacle de l'existence bouleversée d'un peuple trop misérable, insectes éperdus qui se réfugient dans l'obscurantisme, appel à la conscience, spectacle à recevoir comme un chant grave, comme un cri.

CATHERINE

à Ivry

Un repas quotidien. Autour de la table, les acteurs d'inventent, lisent les Cloches de Bâle d'Aragon. Ils trouvent le temps, donnent leur corps aux souvenirs, font revivre les derniers jours d'une bourgeoisie menacée, inconsciente, et l'espoir fou de ceux qui, en 1914, refusent la guerre au nom de l'humanité. La miraculeuse intelligence d'Antoine Vitez. Et Nada Strancar.

LA BEFANA

à la Renaissance

Invité par le Théâtre national de Chaillot, le Chêne noir d'Avignon déploie dans les velours et les dorures de la Renaissance son livre d'images raffinées et naïves, un conte de fées d'aujourd'hui né d'une légende d'hier. (Jusqu'au 6 mars.)

— ET AUSSI : Monsieur Chasse ! à l'Atelier (le burlesque grinçant de Feydeau dans le regard bien de Dhéry) ; le Roi des cons, à la Gaité-Montparnasse (le comique amer de Wolinski et ses ambiguïtés critiques) ; Zou à Campagne-Première (l'humour douloureux d'une grande comédienne) ; Christian Percey, au Montferrat (une forme nouvelle d'absurde surréaliste) ; le Nœud de Rameau, au Moderne (deux comédiens et le cynique Diderot).

Musique

YOUNG LIBERTAD

de Claude Prey

Les créations d'opéras sont rares cette année en France, alors que chacun sait que c'est la condition de la pérennité de ce genre. Raison de plus pour voir, à Lyon, Young Libertad, l'« Opera-Study » de Claude Prey écrit spécialement pour l'Opéra-Studio, qui joue une nouvelle fois une partie périlleuse. Thème : deux jeunes gens se rebellent contre l'expérience de groupe à laquelle ils sont soumis et deviennent du même coup... un groupe. Tout se noue autour de Roméo et Juliette. Mise en scène Louis Erlo. (Opéra de Lyon, les 5, 6, 9, 10, 12, 13 et 14 mars.)

BRAHMS

à la Cave

Dans l'agréable cave du Théâtre Essalon (6, rue Pierre-au-Lard), un groupe d'excellents musiciens donne l'intégrale des sonates et trios de Brahms (les 4, 8, 11 et 15 mars.)

GESUALDO

à Saint-Germain-des-Près

Don Carlo Gesualdo, prince de Venosa, assassin de sa femme et de son fils, l'une des plus tragiques figures de la musique, composa d'introuvables madrigaux et répéta de la Semaine sainte après sa conversion. On le découvrira au cours de huit concerts exceptionnels, donnés par l'Ensemble polyphonique de France, sous la direction de Charles Rauter, avec une partie dramatique confiée à Alain Cuny (Saint-Germain-des-Près, les 5, 12, 19, 26 mars, 2 et 9 avril, à 21 h. ; les 28 mars et 11 avril, à 14 h. 45).

MUSIQUE CONTEMPORAINE

à Orléans

Pour la huitième fois, Orléans présente des semaines musicales de grand intérêt, centrées sur la Maison de la culture, avec notamment Michel Fortin (l'Unité), l'Éthérée, Claude Debussy antididactique, le Quatuor de percussion de Paris, des films musicaux, des « One man music shows » et le Nouvel Orchestre philharmonique. Œuvres de Stravinsky, Crumb, Cage, Denise, Xenakis, Berio, Machaut, Castiglioni, Kagel, Mejano, Brown, etc. (Du 4 au 14 mars.)

ARTS TRADITIONNELS

à Rennes

Rennes sera à nouveau le centre des musiques traditionnelles du monde entier, du 5 au 19 mars : Espagne, Québec, Népal, Iran, Groenland, Coréennes et autres pays celtiques, Turquie, Maroc, Maghreb, Indonésie, etc. Une extraordinaire plongée dans l'humanité. (Maison de la Culture, 1, rue Saint-Hélène.)

— ET AUSSI : Franz Eichberger, pianiste (Cité universitaire, le 3) ; les Jardins suspendus, de Schoenberg, par I. Jarsky et M. Joste (Théâtre Oblique, du 4 au 14, sauf le 9) ; Orchestre de Paris, dir. Barenboim, avec I. Stern (Mozart, Saint-Saëns, Liszt, etc.) ; Palais des Congrès, le 4 ; Champe-

Elysées, le 6, à 10 h.) ; Orfeo et Euridice, de Haydn (Maison de Radio-France, le 4) ; l'Idéalisme, créations (Nouvel Carré, le 4, à 18 h. 30 et 21 h.) ; la Dame de Pique, de Tchaïkovski (Théâtre de Nantes, les 5, 7, 9 mars) ; la Force du destin, de Verdi (Théâtre de Rouen, les 5 et 7) ; les Noces de Figaro (Opéra de Paris, les 6, 8 et 10, à 19 h. 30) ; Orchestre Lamoureux, dir. Maxime Chostakovitch, avec E. Novitskaya (Rossini, Tchaïkovski et 6^e Symphonie, de Chostakovitch ; Salle Pleyel, le 7 mars, à 17 h. 45) ; Orchestre national, dir. N. Sanli, avec R. Woodward (Théâtre de la Ville, le 8) ; Mozart et Schubert, par les solistes de l'Orchestre de Paris, dir. Barenboim (Champs-Elysées, le 8).

Disques

BEETHOVEN

par Soliti

Encore une intégrale des symphonies de Beethoven ! Mais, avec le superbe Orchestre de Chicago, Georg Solti donne de l'éclat à cette somme orchestrale (et aux ouvertures d'Egmont, de Léonore III et de Coriolan) dans une interprétation d'un classicisme où brille une lumière élyséenne, sans chercher à en accentuer le caractère personnel et romantique. (Neuf disques Decca, 7531/28.)

LE CŒUR

de Dvorak

Deux quatuors (en fa, op. 96 et en la bémol, op. 105) de Dvorak, c'est un enchantement de tous les instants, la musique de l'élégance et de la détente, fleurant la bonne et envoiement odeur du folklore dans l'interprétation exceptionnellement sensible et flexible du Quatuor de Prague. (DG, 2530.632.)

ROSTROPOVITCH

joue des modernités

Deux œuvres modernes de grand caractère, magnifiées par une interprétation de Rostropovitch « faite à cœur » : deux univers mystérieux, où l'on a envie de pénétrer toujours davantage : Tout un monde lointain de Dutilleul (d'après Baudelaire) et le Concerto pour violoncelle de Lutoslawski, avec l'Orchestre de Paris. (RMI, 069-02687.)

— ET AUSSI : Mozart : Concertos n° 18 et 27, 20 et 24, par A. Brendel et l'Academy Saint-Martin-in-the-Fields (Philips, 6500.948 et 533) ; Pierre Henry : Prismes, musique électro-acoustique (Philips, 6510.016) ; Meyerbeer : L'Idéal, par D. Fischer-Dieskau et K. Engel (Archiv, 2513.295) ; Liszt : Prométhée, cantate, soli, chœurs et Orchestre de Budapest, dir. M. Földi (Hungaroton, SLFX 11604) ; Marcello : Sept psaumes, par l'Ensemble de Lausanne, dir. M. Corbois (deux disques Erato, STU 70845/46) ; Haydn : Symphonies n° 91 et 92, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. K. Böhm (DG, 2530.524) ; Symphonies n° 100 et 104, par la Philharmonique de Londres, dir. E. Joachum (DG, 2530.525) ; Brahms : Quatrième symphonie, par la Philharmonique de Munich, dir. R. Kempe (BASF, 20.22394.9).

Variétés

VÉRONIQUE SANSON

à l'Olympia

Véronique Sanson a du « feeling », possède le « beat », chante des chansons qui sont comme une suite de moments, de sensations, de notations impressionnistes.

DICK ANNAGARN

au Théâtre de la Ville

Un drôle d'accent, un drôle de physique, de drôles de musiques, de drôles de paroles... le plus pay des chanteurs francophones venus du Nord veut tenter d'établir une communication entre les spectateurs du Théâtre de la Ville.

— ET AUSSI : Chick Corea, au Pavillon de Paris (le 7, à 20 heures) ; Franck Zappa, au Palais des Sports (le 8, à 20 heures).

Expositions

CHASSE A L'ANAMORPHOSE

au Musée des arts décoratifs

Dans son livre Anamorphoses ou magie artificielle des effets merveilleux, Jurgis Baltrušaitis définit l'anamorphose comme « une projection des formes hors d'elles-mêmes et leur dissociation de manière qu'elles se redressent lorsqu'elles sont vues d'un point déterminé ». L'exposition, qui vient du Rijksmuseum d'Amsterdam, comporte un supplément parisien montrant essentiellement la vogue du dix-neuvième siècle de cette curiosité technique. Deux cent cinquante numéros, à voir, ou essayer de voir.

PIERRE COURTIN

au CNAC

Trente ans de gravure, jusqu'à la fin des années 60 ; et depuis, la peinture, exclusivement. Les deux versants de l'œuvre ; en fait, les mêmes motifs, les mêmes références aux vases égyptiens, aux précolombiens ; la même présence tactile d'une écriture ensorcelée.

HOMMAGE A PASCIN

au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Vingt-cinq peintures à l'huile et autant de dessins qui appartiennent pour la plupart au Musée municipal d'art moderne, une quarantaine de gravures de la collection de Mme Lucy Krop. L'ensemble couvre toute la production, de 1908 à 1930, de cet expressionniste, venu de Bulgarie à Paris, via l'Autriche et l'Allemagne. L'exposition, organisée par l'Association française d'action artistique, a été présentée en 1975 à Sofia, à Plovdiv, à Vidin — la ville natale de Pascin — et à Belgrade.

LES PAYSAGES

de Pierre-Henri

Une bonne centaine d'esquisses peintes représentant des sites de Rome et d'Italie, qui annoncent Corot. D'une liberté de facture inattendue chez ce néo-classique, surmonté en son temps le « David du paysage », des œuvres qui seraient de modèle à ses élèves de l'école des beaux-arts.

...ET DESSINS DU MUSÉE DE DIJON

au Louvre

Quatre-vingt-trois œuvres de toutes les écoles, françaises, italiennes et nordiques, choisies dans l'ensemble de dessins conservés au musée de Dijon. Cet ensemble, qui provient de donations, de legs d'amateurs, d'acquisitions de conservateurs, de la fin du dix-huitième siècle à nos jours, est l'un des plus remarquables de province par le nombre, la qualité, la diversité.

DUNOYER DE SEGONZAC

à l'Orangerie

Un hommage posthume. L'ensemble présenté à l'Orangerie comporte plus de cent cinquante peintures, aquarelles, dessins, eaux-fortes et livres illustrés, évoquant les thèmes privilégiés du maître : baigneurs, natures mortes, paysages de l'Ile-de-France et du Midi.

— ET AUSSI : Picabia, la Route de la soie, Tal Coat, au Grand Palais ; Hommage à Musakala, 1903-1975, au musée Carnavalet ; les Shakers, au Musée des arts décoratifs ; Tomasello, Louis Soutter, Manuel Riera, Jean Hugo, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; le Batteau-Lavoir, au musée Jacquemart-André ; les Lautrec d'Albi, au musée Marmottan.

GALERIE DE L'UNIVERSITÉ
52, rue de Bassano - Paris (8^e) - 750-76-76
GRAMMATICPOULOS
25 février - 17 mars 1976

EGON SCHIELE
GALERIE OCTAVE NEGRU
21, rue de SÈNE - PARIS 6^e - TR. - 325-70-75

GALERIE DU CERCLE
21, rue de la Pépinière - 327-45-32
Hervé
LE BOURDELLES
24 février - 13 mars 1976

LE MARAIS
L'OLIVIER
(qui sont les Palestiniens)
A. ANNA - G. CHAPQUILLIE - D. DUBROUX - S. LEPERON - J. NARBONNE - D. VILLAIN
PARIS 6^e - 13^e
Début avec les réalisateurs les Mercredi et Vendredi à la dernière séance.

denise rene rive gauche
150 rue de la Chapelle - 75018 Paris
vasarely

GALERIE J.-L. ROQUE
66, bd Raspail (6^e) - 348-47-32
WERCOLLIER
Sculptures
Du 5 mars au 5 avril

GALERIE KATIA GRANOFF
13, quai Conti - Paris (6^e)
Maurice LEWI
Peintures
Du 3 au 23 mars

Françoise Tournié
10, r. du Col-de-Stella, 4 - 378-13-18
Aquarelles
Sculptures
Dessins
de
Brice - Dominguez
D'Orgeix - Gleizes
Karskaya - Man Ray
Popazoff - Penalba, etc.
Jusqu'au 1^{er} avril

Galerie Vercamer
3 bis, r. d. Beaux-Arts, 6 - 632-18-30
PAPAZIAN DENIS RIVAL
4 - 28 mars

GALERIE LA COUR D'INGRES
(Inna Salomon)
1, rue de la Bâcherie (5^e)
ARDASH
Du 26 février au 26 mars

PREMIÈRE CE SOIR 3 MARS
théâtre
atelier de l'épée de bois
CARTOUCHERIE DE VINCENTINES
LE PLAN K
DANS
the penny arcade
peep show
William Burroughs
Tous les soirs à 20h30 (incl. dim. et lundi)
location : FNAC
Belle
Cité
Montparnasse

ST. J. C.
THÉÂTRE
DES 2 PORTES
46, rue Louis-Lumière,
75020 PARIS
Tél. 797-34-51
Jusqu'au 4 avril
20 h. 30, Dimanche 16 h.
Bataille mardi et mercredi
production Groupe artistique
LE GANT DU NAZI
D'APRÈS NAZIM HIKMET

سكنى من الامل

Théâtres

THEATRE DE LA FORTE SAINT-MARTIN (807 37-53) (D. soir, L.).
20 h. 30, mat. sam. et dim. à 15 h.:
Mayflower.
THEATRE DE MENILMONTANT, 20°.
le 8 à 21 h., le 7 à 15 h.: la Passion.

la meilleure façon de marcher

Un film de
**CLAUDE
MILLER**

Interdit aux moins de 13 ans

صلى الله عليه وسلم

Cinéma

Le music-hall

les 3, 4, 6, 9 et 21 h. le 7 et 18 h : Catherine.
Studio. (230-54-30), les 3, 4, 5, 6 et 21 h. le 7 et 18 h : Grandeur et Pitié.
MONTAIGNE, Théâtre des Américains (204-18-51), les 3, 4, 5, 6 et 21 h. le 7 et 18 h. le 4 et 14 h. tous 30 : Monfray.
PRAAX, Maison pour tous (807-45-04), J. V. S. et 21 h. Dim. à 14 h : L'Amant.
RUE ORANGE, Théâtre R.-Ducoux (806-30-85), le 3 et 20 h. 30 : J. Kuhn, D. Rumail, Z. Seffert (caz).
SANTOIR, Théâtre de l'Atlantique (736-15-07), le 8 et 21 h : Daniel Guichard.
STREXY, Théâtre Jean-Vilar (806-55-55), les 3, 4, 5, 6 et 21 h. le 7 et 18 h : Le soleil entre les arbres.

Le music-hall

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

LES FILMS NOUVEAUX

[illegible]

SAMEDI 6
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(225-44-36), à 10 h.: voir Fois des
des concerts 14.
TÉRA TRE OLLIQUE, à 21 h.: voir
le 4.
DIMANCHE 7
ÉGLISE SAINT-ROCH-D'EAUQUIN,
à 17 h.: voir Wilhelm (orgue).
NOTRE-DAME DE PARIS, à 17 h.: 43:
voir 4.
SALLE GAUZEY, à 17 h.: 30: Orch.
Quadrupia dir. E. Devaux sol.
E. Devaux sol. R. Baudouin.
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES,
à 17 h.: 43: Concert Fiedelou dir.
E. Devaux sol. R. Baudouin. Brahma.
(Théâtre Strauss).
CONCERTE GIERKE, à 17 h.: 43: voir
le 4.
THÉÂTRE D'ORSAY, à 17 h.: L. Lae-
kine et A. Marton (Viol., Fauc.
et Violoncelle).
THÉÂTRE OLLIQUE, à 21 h.: voir
le 4.
LUNDI 8
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES,
à 20 h.: 30: Orch. de Paris:
E. Devaux, dir. R. Baudouin, Con-
stat. G. Barbotte (Mozart, Schu-
mann).
THÉÂTRE ESSAION, à 20 h.: 30: voir
le 4.
THÉÂTRE DE LA VILLE (887-35-39),
à 20 h.: 30: Orch. national de
France, dir. N. Sauti, soliste
R. Woodward (Brahms, Tcha-
kovski).

THÉÂTRE DE LA PLAINE
ROSENCRANTZ
et
GUILDENSTERN
sont morts
Comédie de Tom STOPPARD
Mise en scène de
Jean-François PRÉVAND
avec
JEAN-LUC MOREAU
PIERRE ARDITI
JACQUES ARDOUIN
250 15 65

A partir du samedi 6
PETIT ODEON 21^h 30
PINTER
LE MONTE-PLATS

ATHENEE LOUIS JOUVET

**JEANNE
MOREAU**



LULU

mise en scène
CLAUDE REGY

073.82.23 et agences

THEATRE OBLIQUE, à 21 h. : voir le 4.

Le jazz

PALAIS DES CONGRES (758-27-78).
à 17 h. 30 : *Le jazz américain*.
à 18 h. 30 : Jimmy Gourley Trio.

MAISON DE LA RAINFO (224-35-61).
à 18 h. 30 : *Le jazz américain*.
Week-end de jazz européen.

MUSEE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS, 10, rue de la Harpe.
à 18 h. 30 : *Eja Kumpul (art-jazz)*.

CLUB DES SPORTS (250-70-50).
à 20 h. 30 : *Paris Jazz*.

à 7 h. 30 : à 7 h. 30 h. :
Chick Corea.
GARY D'EDGAR (D.), 19 h. : *Birgé*.
Gérard Siroco.

La danse

THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE (288-35-65), à partir du 9 à 21 h. (D. L.) : le Ballet de

CENTRES

CULTURELS

INSTITUT NÉERLANDAIS
121 rue de Lille - 7^e

MICHEL DHONT
dessins et eaux-fortes
Vernissage jeudi 4 de 17 h. à 20 h.
avec concert FREE JAZZ
Tél. 705-85-98

C CENTRE CULTUREL PORTUGAIS
FONDATION GULBENKIAN
51 avenue d'Iéna - 16^e

à partir de mercredi 10
exposition
COSTA CAMELO
Peintures abstraites et figuratives
sur papier et bois

CENTRE CULTUREL YOUGOSLAVE
10 rue du Colisée - 8°

OCTUOR DE SLOVÉNIE
BACH - GOTOVAC - MOKRANJEC
Entrée libre

**Françoise
DUET,** piano
ves-Joias-Berio

L.F. BUCQUET a notamment enregistré pour Philips
ERIO - disque n° 6500 101

LE PARIS. MAXEVILLE. MONTPARNASSE 83. CLICHY PATHE. CONVENTION.
GAMBETTA. MADELEINE. DANTON. CALYPSO

**Venez rire en famille avec
Mandoline qui tombe amoureuse
de tous les polyvalents qu'elle rencontre**

GAUMONT DISTRIBUTION présente

BERNARD MENEZ
MARIE-HELENE BREILLAT
DANS UN FILM DE
MICHEL WYN

**OUBLIE-MOI
MANDOLINE**



**EVRY. BELLE EPINE. ARGENTEUIL. CHAMPIGNY. LE BOURGET. PARIS NORD.
EPINAY. VELISY. PARY II**

هكذا آمن الرجل

Cinéma en province

LES GUERRES INDIENNES (v.o.)
Olympic 14" (1982-87-89) : Met. J.

LES GUERRES INDIENNES (v.o.)
Olympic (s.l.) 1723-67-43 : Mer. J.
Les Chénopées V. les Chasseurs
de la nuit : W. Wilde. S. :
Jérémie Johnson. L. la Prison-
nière du désert Mar. l'Éridan
Nuit des Hurlements (v.o.)
Olympic (s.l.) 1723-67-43 :
à Tashie, le Sam. sol.

HUSTON (s.l.) : Olympic-Entre-
prise 14 (1723-67-43) : Mer. J. : la
Nuit du Sam. sol. : 24 h
Piège D. : Refusé dans un vil-
lage L. Mar. Jure et hors-le-
gal (v.o.) : Olympic-Entre-
prise 14 (1723-67-43) : J. Mar.

Les grandes reprises

LES DIXIÈMES (II-III, v.o.) : Escu-
dal (s.l.) 1723-67-43 : J. Mar.

DRÔLE DE DRAME (Fr.) : Denfert
14 (1723-00-11).

LES HAUTS DE HURLEMENT L.
v.o. Les Hauts de Hurlement L.
v.f. Capt. 2 (508-11-89).

Les grandes reprises

LES DAINES (It.-Al., v.o.) : Escu-
rial, 13^e (707-28-04).
DROLE DE DRAME (Fr.) : Denfert
14^e (032-00-11).
LES HAUTS DE HURLEVENT (A.
v.o.) : Les Templiers, 3^e (272-94-56).
v.f. : Capri, 2^e (508-11-89).

BUILT ET DEMI (IL. v.o.) : Actual
Champo, 50 (533-51-60).
L'IMPOSIBLE N. ERRE (A. v.o.) : Studio
Mac-Mahon, 17 (380-24-81).
ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX (A.
v.o.) : Action-Christie, 50
(325-43-78).
LA PRISE DU POUVOIR PAR
LOUIS XIV (IL. v.o.) : Studio
Mac-Mahon, 17 (380-24-81).
ROCKMART'S BABY (A. v.o.) : Sp-
Rockm, 12 (531-04-55), sans
marcl.
LA TAVERNE DE LA JAMAÏQUE (A.
v.o.) : Le Maria, 4 (278-94-55).
JULY 12 (A. v.o.) : Sp-
Rockm, 12 (531-04-55).
WEST SIDE STORY (A. v.o.) : Kino-
Paradise, 15 (306-50-50).

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A. v.d.) :
Luxembourg, 6^e (633-97-77) à 10 h.
12 h. et 24 h.

BONNIE AND CLYDE (A. V.O.): La Clief, 5° (337-90-00), 12 h. et 24 h.
 CABARET (A. V.O.): Chabotev Victoria, 16 (509-34-14), 20 h. et 22 h.
 CALIFORNIA SPLIT (A. V.O.): La Clief, 5° (337-90-00), 12 h. et 24 h.
 CLEO DE S & T (Fr.): Saint-André, 6 (522-49-13), 12 h. et 20 h. 15.
 DEHORS-DEHORS (Fr.) (**): La Reine, 35 (322-92-40), 12 h. et 30 h.
 DELIRIVANCE (A. V.O.) (**): Chabotev Victoria, 16 (509-34-14), 16 h. 15 et 18 h. 15.
 FAF (Fr.): La Clief, 5° (337-90-00), 12 h. et 24 h.
 INDIA SONG (Fr.): La Reine, 35 (322-92-40), 12 h. et 24 h.
 JUNE 66 (A. V.O.): (seu. ind.), 12 h. et 24 h.
 PHANOM (FR) THE PAPERINE V.O.: Luxembourg, 6 (633-97-77), 10 h., 12 h. et 24 h.
 UNE FEMME EST CNE FEMME (Fr.): Chabotev Victoria, 16 (509-34-14), 12 h. et 24 h.

[illegible]

Odéon 18-45-35-11, Drive in 15-16-18-50; le Bon et les Méchants : Pagnol 19-43-34-73; Calmos : Rex (33-52-51), Pathe 16-41-45; Contes de la mer : Rex (33-52-51), Odéon 14-35-13; Cantilènes : Rex (33-52-51); Gai-Luron : Gaillard, Hollywood (33-74-53); Elise ou la vraie vie : Fest. Vieux-Forc (33-28-77); La Fête sauvage : Rex (33-52-51); Les Femmes de l'air : Arjel (33-11-51); Le Frère le plus fûné de Sherlock Holmes : Rex (33-52-51); Les Femmes de la rue : Arjel (33-11-51); La Fureur de vivre : Arjel (33-11-51); Un jeune, deux associés, deux amours : Rex (33-52-51); Insectes de feu : Pathe (33-14-45); Les Grands Moyens : K 7 (33-52-51); Le Maître : Pagnol (33-52-51); Les Femmes de l'air : Rex (33-52-51); Les Femmes de la rue : Pathe (33-14-45); Mal Paris : Hollywood (33-74-53); Odal (33-53-10); La Montagne magique : Rex (33-52-51); Le P'tit-Piton : Pagnol (33-15-50); Un après-midi de chien : Hollywood

NANCY. — A nous les petites Anglaises : Daumont (24-56-32) ; Attention les yeux : Paramount (24-57-08) ; Ça va pas le père : Les Dents de la mer : Gaumont (24-56-53) ; Docteur Françoise Gailland : Paramount (24-57-09) ; La plus fute de Sherlock Holmes : Daumont (24-56-82) ; les insectes feu feu : Colisée (25-79-73).

PARIS. — Les petites Anglaises : Monte-Carlo (38-23-85) ; Blondy : Escorial (38-10-12) ; Constat, Constat : Concerto (32-29-83) ; Ça va pas le père : Paramount (33-55-80) ; Docteur Françoise Gailland : Paramount (37-71-60) ; Rinitis (33-65-47) ; La Flûte enchantée : Vercors (33-65-47) ; Père le plus fute de Sherlock Holmes : Gaumont (63-23-51). (ra)

GENNES. — A nous les petites
 Anglaises : Royal (32-64-55) ;
 Attention les yeux : Ariel (18-60-
 58) ; la Bataille du Chili : Boite
 à Nanas (30-32-40) ; Blondy : Ariel
 (79-00-56) ; le Bon et les Méchants :
 Dauphin (30-41-58) ; la Cécilia :
 Eretagne (30-56-35) ; Cousin, Cousine
 : Francals (30-88-32) ; les
 Dents de la mer : Ariel (79-00-56) ;
 Festival James Bond : Zoom (53-
 48-71) ; Harold et Maud : Club
 (30-88-20) ; les Insectes de feu :

TRABASURE. — A nous les petites Anglaises : Arcades (32-45-25) ; Attention les yeux : Arcti ; Calmos : A.B.C. (32-17-68) ; Cousin, cousine : Capitole (32-13-32) ; les Dents de la mer : Capitole (32-13-32) ; Docteur Françoise Gailland : Rti's (32-45-51) ; les Insectes de feu : Vox (32-15-11) ; Mon Dieu, comment suis-je tombée si bas ? : Capitole (32-13-32) ; Un après-midi de chien : Capitole (32-13-32).

OLUOUS : A nous les petites
 Anpaises : Rio (21-23-11) : le Bon
 et les Méchants : Trianon (62-
 87-84) : Calmor : Gaumont (21-49-
 58) : la Cellula : A.B.C. (21-57-55) :
 la Chevauchée terrible : Variétés
 (21-78-71) : Ariel (08-07-14) : les
 Dents de la mer : Gaumont (21-49-
 58) : Docteur Justice : Paris (21-
 82-85) : l'Enigma de Kaspar Hau-
 ser : A.B.C. (21-55) : les Frères
 enchantés : Américains (61-21-04)
 Maître : Trianon (62-87-84) : les
 Mal Partis : Trianon (62-87-84) :
 Monty-Python : Américains (61-21-
 94) : Sept morts sur ordonnance :
 Gaumont (21-49-58).

UGC BIARRITZ VO
 ODIGIS CHAMPS ELYSEES VO
 CLEF VO • JEAN COCTEAU VO
 GAMED VF • MIRAMAR VF
 ARTEL/Rosby

AL PACINO



**UN
APRES-MIDI**

DE CHIEN
 Vient de chez SODARUNG
 un très grand film
 REMO FOSTALINI
 passionnant
 de bout en bout
 CLAUDE GARCIN (L'ESPRESSO)
 ne pas manquer
 ROBERT GENAYON

place d'Iéna, PARIS (16^e)

MARDI 9 MARS A 21 H.

Prix des places : 13 francs ;
réduction : Fnac-Alpha, Copar-
Crous : 7 francs ; ouverture du
guichet de vente le soir même
au Musée Guimet dès 20 h. 30.

COMPOSITEURS

GRAND REK VO - ELYSÉE CINÉMA VO - MIRAMAR VO - MAGIC CONVENTION VO - UGC SOBRIENS VO - LES 3 MURAT VO - SAINT-MICHEL VO
Périphérie: ULIS 2 Dracy - CYRANO Versailles - C21 Saint-Germain - ARTEL Nogent - ARTEL Villeneuve St-Georges
CARREFOUR Paris - GAMMA Argenteuil - DAME BLANCHE Sarges-les-Bains - PARINOR Aubray - STUDIO Rueil
PARAMOUNT ELYSÉE II La Collé St-Cloud - CENST Pontaise

Si les Fédéraux
ne les arrêtent pas,
Si les Garde-côtes
ne les coulent pas,
Si le Syndicat
ne les élimine pas,
ils feront fortune!

20th Century Fox Presents
une PRODUCTION GRUSKOFF/VENTURE
LIZA MINNELLI **BURT REYNOLDS**
avec **GENE HACKMAN**
un film de **STANLEY DONEN**
**LES AVENTURIERS
DU LUCKY LADY**

MICHAEL GRUSKOFF • scénario de STANLEY DONEN • filmé par WILLARD HUYCK et GLORIA KATZ • musique de RALPH BURNS

MERCREDI 10 MARS

je t'aime moi non plus

BIRKIN
DANS UN FLAÛTE

BIRKIN

DANS UN FILM DE

GAINSBOURG

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

AU MUSÉE GUIMET, PROGRAMME ŒUVRE IX : VOIX - CLARINETTES - ONDES MARTENOT

GESUALDO - WEBERN

... sous la direction de
BORIS DE VINOGRADOV

Christiane Issartel, soprano
Nicola Oxombre, mezzo-soprano
Monique Berghmans, alto
Robert Dumé, ténor
Luis Masson, baryton
Armand et Marcel Nolle, clarinettes

L'ACIC
invite la
SEXTUOR D'ONDES
JEANNE LORIOD
qui présente des œuvres de
SCH - FILIPPI - MURAIL

6, place Gîtée, PARIS (16^e)
MARDI 9 MARS A 21 H.
Prix des places : 13 francs ;
réduction : Fnac-Alpha, Copar-
Grous : 7 francs ; ouverture du
guichet de vente le soir même
au Musée Grévin dès 20 h. 30.

ASSOCIATION POUR LA COLLABORATION DES INTERPRÈTES ET DES COMPOSITEURS

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

MANPOWER

RESPONSABLE DE DIVISION

Il s'agit pour l'homme que nous recherchons de diriger et d'animer une équipe de plusieurs personnes en veillant à la qualité des contacts et à l'optimisation de la prestation dans le cadre de notre politique de groupe et de la législation en vigueur.

Ce poste devrait convenir à une personne ayant le sens de la gestion, de l'organisation, de l'entretien et du management.

Il est nécessaire d'être autonome et de pouvoir prendre des décisions rapides et à bon escient.

Un diplôme d'études supérieures est souhaitable mais non indispensable. L'expérience des problèmes administratifs, de la gestion des ventes, la sensibilité aux affaires et du contact commercial sont prépondérants.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, nous serions heureux de vous rencontrer pour vous en parler plus avant.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 3.138 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
4-4, RUE DE LA ROSIERE
75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

information et entreprise

AGENCE CONSEIL EN RELATIONS PUBLIQUES

recherche un collaborateur

CHARGÉ DE CONTRATS

pour prendre en charge les dossiers de sociétés industrielles internationales.

Formation supérieure et bonne connaissance du monde de l'entreprise sont indispensables. Il est nécessaire d'être bilingue français-anglais; la connaissance de l'allemand est un avantage.

Faire parvenir curriculum vitae détaillé à l'information et entreprise

38, avenue des Termes 75017 Paris

offres d'emploi

JURISTE D'AFFAIRES

PARIS

Nous sommes une très importante Société de fabrication et de distribution de biens d'équipement industriels, filiale d'un groupe multinational.

Nous recherchons un juriste de haut niveau.

Rattaché directement au P.D.G. de la Société, il sera chargé :

- d'assister la Direction Générale sur tous les aspects juridiques de son activité;
- de maintenir les relations avec les actionnaires du groupe;
- de diriger la préparation des contrats commerciaux et industriels;
- d'intervenir en tant que Conseil auprès des Directions et Services de la Société pour tous problèmes ayant des implications juridiques.

En plus de ses qualités de contacts humains et d'analyse des situations, il doit être un excellent administrateur, et justifier d'une expérience réussie de quelques années dans des domaines comparables.

Le poste exige un candidat de formation supérieure (Docteur - DES - Licence), et une excellente maîtrise de la langue anglaise.

Les candidats sont invités à adresser C.V. et prétentions à M. GUERIN - Axel Publicité - 91, rue Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris - Réponses et discrétion totale assurées.

offres d'emploi

offres d'emploi

COLGATE PALMOLIVE

recherche pour sa

DIVISION EXPORTATION

Le RESPONSABLE de l'ADMINISTRATION des VENTES

- Directement rattaché à la Direction des Ventes, il assurera la SUPERVISION DE LA GESTION COMPTABLE, ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE DU SERVICE :
- (Comptabilité, Facturation, Budgets, Contrôle de rentabilité, etc.).
- Une FORMATION COMPTABLE est indispensable, complétée si possible par une première expérience similaire qui aura constitué une ouverture d'esprit vers les problèmes commerciaux.

Adresser lettre manuscrite av. C.V., photo et prêt. au Service Recrutement COLGATE PALMOLIVE, 92401 COUDEBEVOIE.



recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

niveau LUT ou équivalent.

La connaissance du PL1 serait appréciée.

Ecrire avec C.V. Service du Personnel KODAK PATHE, 30, rue des Vignerons, 94300 VINCENNES.

DIRECTEUR EXPORTATION

Si vous aimez l'indépendance et l'exportation et que vous possédez une expérience personnelle significative, nous pourrions travailler ensemble car nous recherchons l'homme capable de nous ouvrir de nouveaux marchés pour un matériel d'instrumentation hautement spécialisé et très apprécié.

La rémunération qui dépendra de la compétence ne sera pas inférieure à 120.000 F par an.

Ecrire n° 3.244, « LE MONDE » PUBLI, 5, rue des Italiens, 75221 PARIS (9°).

GROUPE BANCAIRE PRIVÉ, PARIS (8°)

recherche pour ses SIICOM

J.F. niveau B.P. comptable

1 an d'expérience minimum en cabinet, entreprises, etc. pour fonction de gestion interne, administrative et comptable des contrats.

Envoyer C.V., prétentions et photo à n° 5.479, COTAP - 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui tr.

EXPANSIAL

Recherche pour importante Société Nationale Algérienne spécialisée dans l'Industrie Alimentaire

Ingénieurs

- Chef de fabrication spécialiste en technologie, sucrerie, raffinage
- Chef de fabrication spécialiste en technologie raffinage sucre roux
- Chef de service technique pour raffineries industrielles
- Génie Civil pour B.E. et suivi de chantiers
- Electro-mécanicien pour B.E. et suivi de chantiers
- Chef de fabrication usine de conserves
- Techniciens en conserves
- Spécialistes en circuits des cartes gros
- Electro-mécaniciens pour entretien
- Responsables de maintenance ensemble des usines
- Spécialistes de fuites

REF. 1800
REF. 1801
REF. 1802
REF. 1803
REF. 1804
REF. 1805
REF. 1806
REF. 1807
REF. 1808
REF. 1809
REF. 1810
REF. 1811
REF. 1812
REF. 1813
REF. 1814
REF. 1815
REF. 1816
REF. 1817

opérateurs OHO

- Régulation électrolyse
 - Quai sucrerie
 - Turbine sur centrifuge
- Pour tous ces postes :
- est exigé : Une solide formation
 - Une bonne expérience minimum de 5 ans
 - Il est offert : Une bonne rémunération
 - Divers avantages sociaux

Adresser C.V. détaillé sous référence correspondante à :

EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 PARIS

DIRECTEUR ADJOINT

100/120.000 F

C'est une de nos petites filiales. Le C.A. est actuellement de l'ordre de 3 millions de francs. Nous recherchons un ingénieur d'affaires, de bon niveau, connaissant bien le problème des Télécommunications, la commutation, les systèmes multiplex.

En tant que numéro 2 de l'entreprise, vous aurez pour tâches de vendre et faire vendre nos matériels, de superviser l'équipe de techniciens, de rechercher de nouvelles lignes de produits, de les faire agréer par les P.T.T.

Un diplôme d'ingénieur et une expérience réussie dans ce domaine, ainsi qu'une connaissance de l'anglais sont des atouts pour vous permettre de prendre vos fonctions de plein-pied.

Ce poste est évolutif. Quand vous aurez prouvé vos capacités, nous serons sans doute à même de vous donner plus de responsabilités et un commandement plus important.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3140 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
4-4, RUE DE LA ROSIERE
75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

EXPANSIAL

Recherche pour : Société Nationale de Contrôle et Surveillance Technique en Algérie.

INGENIEURS

- Chef du Bureau d'Etudes Génie Civil
- Calculs Construction Métallique
- Réalisation opération de Génie Civil
- Calculs Béton Armé

REF. 3301
REF. 3307
REF. 3308
REF. 3310

TECHNICIENS SUPERIEURS

- Surveillance de chantiers

REF. 3308

Pour tous ces postes :

- Il est exigé : Une solide formation
- Une expérience minimum de 5 ans
- Il est offert : Une bonne rémunération
- Divers avantages sociaux

Adresser : c.v. détaillé sous référence correspondante à :

EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 PARIS

Société d'ASSURANCES (8°) spécialisée dans les Risques Industriels - Recherche :

INGÉNIEUR Gde ECOLE

Susceptible après formation rémunérée en Assurance Incendie de participer à la gestion technico-commerciale d'importantes Risques Industriels, et d'évoluer progressivement vers des fonctions de Chef de Service - 30 ans min. Réf. 1898

RESPONSABLE JURIDIQUE & CONTENTIEUX

Diplômé Supérieur de Droit - Solide Expérience dans service équivalent - Bonnes connaissances des sinistres et de leur procédure juridique - 35 ans min. Réf. 1897

Adresser C.V. manuscrit sous référence 5, rue de Provence 75009 PARIS

CENORSA

CABINET DE CONSEILS DE DIRECTION EN RECHERCHE DE CADRES

SOUS-CHARGE COOPER DEUX NOUVEAUX PARTENAIRES

Cette proposition ne peut convenir que des SPÉCIALISTES DE CETTE BRANCHE du conseil (INDÉPENDANTS OU SALARIÉS) dont le NIVEAU ACTUEL DE REVENUS se situe entre 120.000 et 180.000 F/an.

Large possibilité d'épanouissement personnel et d'évolution financière dans un contexte de type libéral.

Une candidature féminine de haut niveau est envisageable.

Discrétion absolue assurée veuillez préciser les noms des cabinets auxquels vous ne désirez pas voir transmettre votre lettre.

Ecrire en précisant bien la référence N. 2034 à :

L. T. P. Publicité, 31 Bd, BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui tr.

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour une de ses SOCIÉTÉS D'ETUDES

LE RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DE SES ACTIVITES NUCLEAIRES

Le poste conviendrait à Ingénieur Grande Ecole, 35 ans minimum avec formation complémentaire en Génie Atomique.

Nécessaire avoir 5 ans d'expérience Industrielle. (Réf. 76-41)

LE RESPONSABLE 'ETUDES GENERALES' MARKETING DE SES ACTIVITES DIVERSES DE PRODUITS INDUSTRIELS ET D'ACTIVITES NOUVELLES

Le poste conviendrait à Jeune Ingénieur Commercial possédant solides bases techniques et expérience Industrielle de quelques années. Anglais écrit et parlé indispensables. (Réf. 76-42)

Lieu de travail : banlieue Ouest de Paris.

Adresser C.V. détaillé manuscrit avec références et prétentions et n° de poste choisi à :

EMERY CONSEIL
12, bd Jean MEUNIER 92200 NEUILLY

ENTREPRISE DE POMPES FUNEBRES

recrute pour MAI 1976 un

CADRE DE HAUT NIVEAU

- I a :
- 35 ans minimum ;
- Formation commerciale supérieure ;
- Compétences sur la comptabilité générale et analytique.

- II fait :
- SECONDER le Chef d'Entreprise dans l'administration et la gestion de cette entreprise et l'ASSISTE dans l'organisation et la gestion du personnel.
- PARTICIPER activement :
- A l'élaboration et la mise en œuvre de procédures nouvelles ;
- A la détermination des objectifs tout en assurant leur suivi et leur contrôle ;
- ENCADRER ET ANIMER un réseau de chefs de bureau et d'assistants techniques.

- II est offert :
- Une formation complète par l'entreprise ;
- Un salaire de départ de 60.000 F/an ;
- Une large autonomie de gestion et d'animation sous l'autorité directe du Chef d'Entreprise.

Réponse et discrétion assurées à toute lettre manuscrite + C.V. + photo récente adressée sous

réf. 22 à M. JEAN-ANDRÉ LECLEERC

1, rue Louis-Murat - 75008 PARIS.



IMPORTANTE SOCIÉTÉ de SERVICE et de CONSEIL en INFORMATIQUE équipée du plus puissant

des ordinateurs en service dans le monde

LE CONTROL DATA 7600

recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME

- ayant 2 ans d'expérience dans l'emploi des ordinateurs CDC 6000 ou 7000 ;
- pour participer, après une période de formation, à : la maintenance du logiciel de base du CDC 7600.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé à :

FRANKLAB, référence 607/4776

4, av. de Bois-Préau, 92590 RUEIL-MALMAISON.

GROUPE D'ASSURANCES LA PRESERVATRICE

recherche pour sa branche Vie

UN JEUNE HEC

pour prendre rapidement la responsabilité de son Bureau d'Etudes Techniques et de Marketing.

- Pour réussir à ce poste, il faut :
- une bonne expérience du Marketing,
- une pratique et le goût des mathématiques appliquées,
- d'exceptionnelles qualités humaines dans les rapports sociaux et commerciaux, alliées à une forte autorité naturelle et à du caractère.

Formation complémentaire assurée et situation de réajustement.

Envoyer c.v. manus. et photo s/réf. M 6488 au département du personnel, 18, rue de Londres 75439 Paris Cedex 09.

مكتبة الامم المتحدة

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,99

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

OFUP OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

DELEGUES COMMERCIAUX PARIS - STRASBOURG - BORDEAUX LYON - LILLE - TOULOUSE

Hommes ou femmes (25 ans environ) pour participer à sa campagne de promotion de la presse économique dans les entreprises.

Le candidat :

- devra prouver ses goûts et ses aptitudes pour la vente d'abonnements.
- devra posséder une bonne connaissance de la presse écrite, une solide culture générale et être de formation supérieure (Diplôme de deuxième cycle exigé, anglais souhaité).

La rémunération :

est élevée en fonction des résultats statut salarié, congés payés.

Disponibilité immédiate.

Résident à PARIS même (pour les postes de PARIS) et dans les villes citées pour les postes de PROVINCE.

Adresser votre candidature à :

L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE
Service des Délégués commerciaux
15, rue Tiphaine 75015 PARIS
Joindre C.V. + Photo

CHEF DE PRODUIT TUBES INOX

Nous appartenons à un très important groupe international aux activités multiples et diversifiées. Dans le cadre du développement de notre département acier, nous recherchons actuellement un spécialiste tubes inox pour prendre en charge la commercialisation de ces produits au niveau national.

Vous avez, bien sûr, une expérience du produit ainsi que du marché et vous avez l'expérience d'un excellent négociateur doté d'une grande facilité de contacts à tous les niveaux.

Dans ce poste vous prendrez en charge non seulement la vente mais aussi les approvisionnements et les stocks.

Vous êtes titulaire d'une licence Supérieure Technico-commercial ou vous parlez anglais couramment. Si vous avez, comme nous, le sens de la réussite nous souhaiterions vous rencontrer. Merci d'envoyer votre curriculum vitae au réf. 2.134, à qui nous avons confié cette recherche.

INTERNATIONAL
BUSINESS DRIVE
6-8, RUE DE LA VIGNE
75015 PARIS

DIVISION BIENS D'EQUIPEMENT SOCIETE INTERNATIONALE recherche

RESPONSABLE DE GESTION

assistant du Directeur de division

fonctions :

- participation à la négociation des contrats en ce qui concerne leurs aspects juridiques, financiers et fiscaux.

- responsable de la gestion et de l'exécution de ces contrats.

- relations entre la division et les services administratifs et financiers de la Société.

formation :

- HEC ou équivalent et licence en droit.

- expérience : acquise dans une Société d'entreprise générale ou d'ingénierie ou dans un grand groupe industriel.

Age : 35 ans minimum.

salaires : en fonction de la formation et de l'expérience.

Ad. CV manuscrit et prétentions à N° 2221 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Voltaire 75002 PARIS

ENGINEERING PETROLIER INTERNATIONAL recherche pour Paris

ingénieurs commerciaux

En liaison avec les Services Techniques (études, chiffrage, financement...) dont ils coordonnent les interventions, ils assurent les négociations commerciales depuis l'élaboration d'un projet jusqu'à sa conclusion.

On recherche des ingénieurs diplômés parlant couramment anglais et ayant déjà une expérience de la négociation dans ce type d'activité.

Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions sous référence 317 D à :

claude debray conseil
18, rue Robert Lindet 75015 Paris

PROMO-INFORMATIQUE recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX Réf. 01

Il est demandé :
- Formation Ingénieur ou Licence de Sciences ;
- Expérience Informatique de Gestion ;
- Expérience de l'approvisionnement commercial et de la négociation dans une Société de Services ;
- Possibilité de déplacements ;
- Age 25 ans minimum.

Il est proposé :
- Diffusion de produits et services s'appuyant sur des techniques nouvelles dans marchés sensibles ;
- Salaire fixe élevé + intéressement aux résultats ;
- Affectation : secteurs Ouest et Sud-Est.

INGENIEURS TECHNICO- COMMERCIAUX Réf. 02

Il est demandé :
- Formation Ingénieur ou Licence de Sciences ;
- Expérience Informatique de Gestion, niveau Chef de projet ;
- Aptitude à la communication et goût de la responsabilité ;
- Possibilité de déplacements ;
- Age 25 ans minimum.

Il est proposé :
- Participation, animation, coordination et développement de contrats de produits ou de services ;
- Salaire adapté au niveau ;
- Affectation : secteurs Nord-Est, Ouest, S.-Est.

JEUNES ANALYSTES- PROGRAMMEURS Réf. 03

Il est demandé :
- Formation IUT ou équivalent ;
- Expérience analyse-programmation 1 à 2 ans (Informatique de gestion) ;
- Connaissance COBOL ;
- Déplacement des obligations militaires ;
- Age 23 ans minimum.

Il est proposé :
- Réalisation de travaux informatiques à l'aide d'ordinateurs (et matériels) automatisant l'analyse et la programmation ;
- Salaire adapté au niveau ;
- Lieu de travail : Paris.

INGENIEURS INFORMATIENS Réf. 04

Il est demandé :
- Formation Ingénieur ou Licence de Sciences ;
- Expérience Ingénieur Systèmes ;
- Aptitude et goût pour la rédaction et la mise à jour de documents techniques ;
- Possibilité de déplacements de courte durée.

Il est proposé :
- Participation à l'élaboration et à la mise à jour de documents techniques ;
- Implantation de logiciels ;
- Salaire adapté au niveau ;
- Lieu de travail habituel : Paris.

Pour tous ces postes :
- Une formation à la méthode et aux logiciels d'analyse et de programmation PARM sera assurée.
- Une connaissance et une expérience du télétravail et de base de données sont souhaitées.
Envoyer C.V. en précisant la référence du poste demandé à :
PROMO-INFORMATIQUE, 9, rue Richemont - 75008 PARIS.

Chef Comptable et Administratif

sous la responsabilité du Directeur Général, il sera chargé de :

- la préparation des bilans français et américains ;
- la gestion du personnel et la paye ;
- les relations sociales.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 25 ans minimum, ayant une solide formation comptable, fiscale et administrative acquise au cours d'une expérience similaire dans une Société internationale.

Anglais indispensable.

Poste à pourvoir dans la banlieue Sud-Ouest de Paris.

Adresser C.V. détaillé sous référence 10.215 à :

FLAEM EMPLOY
158, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE recherche Pour son service du Contentieux UN CADRE

LE CANDIDAT DEVRA :
- Posséder une très bonne expérience dans le domaine de la procédure, notamment commerciale ;
- Être licencié ou Docteur en Droit privé. Une connaissance des techniques et opérations bancaires sera appréciée.

IL LUI SERA PROPOSE :
- De participer à la mise au point de dossiers contentieux importants ;
- D'assurer les relations avec les directions de l'Établissement et les organismes professionnels ;
- Une rémunération en fonction de l'expérience acquise ;
- Une situation stable offrant de réelles possibilités d'avenir.

Écrire avec C.V. et prétentions sous N° 54374 à BLEU Publicité 17, rue Label, 94800 VINCENNES qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'HYPERMARCHÉS recherche pour sa Centrale d'Achat DES CHEFS DE PRODUITS- ACHETEURS

Vous êtes :
- Jeunes, de formation universitaire (H.E.C., ESSEA, H.A.G., Sciences Eco., etc.) convaincus que la « réussite » procède avant tout de qualités humaines que de connaissances professionnelles.

Nous vous proposons :

- une fonction passionnante faisant appel à la fois au marketing, à la négociation d'achat et à la négociation de vente, dans des produits de grande consommation ;
- un lieu de travail agréable en métropole (Ile-de-France) ;
- une rémunération que nous débattrons ensemble en fonction de vos compétences et qui est assortie d'un intéressement important aux résultats de l'entreprise ;
- une formation de 6 mois à 1 an aux méthodes de notre entreprise.

Envoyer C.V. man. détaillé et photo au n° 245.653, RECHERCHES, 15 bis, rue Bismarck, PARIS-8.

Nordson

AL'AVANT-GARDE DES
PROCÉDÉS DE COLLAGES
ET D'APPLICATION
DE PEINTURE

SOCIÉTÉ JEUNE
À L'EXPANSION RAPIDE
ET SOUTENUE GRÂCE
À LA QUALITÉ DE SES
ÉQUIPEMENTS ET DE
SON SERVICE

RECHERCHE Ingénieur technico-commercial pour EST de PARIS et région EST

Nous offrons :
• Un travail stable et varié.
• Une grande indépendance.
• Un salaire élevé.
• Une voiture.
• De réelles possibilités de promotion en France et à l'étranger.

Si vous êtes intéressé par la vente d'équipements industriels et que vous avez des aptitudes en mécanique et électricité, la maîtrise de l'anglais, une bonne culture générale.

Pour un premier entretien tél. à :
NORDSON-FRANCE S.A.
53, avenue de Strasbourg
91300 NOISY-LE-SEC
Tél. : 844.34.84 - 844.01.66

Entreprise générale
recherche pour ses chantiers à l'étranger

contrôleurs budgétaires

pour assurer, en liaison avec les autres services, le contrôle permanent des dépenses en fonction de l'avancement des travaux.

on recherche de jeunes diplômés ayant une première expérience dans une entreprise de construction (métrés, devis.)
Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions sous réf. 317 C.

claude debray conseil
18, rue Robert Lindet 75015 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CHIMIQUE Société Social PARIS recherche

DIPLOMÉ HEC - ESSEC - E.S.C.P.

ayant plusieurs années d'expérience dans la vente de produits industriels.

Il aura pour mission de développer nos ventes sur le marché français :

- intervention directe auprès de notre clientèle, secteur région parisienne ;
- intervention à travers nos réseaux d'agents en province.

Un tracé de carrière peut être envisagé pour le candidat retenu.

Envoyer C.V., photo et prétentions, n° 43.217, CONFESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

FIRME INDUSTRIELLE D'IMPLANTATION MONDIALE recherche pour son Service FINANCIER

des comptables 1^{er} ou 2^e échelon

Titulaires du baccalauréat G2 B.T.S. ou équivalent.
Si possible ayant quelques années d'expérience.

Adresser curriculum vitae sous réf. AFIC (mentionnée sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Vernef 75008 PARIS

Très importante société internationale fabriquant la gamme la plus complète de groupes et d'outils hydrauliques (marteaux-piqueurs, dameuses, perceuses, et tronçonneuses, etc.) recherche un

INGENIEUR COMMERCIAL HYDRAULICIEN

futur Chef de département.

Spécialiste de ce type d'outillage et connaissant parfaitement la distribution de ces produits pour tester les possibilités du marché et réussir l'implantation en France de sa gamme.

Anglais indispensable.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous référence 10.211 à :

plein emploi
10, rue du Mail
75002 PARIS.

Importante Société de Constructions Mécaniques banlieue Nord de Paris recherche

contrôleur de gestion

pour diriger son service de prévisions résultats et de valorisation des matières exportées.

Ce poste exige :
• la pratique de la gestion prévisionnelle ;
• de bonnes connaissances comptables ;
• une grande curiosité d'esprit.

En outre il serait souhaitable que le candidat ait des connaissances techniques en matière de matériels mécaniques.

La connaissance de l'anglais serait appréciée.
Ecrire avec C.V. détaillé à N° 2653 SPERAR 12, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX, qui transmettra.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

M. Paul Granet annonce la création d'un « atelier central d'environnement »

Un atelier central d'environnement dont l'état-major sera constitué d'une dizaine d'architectes, d'urbanistes, d'ingénieurs et d'écologistes de haut niveau

va être créé dans les jours qui viennent, a annoncé M. Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'environnement, au cours d'une conférence de presse le mardi 2 mars. Cet atelier sera une sorte de jury

écologique chargé d'examiner les études préalables d'impact sur l'environnement auxquelles tous les promoteurs de grands projets publics ou privés vont être astreints.

Les grands projets publics sous surveillance

Cela vaudra pour les barrages, les autoroutes, les canaux, les aéroports, les centrales électriques, les lignes à haute tension, les zones industrielles et même pour les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (S.D.U.) et les principaux plans d'occupation des sols (P.O.S.). Le dossier d'impact devra comporter quatre parties : justification du projet et alternatives, analyse du milieu, conséquences de l'aménagement sur ce milieu, évaluation financière des dégâts écologiques. Les « experts » d'impact ont été officiellement constitués, il faut le compléter ou le recommencer et si les dommages prévisibles justifient une remise en cause du projet.

Il existe deux à trois cents projets dont la réalisation décidera du visage de la France pour deux décennies, a dit M. Granet. Nous nous battons pour qu'ils tiennent compte de l'environnement. Ceux-ci seront examinés par l'atelier central. Les autres seront du ressort des services régionaux que nous allons multiplier.

Le secrétaire d'Etat anticipé ainsi sur le vote du projet de loi sur la protection de la nature qui sera examiné en mai prochain par le Parlement. Son article 2, en effet, rend obligatoire ces études préalables

d'impact que M. Granet tient pour « l'innovation la plus importante depuis la création, en 1971, du ministère de l'Environnement ». Le secrétaire d'Etat a d'ailleurs ajouté qu'il n'avait pas besoin de la loi pour imposer des contraintes écologiques aux grands services publics. Il a cité l'exemple de la voie du train à grande vitesse Paris-Lyon (T.G.V.) pour le tracé de laquelle la S.N.C.F. et les services de l'environnement se sont concertés (le monde du 25 février 1975). Il a même annoncé que la S.N.C.F. s'est engagée à réaménager toutes les carrières qui seraient ouvertes pour extraire le ballast.

Cela signifie, a dit M. Granet, que le secrétaire à l'environnement est devenu créateur. La protection du public n'est donc pas fondée. La bataille de la qualité de la vie sera gagnée.

Dressant le bilan de l'action de ses prédécesseurs, M. Granet l'a jugé « important, satisfaisant et trop mal connu ». Puis il a présenté ses propres objectifs. D'abord, dès la session de printemps, faire voter, outre la loi sur la protection de la nature, trois autres textes qui « traitent » : une loi réglementant les incinérations de produits toxiques en mer, une autre réglementant les

immersions en mer, une troisième rajoutant la vieille loi de 1977 sur les établissements classés comme dangereux, insalubres et incommodes (la plupart des usines).

Pour sa part, il présente un autre train de trois projets de loi : l'un sur la pêche, l'autre sur la chasse, le dernier sur les carrières. Ce texte rendu particulièrement urgent par l'« anarchie » dans laquelle s'exerce l'industrie d'extraction des granulats comporte deux dispositions importantes. Des périmètres exploitables pour les carrières seront définis après enquête publique. Ailleurs, toute exploitation sera interdite. L'autorisation d'ouverture d'une gravière ne sera donnée qu'après acceptation d'un cahier des charges obligeant l'industriel à réaménager les lieux en fin d'exploitation. Ce projet sera déposé sur le bureau du Parlement avant la fin de 1976.

M. Granet compte encore « pousser » la lutte contre la pollution des eaux en multipliant les stations d'épuration et en améliorant leur rendement. Objectif : ramener en 1985 la pollution des rivières au tiers de ce qu'elle était en 1970. Cette action s'accompagnera d'un nettoyage de leur lit et d'une remise en état des berges programmée sur dix ans. Si les rivières et les associations syndicales ne veulent pas s'associer à cette restauration, il faudra en tirer les conséquences sur le plan du droit de pêche, du droit d'usage, voire même de la propriété. En clair, cela signifie que si l'Etat se substitue aux particuliers pour sauver les cours d'eau privés ceux-ci seront nécessairement ouverts au public.

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat a confirmé la création d'une agence nationale de l'air avant la fin du VII^e Plan, et la mise en route de

l'agence nationale des déchets qui sera opérationnelle en 1977. Une série de mesures antir bruit seront prises en juin prochain après une communication sur ce sujet au conseil des ministres.

Pour les parcs régionaux, dont le financement devenait aléatoire depuis qu'ils étaient confiés aux régions, M. Granet a annoncé qu'une formule d'aide financière de l'Etat était à l'étude. Les parcs recevraient des crédits de Paris en fonction de leurs actions de protection et d'aménagement rural.

Pour le bonheur des Français

Enfin, le secrétaire d'Etat a exprimé son intention d'intervenir plus souvent et plus vigoureusement dans les villes. Des « contrats verts » vont être signés avec Strasbourg, Evry et Cahors. Les municipalités s'engagent à développer leurs espaces verts et le ministère les aide. Les plans verts (à l'échelle du département) comme celui élaboré par le conseil général du Val-d'Oise seront financièrement encouragés ; les jardins privés ouverts au public. Premières expériences avec le parc du séminaire d'Issy-les-Moulineaux et avec deux parcs de châteaux dans la Sarthe.

« Loin de coûter cher, a conclu M. Granet, la politique d'amélioration de la qualité de la vie allège les charges collectives. D'ailleurs, le bonheur des Français n'a pas de prix. Pour l'aider, le compte sur les associations. Bien qu'elles soient minoritaires, il faut tenir le plus grand compte de leur avis, car elles représentent l'opinion publique de demain ».

MARC AMBROISE-RENDU.

A PROPOS DE...

LE BUDGET DU PARC NATUREL DE BROTONNE

0,0005 % pour la nature

Au cours de leur dernière session budgétaire, les conseils généraux et le conseil régional de Haute-Normandie ont réduit de moitié les crédits d'équipement et de fonctionnement du parc naturel régional de Brotonne, qui sont passés de 1,5 million à 750 000 francs. Le préfet de région avait déjà, de son propre chef, diminué les demandes de crédits.

Créé officiellement il y a dix-huit mois à peine, le parc de Brotonne intègre trente-cinq communes abritant sept mille foyers et couvre 40 000 hectares. Dans le schéma d'aménagement de la Basse-Seine, il représente une coupure verte évitant que de Rouen au Havre ne s'étende un couloir urbain et industriel. Bien entendu, le parc est soumis à une forte pression des acheteurs de terrains à bâtir (les prix ont doublé en trois ans) et des industriels. Les responsables du parc doivent donc, en priorité, tenter de « maîtriser la foncier » et d'attirer à développer les revenus des petits agriculteurs. Aussi, à côté des activités de loisirs et de détente, prévoyaient-ils des actions en faveur de l'agriculture et de l'artisanat, l'aménagement rural respectueux des équilibres naturels, l'étude d'un lotissement

expérimental, la mise en valeur du patrimoine architectural. Dans leur programme, ils insistent également sur les actions de sensibilisation et d'accueil des jeunes.

Pour réaliser tout cela, les demandeurs ont une somme plus que modeste puisqu'elle représente 0,0011 % des budgets additionnés de la Seine-Maritime, de l'Eure et de la région Haute-Normandie. Or leur a finalement accordé... 0,0005 % ! Cette amputation draconienne remet évidemment en cause la conception même de l'aménagement de la Basse-Seine que les élus semblaient avoir approuvée.

L'an prochain, le conseil syndical du parc, pour éviter semblable rebuffade, n'hésitera qu'à un projet de budget au préfet et aux élus, qui statueront en fonction de leurs « possibilités ». Alors, mais alors seulement, le parc arrêtera son budget défilant, qui ne pourra qu'être conforme aux vœux des assemblées. C'est ce qu'on appelle l'autocensure. Enfin, dernière mésaventure, une gravière veut étendre son activité dans le périmètre d'une base de plein air en cours de réalisation. Le conseil syndical du parc refuse à l'unanimité cette extension. Mais, là encore, aura-t-il le pouvoir réel de s'y opposer ?

JACQUES GRAAL.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

M. Poniatowski : une politique contractuelle pour le développement régional

« L'aménagement du territoire est un dialogue permanent entre les collectivités locales, les régions et l'Etat. Certes, 1975 a été une année de réflexions sur la mutation de l'aménagement du territoire mais cette politique reste essentielle dans la période que nous vivons », a déclaré, mardi 2 mars, M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'in-

terieur, devant l'Association des journalistes du développement régional.

M. Poniatowski a expliqué à cette occasion ses objectifs pour les années à venir. « L'aménagement local se fait souvent par des politiques contractuelles comme la politique des villes moyennes ou celle des « contrats de pays ». Elles impliquent une association très étroite entre la DATAR, les échelons régionaux et les collectivités locales : c'est dans ce sens que fut demandé au préfet de l'aménagement du territoire de renforcer les liens de son équipe avec les collectivités concernées ».

Le ministre de l'intérieur a aussi indiqué que des politiques seraient définies par grandes zones : pour les zones frontalières, la montagne, le littoral, l'image de ce qui a été engagé pour le Massif Central. En outre, des « mesures significatives » vont être prises pour favoriser les créations d'emplois industriels et tertiaires ; harmonisation du régime des aides financières pour les créations et les extensions d'entreprises ; efforts pour les petites et moyennes entreprises dans les petites villes ; relèvement du plafond de la prime par emploi ; accentuation des procédures de déconcentration administrative. Enfin, à l'image de ce qui a été fait pour Lyon, des études sont engagées pour développer le rôle de Strasbourg, de Lille et de Marseille comme places bancaires et financières.

LE P.S. ET LES MESURES SUR LE CADRE DE VIE. — Dans un communiqué du mardi 2 mars, le parti socialiste prend position sur les mesures récemment arrêtées par le gouvernement (le Monde du 25 février) au sujet de la participation des citoyens aux décisions touchant à leur cadre de vie. Il souligne « le caractère limité et peu démocratique des quelques mesures envisagées alors que les citoyens ne peuvent même pas débattre du contenu des plans d'occupation des sols ».

Faits et projets

Construction navale

● L'EMPLOI DANS LES CHANTIERS NAVALS FRANÇAIS occupe actuellement trente mille salariés : cinq mille cinq cent cinquante d'entre eux devraient être recrutés d'ici à la fin de 1977. C'est ce qu'a déclaré au cours d'une conférence de presse réunie à Marseille, M. Philippe Fichet, premier vice-président de la fédération nationale C.G.C. de la métallurgie. Les orientations du VII^e Plan, qui prévoit une réduction de 30 % des heures productives à partir de la fin de 1977, et ce, au moins jusqu'en 1980.

Environnement

● AGRICULTEURS ET MAIRES CONTRE LE L.O.V. — Les associations agricoles des départements de Seine-et-Marne, Yonne, Saône-et-Loire, Ain et les maires de cinquante et une communes de la région de Lyon touchées par le tracé de la voie du futur train à grande vitesse (T.G.V.) ont réaffirmé, le mercredi 2 mars à Paris, leur opposition au projet en raison « des graves dommages causés aux exploitations agricoles et aux communes rurales ».

Urbanisme

● POUR LES HANDICAPÉS A BORDEAUX. — Dans le centre de Bordeaux des plans inclinés vont être aménagés aux extrémités des trottoirs pour faciliter les déplacements des handicapés et des personnes âgées.

● DES PIETES ET DES CYCLES. — Le vélo est à la mode, le vélo a de plus en plus des adeptes. Ce n'est pas à Paris que les amateurs de la « petite reine » peuvent espérer pratiquer commodément leur sport. Une réponse du préfet, publiée au Bulletin municipal officiel du 27 février sur une question d'un conseiller de la capitale, M. Gilbert Gaudier, fait le point sur la situation. Des pistes cyclables n'existent que dans le bois de Vincennes et de Boulogne. Le bois de Boulogne compte actuellement

1.750 kilomètres de pistes cyclables réservées aux enfants, entre la porte Maillot, 3.550 kilomètres d'aires de promenade pour les cyclistes aménagées autour du champ de courses de Longchamp et 4.300 kilomètres de pistes cyclables réparties dans les massifs forestiers. Le bois de Vincennes, par sa part, comprend 1.350 kilomètres de pistes cyclables aménagés et réservés à la promenade.

Des études sont en cours, précises le préfet, pour améliorer cette situation dans chaque des deux bois.

Transports

● UN NOUVEAU SERVICE SUR LES ANTILLES. — Le nouveau porte-conteneurs français *Payot*, battant pavillon de la Compagnie de navigation mixte, est entré en service le mardi 2 mars, au Havre, sur la nouvelle ligne des Antilles. Aucun incident n'a été à signaler. La vive polémique qui opposait depuis plusieurs semaines les syndicats de personnels sédentaires de la Compagnie générale maritime à la direction de la Compagnie de navigation mixte semble donc, pour l'instant, apaisée. — (Corresp.)

Région parisienne

● L'EXTENSION DE LA CARTE ORANGE. — Le rattachement entre les quatre zones de la carte orange et les zones situées jusqu'à 75 kilomètres de Paris est entré en vigueur le lundi 1^{er} mars.

Le comité de liaison des usagers de la grande périphérie parisienne estime, dans un communiqué, que « cette décision est une première étape dans la promesse faite par le secrétaire d'Etat aux transports d'étudier les mesures pratiques de la région parisienne avec les principales villes de la grande périphérie, telles que Chartres, Orléans, Dreux, Evreux ».

Le comité rappelle qu'il « souhaite la création d'un titre de transport à tarif social pour tous les usagers qui travaillent dans la région parisienne, sans discrimination de distance ».

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces minilentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd. Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 322.15.52

Documentation et liste des correspondants
francophones et étrangers sur demande.

YSOPTIC

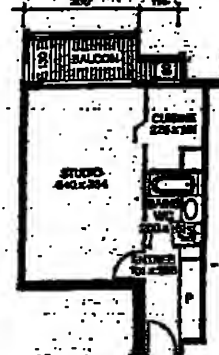
Appartement témoin sur place
33, rue Censier.
Prix fermes et non révisables.

SEFRI-CIME 538 52 52

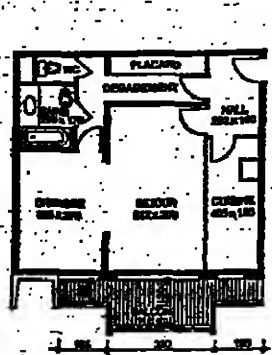
quand on habite
Censier 33
(du studio au 5 pièces)

on est
bien entouré

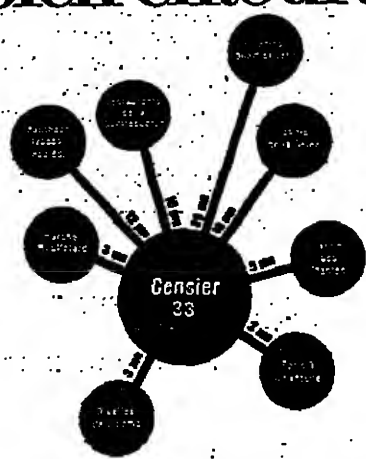
bien logé



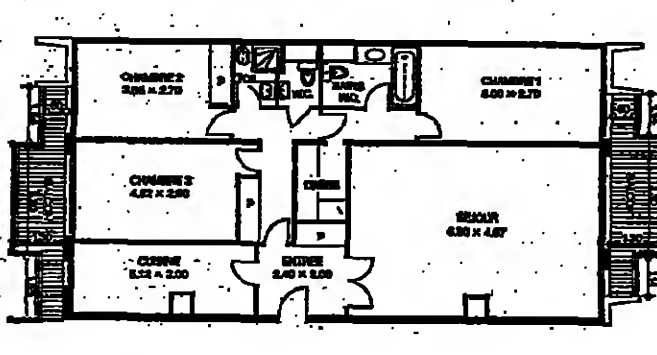
studio B5: 28,90 m2 + balcon 4,83 m2



2 pièces B2: 47,50 m2 + balcon 6 m2



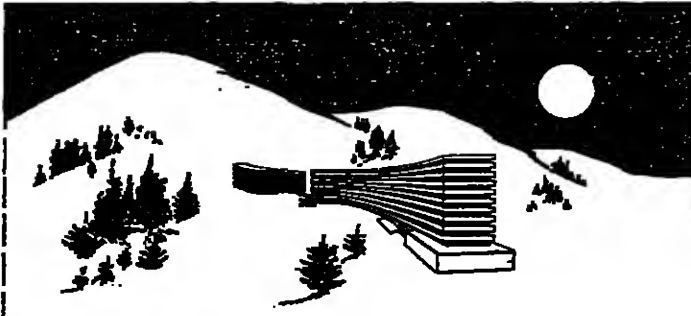
bien logé



4 pièces: 102,93 m2 + balcon 11,52 m2

RENDEZ-VOUS AVEC LE PRINTEMPS SUR LA COTE D'AZUR

AVEC TOURISME S.N.C.F.
Séjour à Sainte-Maxime, résidence de vacances « Maxima 2000 » (Réservé aux titulaires de la carte « Vacances » et à leurs conjoints.)
Dimanche 21 mars : Départ de Paris (couchette 2^e classe).
Lundi 22 mars : Arrivée à Saint-Raphaël et transfert à « Maxima 2000 ».
Séjour en pension complète, y compris boissons, jusqu'au 3 avril.
Présence d'un animateur.
Samedi 3 avril : Transfert à Saint-Raphaël et départ par train (couchette 2^e classe).
Dimanche 4 avril : Arrivée à Paris (vers 8 h. 30).
Prix tout compris au départ de PARIS : 1.370 F (conditions spéciales pour les groupes).
Renseignements et inscriptions : Tourisme S.N.C.F., L.A.V. 17 A, 127, Champs-Élysées, 16, bd des Capucines; principales gares S.N.C.F.; gares RER de NANTERRE, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, VINCENNES, RANBOUILLET, 48, rue du Général-de-Gaulle.
Ventes par correspondance : R.P. 130 - 75023 PARIS CEDEX 01.



Superdévoluy construit un studio et demi pour le prix d'un studio

Dans le haut-pays du « bien-être en France » votre appartement 1 p + 1, double orientation, en copropriété, dans une station richement équipée qui vit à pleine saison 4 mois d'hiver, 4 mois d'été.

BON à découvrir et à adresser à SUPERDEVOLUY S.A.R.L. parc de stationnement du rond-point des Champs-Élysées B.P. 31.08 75365 PARIS CEDEX 03. Pour recevoir le dossier et tarifs de lancement.

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

Une réalisation Grands Travaux de Marseille

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Le travail temporaire en question

II. — DANS L'ATTENTE D'UN EMPLOI STABLE

par MICHEL CASTAING

N'importe qui peut créer une entreprise de travail temporaire (E.T.T.). Aussi certaines de ces firmes se laissent-elles aller à des « abus regrettables », selon l'expression de M. Durafour. Un grand effort de normalisation et de moralisation s'impose (« le Monde » du 3 mars).

Il est possible de rencontrer des travailleurs temporaires heureux. Tel ce chaudronnier-tuyautier P. 3, qui a délibérément choisi, voici bientôt neuf ans, le chemin calvaire de l'interim. Excellent ouvrier, Pierre a refusé à plusieurs reprises un emploi stable. « J'ai été suffisamment échaudé », dit-il. Plus question d'être enchaîné à vie à un patron, à une usine, à des cadences. Le gars sa caravane « où il veut » : il trouve de l'embauche « quand il veut », un peu plus de quarante semaines par an. Pierre reconnaît pourtant, qu'il est soumis, lorsqu'il travaille, au même rythme, « parfois infernal », que les salariés permanents, sans bénéficier d'avantages sociaux équivalents. De plus, il peut être licencié à tout moment en cours de contrat, sans préavis ni indemnités (1). « Cela m'est rarement arrivé, assure-t-il. De mon côté, je peux donner mon congé à mon patron ou refuser tel chantier quand cela me plaît. Je touche, en moyenne, un salaire supérieur de 5 % à celui que je recevrais si j'étais stable » (2).

Et l'Agence nationale pour l'emploi ?

Les responsables des entreprises de travail temporaire affirment que cette présence massive de jeunes est constante depuis des années et n'a rien à voir avec la crise actuelle. Ils en tirent argument pour assurer que le passage dans différentes entreprises utilisatrices donne aux jeunes un supplément d'expérience pratique, voire des connaissances nouvelles, indépendamment de la « formation-maison » organisée par les plus grandes E.T.T. Durant ces huit dernières années, Manpower-France a, selon M. Michael

Grunelins, son président-directeur général, « recyclé » dix mille personnes. En réalité, c'est la recherche d'un travail permanent qui est le premier souci de la plupart des intermédiaires : ils considèrent leur situation actuelle comme un « mal nécessaire », préférable au chômage. Si l'on en croit un récent sondage du Normatt, syndicat patronal professionnel, 90 % d'entre eux seraient moins d'un mois dans ce marché particulier de l'emploi.

Rien n'interdit d'ailleurs à une

entreprise utilisatrice de titulariser un travailleur temporaire. Ce cas se produit. Trop souvent, la période pendant laquelle le salarié est embauché à titre intérimaire sert de test au futur employeur : malgré les dispositions légales, cette mise à l'épreuve peut être renouvelable à merci par le biais des contrats à durée déterminée et indéterminée ou par le jeu de dérogations et d'arrêts de procédure. Il arrive même que l'utilisateur fasse « tourner » les travailleurs temporaires à un même poste, afin de dénicher l'homme idéal.

La législation détermine les motifs d'embauche autorisée de personnel intérimaire : essentiellement l'absence momentanée du salarié permanent (maladie, congés, etc.) et la création — ou le surcroît — occasionnelle d'activité. Elle prohibe à l'employeur de recourir à cette main-d'œuvre lors d'un conflit du travail. M. Jean Neidinger, secrétaire général de la commission sociale du C.N.P.F., estime que la loi du 3 janvier 1972 est « trop bureaucratique » et déclare : « Quand, par exemple, dix ou quinze techniciens de l'informatique déclenchent une grève, le bouchon qui paralyse un secteur d'activité concernant quinze mille à vingt mille personnes, on devrait pouvoir les remplacer par du personnel temporaire ». Cela s'est déjà passé notamment pendant la « grande grève » des postiers, en novembre-décembre 1974 : l'appel, sinon franc du moins massif, aux E.T.T. a abouti à l'existence pendant plus d'un mois d'une véritable « poste parallèle ». Là encore, la loi a été tournée.

Les syndicats ouvriers ont toujours adopté une position de principe hostile au travail temporaire. « Il n'est pas acceptable, dit un responsable cégétiste, que l'on ne puisse pas travailler de façon permanente. » Mais nécessité fait loi, à condition, notent les syndicats, que la pratique de l'intérim soit « très strictement limitée ». En tout état de cause, les centrales ouvrières affirment hautement que le personnel temporaire doit dépendre uniquement et directement de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.), non d'entreprises à but lucratif marchandes de main-d'œuvre (3). Ils dénoncent le « contrat triangulaire », travailleur-E.T.T.-entreprise utilisatrice. Mais un directeur d'E.T.T. réplique : « Prenez l'exemple d'une usine qui, un matin, demande deux magistres, un comptable et deux sténodactylos pour l'après-midi ou le lendemain : croyez-vous sérieusement que les services de l'A.N.P.E. ont la souplesse suffisante pour satisfaire ce client ? »

Deuxième critique majeure des syndicats : la quasi-totalité des intermédiaires ne bénéficient pas d'avantages conventionnels ou d'entreprise. « Cette mise à l'écart, dit le syndicat national (C.G.T.) des salariés d'entreprises temporaires, constitue un

moyen de pression sur l'ensemble des luttes et une opération de division entre le personnel stable et le personnel intérimaire. Cette opération est poussée à son comble quand, sur un même lieu de travail, on trouve des travailleurs temporaires journaliers par quinze ou vingt E.T.T. différentes. »

Destiné parfois à « masquer des licenciements », le recrutement exagéré d'intérimaires permet aussi au patronat d'ajuster les revendications ouvrières : réversible et remplaçable dans l'heure, le travailleur temporaire peut difficilement avoir un comportement syndical militant. Tout récemment, la direction d'une entreprise bordelaise de bâtiment a immédiatement muté sur d'autres chantiers quelques-uns de ses intérimaires, la moitié de ses effectifs — qui, avec l'ensemble des cadres et ouvriers permanents de l'établissement, s'élevaient à 150 — en grève après un accident mortel du travail. Certaines E.T.T. elles-mêmes concourent à cette entrave aux libertés syndicales, sous couvert du « secret professionnel ».

D'autres griefs sont adressés aux employeurs et aux utilisateurs de main-d'œuvre temporaire. Aux premiers, on reproche de surqualifier ou de déqualifier les salariés, selon l'intérêt financier ou tactique qu'ils y trouvent. C'est ainsi que la majorité des E.T.T. dont le personnel permanent technique est nul ou réduit à l'extrême, n'ont pas la formation professionnelle, est parfois évaluée très approximativement.

On accuse souvent les utilisateurs de leur confier les tâches les plus dangereuses. Le NORMATT prend ici la défense de ses clients, en citant des chiffres : « En 1973, sur 111 680 travailleurs intérimaires employés dans l'industrie et les chantiers, 1 310 accidents graves avec constitution de rente ont été constatés. Soit 6 % des accidents déclarés, contre 10 % dans la totalité des branches professionnelles comparables occupant des effectifs permanents. D'autre part, le taux de collision sociale, fixé par le ministère du travail en fonction du nombre et la gravité des accidents, est, dans les E.T.T., de 5,4 % pour les emplois industriels ou de chantiers contre, par exemple, 4,1 % dans le bâtiment et 13 % dans la construction métallique (personnel stable) ». Il n'existe pas, à notre connaissance, d'autres éléments de comparaison. La loi stipule que l'application des règles d'hygiène et de sécurité, sur les lieux de travail et pour tout salarié, incombe à l'établissement utilisateur, tandis que l'E.T.T. doit pour ce qui concerne ses employés, respecter les obligations médicales : visite d'embauche et contrôle annuel.

Un « service objectif »

Le patronat de la corporation — plus particulièrement le NORMATT — souhaite négocier la signature d'une convention collective avec les syndicats ouvriers. On le comprend : cela n'aboutirait-il pas à faire avaliser par la C.G.T., le C.F.D.T. et F.O., notamment la notion même d'intérim et, grâce à cette caution, à redorer le blason des E.T.T. dans l'opinion publique ?

Compte tenu des positions de principe des grandes centrales, de tels pourparlers risquent de ne pas s'engager avant longtemps. Il faudra pour y parvenir des « révisions déchirantes » du côté des syndicats ouvriers qui, n'ayant pratiquement jamais ouvert un débat national sur le sujet, devront surmonter leurs propres contradictions. D'une part, ils rejettent l'idée du travail temporaire ; d'autre part, ils en reconnaissent implicitement l'existence en réclamant — à juste titre — les mêmes droits pour les salariés intérimaires que pour les travailleurs permanents.

De son côté, la profession doit, avant de dialoguer avec les centrales ouvrières, remplir deux conditions : — Créer une société de caution mutuelle, qui garantirait les « défaillances » des E.T.T. en matière de paiement des charges sociales. Une telle société, à l'étude depuis octobre 1973, aurait l'aval de la chambre syndicale des banques populaires, patrons de tutelle : Unifier les deux syndicats professionnels patronaux, le NORMATT, très actif, et le SNETT, plus ancien mais plus discret. Le C.N.P.F. réclame d'ailleurs depuis plusieurs années un adhérent unique pour les activités de travail temporaire. Cette fusion devrait intervenir dans les prochains mois.

Les E.T.T. souhaitent simultanément harmoniser leurs rapports avec l'Agence nationale pour l'emploi. D'jà certaines bénéficient des services de l'Agence, qui au lieu d'adresser directement les travailleurs temporaires aux entreprises utilisatrices — ce qui semblerait la logique même — les dirigent vers des E.T.T. Redoublant la concurrence des utilisateurs, qui par le système dit de « règle », ont de plus en plus tendance à

se louer l'un l'autre — parfois fort cher — du personnel permanent, la profession voudrait systématiser l'entente avec l'A.N.P.E. A l'opposé de cette orientation, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale et président du conseil régional de Franche-Comté, avait émis, il y a un an, l'idée de créer des Offices régionaux de travail temporaire, avec interdiction simultanée de toutes les sociétés privées de placement de personnel. S'il était suivi, un coup fatal serait porté à une corporation dont on peut difficilement nier qu'elle ait rendu jusqu'ici d'appréciables services au patronat.

FIN

(1) La législation a institué une indemnité dite de « précarité d'emploi », fixée à au moins 15 % du salaire brut et qui doit apparaître comme distinct du salaire de base. Mais les textes ne précisent pas quand doit être versée cette indemnité, qui, dans la pratique, constitue souvent un élément de la rémunération.

(2) Malgré la conclusion de l'accord intervenu en 1971 entre les deux syndicats professionnels patronaux, le SNETT et le NORMATT, et approuvé par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale et la direction générale des impôts, l'E.T.T. continue de verser à leurs employés de bas salaires, complétés par des frais de déplacement exorbitamment élevés : cette pratique leur permet de réduire sensiblement leurs charges sociales.

(3) Dans son livre *Les Nouveaux Marchands d'hommes*, Étude du travail intérimaire, M. Guy Calu, professeur à l'université de Paris-X-Nanterre, donne les « fourchettes » et les classifications suivantes : 1 % à 15 % des travailleurs temporaires sont des « professionnels », 10 % à 17 % des « abonnés » (ne peuvent travailler qu'à certaines périodes et pour des durées strictement limitées) et 65 % à 75 % des « passagers ». D'autre part, plusieurs centaines de milliers de Français ont recours dans l'année, au travail temporaire. Les chiffres ne sont pas connus avec précision : 370 000 selon le NORMATT, 500 000 selon le C.G.T., 5, avenue de la République, 75010 Paris.

(4) Cf. notamment une étude sur le travail temporaire, numéro spécial de mars 1976, de *L'Annuaire social*. (5) Un accord, dénoncé aujourd'hui par certains cégétistes, a cependant été signé en octobre 1968 entre Manpower-France et la C.G.T. Il porte notamment sur les conditions salariales et la représentation syndicale.

Prévention incendie.

Face à la complexité croissante des règlements, les constructeurs français sont-ils désarmés ?

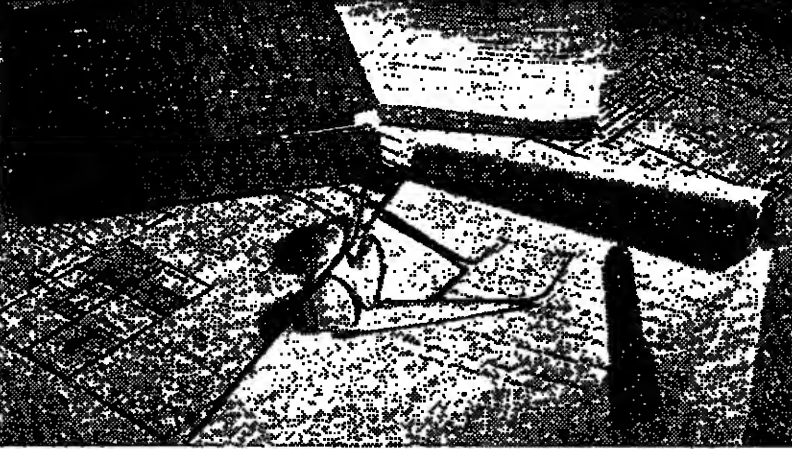
Notre pays peut se targuer d'avoir mis au point la réglementation de prévention incendie la plus précise et la plus élaborée du monde. L'ouvrage de référence est la Bible Rouge, épais volume de 671 pages de règles impératives — portant parfois sur des détails, en apparence insignifiants, en fait, essentiels —, règles dont la non-observation engage votre responsabilité. L'efficacité de cette réglementation est réelle, mais comment vous y retrouver dans sa complexité ?

La Socotec : un spécialiste qui est votre allié.

En 1976, la prévention incendie est devenue une affaire de spécialistes. Et il était bien normal que le leader du contrôle sécurité soit le premier à vous offrir ce nouveau service : un appui technique complet pour concevoir, construire et maintenir en leur état les bâtiments répondant exactement aux normes légales de sécurité incendie. Organisme agréé, la Socotec met à votre disposition des équipes techniques pluridisciplinaires — constituées par les spécialistes des différents corps d'état techniques — toutes spécialement formées pour la prévention contre les risques d'incendie.

Un service complet qui s'exerce à tous les stades de la vie de l'ouvrage.

L'intervention de Socotec commence dès l'avant-projet et va jusqu'aux vérifications périodiques en cours d'exploitation. Votre intérêt est d'y faire appel le plus tôt possible, de manière à éviter des risques graves ou de coûteuses modifications de vos ouvrages pour satis-



La Bible Rouge : 671 pages de prescriptions à suivre impérativement.

faire tardivement aux conditions de sécurité. Les avis et contrôles Socotec portent sur tous les points-clés prévus à la réglementation :

- Comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, cloisonnements et dégagements, dispositifs d'alarme et d'avertissement, moyens de secours, équipements de désenfumage, installations électriques et éclairage.
- Fonctionnement des ascenseurs et escaliers mécaniques; installations de gaz, de ventilation, de chauffage, de réfrigération et de conditionnement d'air.

A l'issue de chacune de ses interventions, la Socotec fournit un document écrit rendant compte de l'ensemble de ses opérations de vérifications. Et, bien entendu, vous assistez lors des entretiens avec les Commissions de Sécurité.

Un partenaire proche de vous et de vos problèmes.

La Socotec vous apporte l'expérience précieuse de la première société française de contrôle, rompue aux problèmes de sécurité dans le bâtiment, et forte de la compétence de ses 950 ingénieurs spécialisés et de ses 275 techniciens. Quelle que soit la localisation de votre chantier, l'une des 110 agences Socotec se trouve à proximité. Vous êtes certain d'y trouver l'assistance dont vous avez besoin. Pour tous renseignements sur notre service Sécurité-Incendie, adressez-vous à l'une de ces agences ou écrivez-nous.

Socotec, 17, Place Étienne-Pernet 75738 PARIS CEDEX 15
Tél. : 842.64.00



« Quand le contrôle devient service ».

سكوتك للأعمال

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Effervescence dans les secteurs publics et nationalisés

Perturbations du trafic S.N.C.F. sur les lignes de banlieue les 4 et 5 mars

Dérangements à la S.N.C.F. à partir de ce mercredi 3 mars et prévus de grève pour le 4 mars dans la fonction publique, où cependant certaines propositions gouvernementales ne sont pas totalement négociables, manifestant C.G.T.-O.F.D.T. organisées la semaine prochaine et plus particulièrement le 10 mars, annonce des rencontres inter-syndicales : les négociations salariales dans les secteurs public et nationalisés se poursuivent dans un climat où alternent les durcissements spectaculaires des syndicats et les concessions calculées des pouvoirs publics.

● S.N.C.F. : grève des agents de conduite autonome. Les conducteurs de la F.G.A.C. (agents de conduite autonome) s'apprêtent à partir de ce mercredi 3 mars, à 20 heures, jusqu'au vendredi 5 mars à 8 heures. Le mouvement doit sanctionner les revendications sur les salaires et le reclassement de cette catégorie.

Selon la direction de la S.N.C.F., le trafic ferroviaire sera maintenu sur les grandes lignes, mais perturbé sur les lignes locales. Sur le réseau de la banlieue parisienne, la S.N.C.F. estime maintenir un train sur deux dans les plus mauvais cas, qui pourraient être les secteurs est et Sud-Ouest. Ailleurs, il manquerait un train sur trois ou quatre.

Les cheminots C.G.T. ont déposé un préavis de grève du 8 au 12 mars, pour « obtenir la régularisation du métier de cheminot », l'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de travail. La F.G.A.C. et plusieurs autres syndicats fixeront leur attitude selon les résultats de la réunion paritaire du 5 mars.

● Fonction publique : nouvelles propositions gouvernementales. —

La C.F.T.C. a déposé à son tour un préavis de grève pour le 9 mars, comme l'avaient déjà fait P.O., la F.E.N. et les syndicats autonomes. Ces syndicats, cependant, n'ont pas été insensibles aux dernières propositions de M. Pélissier, secrétaire d'État auprès du premier ministre (fonction publique). Elles portent sur une majoration du pouvoir d'achat résultant de l'attribution de 2 à 5 points « modulés » à point variable 10 F par mois. L'indemnité de résidence et le dédoublement des carrières. Les majorations trimestrielles pour le maintien du pouvoir d'achat seraient de 1,20 % à compter du 1^{er} janvier, 1^{er} juillet, 1^{er} avril, 0,15 % le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre, contre 1 %, 0,90 %, 0,75 % et 0,50 % précédemment. Nouvelle réunion le 8 mars.

● R.A.T.P. : la progression du pouvoir d'achat serait d'environ 1 % pour les petites catégories, grâce à la combinaison de plusieurs mesures, dont celles qui « recatégorisent » le travail manuel et l'attribution d'uniforme de 2 points. Selon M. Giller (P.O.), les dispositions pour les retraités seraient « substantielles ». Prochaine rencontre paritaire le 4 mars.

● DÉBRAYAGE AUX USINES BERLIET. Les ouvriers et employés C.G.T. et C.F.D.T. des usines Berliet, notamment celles de Valenciennes et de Saint-Priest (Rhône), débrayeront pendant trois heures, jeudi matin 4 mars, pour réclamer « l'ouverture immédiate des négociations » portant sur plusieurs revendications. Une manifestation est prévue dans l'après-midi à Lyon.

A La Courneuve (Seine-St-Denis)

QUATRE CENTS SALAIRES DE L'USINE COGEFOM VONT ÊTRE LICENCIÉS

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — La direction de Cogefom vient d'annoncer au comité central d'entreprise, réuni au siège social de la société, le transfert des fabrications de l'usine de La Courneuve à celle de Saint-Etienne. Cette mesure entraînera un licenciement collectif de quatre cents salariés de l'établissement parisien. A une centaine d'autres, il sera proposé un emploi à l'usine mère. Les licenciés seront donc C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C. ont quitté la séance après cinq minutes, se refusant à discuter « au plus tôt » de redressement pour but de reconstruire les deux usines et amener des centaines de licenciements.

Spécialisée dans la fabrication d'outillage de précision et de machines-outils, COGEFOM est l'aboutissement de plusieurs fusions au sein du groupe Marine-Wendel. Cette société, dont le siège social est à Saint-Etienne, emploie quelque deux cents salariés dont une bonne moitié à l'usine de La Courneuve, occupée depuis le 12 janvier, et qui, selon la direction, se trouverait « dans l'impossibilité d'appliquer son plan de sauvetage industriel et de limiter les charges de l'exercice à un niveau compatible avec les ressources de trésorerie de la société ». D'un ce nouveau plan de redressement qui devrait lui permettre de se retrouver à terme son équilibre et d'obtenir les financements nécessaires à l'extension de ses plans de production, la direction a décidé l'abandon de la fabrication de La Courneuve, au profit de la fabrication des pneumatiques, la France risquant de dépendre de l'étranger pour cette fourniture. Réclamant l'établissement d'un statut social, les salariés ont demandé à être reçus par M. Giscard d'Estaing, comme devait l'être, le mercredi 3 mars, M. Renaud Chaillet, président de Rhône-Poulenc.

A ce propos, et contrairement à certaines rumeurs, M. Giller ne devait pas solliciter le ministre de l'Industrie, mais serait borné à exposer la situation de son entreprise au chef de l'Etat.

AGRICULTURE

ALORS QUE LA NÉGOCIATION SUR LES PRIX PIËTINE

Les Neuf subissent la pression des exportateurs américains de soja

Bruxelles (Communauté européenne). — Les négociations des ministres de l'Agriculture des Neuf qui doivent conduire au principe avant la fin de la semaine à la fixation du nouveau prix de campagne ont débuté mardi à 9 heures, mais la négociation ne s'est pas encore amorcée. Sur chacun des sujets abordés mardi — produits laitiers, viande bovine, céréales et agro-alimentaires —, les ministres se sont contentés de répéter des positions déjà connues. A cet égard, l'opinion par les Pays-Bas, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Danemark et l'Italie, aux propositions de la commission concernant le prix du lait, l'exportation de M. Bonnet d'obtenir une augmentation du prix sensiblement plus élevée que celle préconisée par M. Lardinois (3 % au 15 mars).

De notre correspondant

soit après correction monétaire, 0,6 % en France ; puis 4,5 % au 15 septembre). Le ministre français n'a pas encore déposé quel que soit le taux d'augmentation qu'il souhaiterait voir atteindre. On peut penser que, avec l'appui des producteurs de lait, les Pays-Bas et les Britanniques, il parviendra à convaincre le conseil d'aller légèrement plus loin que ce que propose la commission, et surtout de décider d'appliquer une hausse significative dès le début de la campagne.

Washington, la Commission a proposé un conseil que le fonds européen interventionnel le stockage des tourteaux de soja dans la C.E.E. De la sorte, durant les quelques mois où les fabricants d'aliments du bétail seront tenus d'utiliser davantage de poudres de lait, les courants d'échange de tourteaux de soja entre les deux rives de l'Atlantique pourraient être maintenus.

Ce geste, qui en dit long sur la dépendance de la Communauté à l'égard des Etats-Unis, n'a apparemment pas suffi pour apaiser ces derniers. Ils redoutent probablement que, en raison du caractère chronique de la surproduction laitière, la C.E.E. ne s'oriente peu à peu vers un contrôle plus systématique des importations des produits concurrents que sont les tourteaux de soja et les huiles végétales. Contrairement à celles des autres produits agricoles, ces importations sont restées jusqu'ici complètement libres, et depuis le début de la politique agricole commune, placent sur l'équilibre général des marchés agricoles de la Communauté.

Financer le stockage des tourteaux

Le conseil a délibéré des mesures à prendre pour résorber les stocks de poudres de lait accumulés dans la C.E.E. qui dépassent le million de tonnes. Le collège bruxellois propose, en simplifiant, de rendre obligatoire l'incorporation de 2 % de poudre dans les aliments du bétail. Cette solution, si elle est retenue, est de bonnes chances d'être retenue, en dépit des réticences des Allemands, des Néerlandais et des Italiens. Leur hésitation reflète surtout les protestations des fournisseurs de la Communauté en soja, — en particulier celles des Etats-Unis et de l'Argentine — qui craignent que l'utilisation obligatoire de poudre de lait dans la production des aliments du bétail ne se traduise par une diminution de leurs exportations de soja vers la C.E.E. A vrai dire, dans la mesure où l'opération prévue ne vise à résorber que 600 000 tonnes de stocks de poudre, ces exportations, qui atteignent des niveaux considérables, ne risquent pas d'être sérieusement affectées. En outre, pour tranquilliser les autorités de

Mardi, les ministres ont chargé un groupe de travail d'examiner les propositions de compromis présentées par la Commission pour essayer de trouver une issue à la « guerre du vin » qui, depuis l'autonomie opposée la France à l'Italie (le Monde du 26 février). Les suggestions de la Commission ont été accueillies, semble-t-il, avec intérêt par les deux parties. Pour contribuer à dégaucher le marché, les Français ont demandé que des opérations supplémentaires de distillation soient engagées non seulement en Italie, mais également en France. Le problème du contrôle des importations de vin italien en France n'est toujours pas réglé.

PHILIPPE LEMAITRE

FISCALITÉ

M. FOURCADE PORTE PLAINTES EN DIFFAMATION CONTRE M. NICOU

Le ministre de l'Economie et des Finances, M. Jean-Pierre Fourcade, a déposé plainte en diffamation contre M. Gérard Nicou, secrétaire général du C.I.D.-U.N.A.T., devant le procureur de la République de Lyon. Cette plainte est motivée par les propos que M. Nicou avait tenus le 24 février 1976, lors d'une réunion de fonctionnaires de la direction générale des impôts.

M. Nicou était attaqué, au cours de cette réunion, par des propos de nature à discréditer son action. Il se livrait, avait-il dit, à un satanisme dont nous sommes le gibet et dont les méthodes déshonorent la démocratie. Le secrétaire général du C.I.D.-U.N.A.T., annonçant des actions « viriles et éducatives », avait déclaré la guerre ouverte contre les brigades de contrôle, responsables, selon lui, de la chute des communistes.

« Il faut, avait-il conclu, qu'un de leurs membres perde la vie ou du moins soit pendu par la gorge. » (A.F.P.)

Une information contre X... est ouverte

après le saccage des établissements vinicoles Ramel

« Trente camions-citernes fortement endommagés, trois groupes d'embouteillage et tous les appareils des stations de filtrage détruits, quatre-vingt-deux caves endommagées, quarante mille bouteilles de vin vieux tristes, trente mille litres de strop cassés, 14 000 hectolitres de vin répandus. » Tel est le bilan dressé par M. Pierre Ramel, le négociant en vins de Mâcon (Saône-et-Loire), dont les établissements ont été saccagés par un commando de viticulteurs lundi 1^{er} mars à 3 heures du matin (le Monde du 2 mars). En outre, deux cents employés sur deux cent cinquante ont été mis en chômage technique.

Le député de la circonscription, M. Guy de la Vergère (C.F.), a adressé au ministre de l'Agriculture un télégramme dans lequel il s'indigne de ces « véritables actes de vandalisme commis sous la couverture du syndicalisme ». La section locale du parti communiste a condamné « cet acte de vandalisme qui ne réside en rien dans les revendications profondes des viticulteurs (...). »

Le procureur de la République de Bourg-en-Bresse, M. Tailliez, a constaté que « les dégâts sont considérables » et a requis « le 1^{er} mars l'ouverture d'une information contre X... des chefs de commando, des auteurs matériels et intellectuels, des auteurs de l'action concertée à force ouverte, dégradation volontaire de véhicules... »

En Girande, plusieurs hectolitres de vins blancs entreposés dans les caves d'un négociant de Saint-Savin-de-Blaye ont été déversés par un commando de viticulteurs qui visaient d'assister à une réunion d'information organisée par le « comité de vigilance, de défense et d'action viticole de la Girande ».

AFFAIRES

RÉFORME DE L'ENTREPRISE

Nouveau conseil restreint le 11 mars

Commencé à 15 h. 30, le conseil restreint consacré à la réforme de l'entreprise qui s'est tenu le 2 mars à l'Elysée sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, s'est achevé à 17 h. 45.

A l'issue de cette réunion, le porte-parole de l'Elysée a donné les précisions suivantes :

Le conseil restreint a, premièrement, achevé l'examen des problèmes de la sécurité du travail. M. Michel Durafour rendra compte des décisions prises à ce sujet au début de la semaine prochaine.

Il a également examiné « un nouvel ensemble de sujets, se rattachant à la réforme de l'entreprise » :

« L'établissement d'un bilan social périodique dans l'entreprise ; »

« Les possibilités d'expression des travailleurs sur les conditions de travail ; »

« Les conditions d'exercice des fonctions dirigeantes dans l'entreprise ; »

« La prévention des difficultés économiques des entreprises. »

Un prochain conseil aura lieu le 11 mars. Il sera consacré aux problèmes des petites et moyennes entreprises industrielles.

« Cet ensemble de délibérations sur la réforme de l'entreprise s'achèvera en avril par l'examen des autres aspects de la réforme, notamment des procédures de traitement des difficultés économiques des entreprises, ainsi que l'ensemble des autres problèmes traités par le rapport Sudreau. »

Enfin, à l'issue de ce cycle de délibérations, le gouvernement rendra publics ses choix et procédera, à leur sujet, à la consultation des partenaires sociaux. »

Force ouvrière dénonce la politique de Rhône-Poulenc Textile

« La peur s'installe dans les usines de la division textile du groupe Rhône-Poulenc, où le personnel redoute 2 000 à 4 000 licenciements dans les dix-huit mois qui viennent et se trouve livré à un véritable chaos à l'emploi sans perspective de réinsertion au jour d'aujourd'hui la direction. »

C'est ce qu'ont déclaré, mardi 2 mars, MM. Bergeron, secrétaire général de la centrale syndicale Force ouvrière, et Giorgio, secrétaire du comité P.O. de Rhône-Poulenc Textile. Analysant la crise qui affecte durement ce groupe, MM. Bergeron et Giorgio n'ont pas nié la gravité du problème posé par le déclin inéluctable de l'industrie des textiles artificiels (rayonne, fibranne et adélate) et par la concurrence des produits en provenance des pays en voie de développement et des pays à commerce d'Etat. Mais, à leurs yeux, les effets de cette crise conjoncturelle ont été aggravés par la nouvelle politique du groupe multinational Rhône-Poulenc.

Poulenc, qu'ils accusent de vouloir démanteler sa division textile au profit de ses activités chimiques.

De plus, en installant des centres de production à l'étranger, le groupe se ferme, selon eux, des marchés et supprime des emplois. MM. Bergeron et Giorgio, en outre, reprochent à la direction de Rhône-Poulenc de vouloir abandonner la fabrication de la fibre industrielle destinée à la fabrication des pneumatiques, la France risquant de dépendre de l'étranger pour cette fourniture. Réclamant l'établissement d'un statut social, les salariés ont demandé à être reçus par M. Giscard d'Estaing, comme devait l'être, le mercredi 3 mars, M. Renaud Chaillet, président de Rhône-Poulenc.

A ce propos, et contrairement à certaines rumeurs, M. Giller ne devait pas solliciter le ministre de l'Industrie, mais serait borné à exposer la situation de son entreprise au chef de l'Etat.

LE TRIBUNAL DONNE RAISON A SHELL CONTRE L'E.D.F.

Le tribunal des référés a donné raison à la Shell (française) dans le conflit qui l'opposait à l'E.D.F. et qui l'avait conduite à ne plus approvisionner celle-ci en fuel. Dans l'ordonnance du jugement du tribunal on peut lire en effet : « L'E.D.F. est aujourd'hui mal venue à invoquer l'urgence du rétablissement de la fourniture sous une forme restreinte, alors qu'elle a été avertie de la cessation par la Shell de ses approvisionnements en raison de l'impossibilité, même à titre transitoire, qu'il y avait pour cette dernière d'accepter la poursuite du prix convenu entre les parties de 290 F/t et tout particulièrement que l'E.D.F. revendiquait les avantages de contrats à long terme entraînant la détermination de la Shell d'organiser un approvisionnement régulier sur une longue période, sans fluctuer son prix à court terme, et ce, de façon anticonforme. »

Rappelons que ce prix de 290 F est à provisionner et que le tribunal a prononcé en novembre la nullité des contrats d'approvisionnement de l'E.D.F., jugement contre lequel l'E.D.F. a fait appel.

Le tribunal donne donc acte à Shell de ce qu'elle est prête à reprendre ses livraisons au prix de 290 F par tonne, lui alloue à titre de provision la somme de 4 millions de F dont l'E.D.F. devra acquiescer et condamne cette dernière à ses dépens.

COLLOQUES

LES CADRES DE SOCIALISME ET ENTREPRISE DÉPLORENT LE « GASPIPAGE ÉCONOMIQUE ET HUMAIN » DU SYSTÈME.

Une centaine de cadres et de techniciens viennent de participer à Mussy (Essonne) aux assises de Socialisme et Entreprise, consacré à la place des cadres dans la construction de la société socialiste et dans le front de classe.

Pour les animateurs de ce mouvement, associé au parti socialiste et qui déclare compter un millier d'adhérents, « l'intérêt de ces cadres est de faire entendre leur voix et de leur donner une solidarité active et globale avec les autres travailleurs ».

Socialisme et Entreprise a déploré le gaspillage économique et humain dont le chômage est que la partie la plus visible et après d'autres discussions sur le taux de croissance, apparaissent comme des verbiages destinés à masquer les réalités. Ce gaspillage ne prendra fin que lorsque tous les travailleurs influeront réellement les décisions dans leurs entreprises, c'est-à-dire après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Autant donc pour l'efficacité économique que pour le progrès social, les membres de Socialisme et Entreprise souhaitent obtenir cette année cette année au pouvoir et réunir les conditions de son succès. Le front de classe, n'est dans la durée de l'emploi, doit évoluer vers la maîtrise de l'outil de travail. »

* Socialisme et Entreprise, 25, rue du Louvre, 75001 Paris.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
12 heures	4 7/8	5 3/8	3 1/2
3 mois	4 7/8	5 3/8	3 1/2
6 mois	5 1/8	6 1/8	3 3/4

CONSEILS D'ADMINISTRATION

et DIRECTIONS GÉNÉRALES DES SOCIÉTÉS

La cinquième édition de cet Annuaire est parue. La publication rend compte de toutes les nominations intervenues à la suite des dernières assemblées générales. L'ouvrage porte sur les six cent cinquante plus importantes Sociétés : entreprises industrielles et commerciales ; les banques et compagnies d'assurances ; les entreprises publiques à caractère économique. Il fournit la composition des conseils d'administration et des directions générales (organigrammes). L'actualisation de l'Annuaire est assurée mensuellement par des « Mises à Jour » adressées aux souscripteurs.

Une table des matières, par secteur d'activité, et un index des 8 000 noms cités facilitent les recherches.

Le prix de l'annuaire est de 840 francs T.T.C., y compris l'envoi des mises à jour pendant une année. Expéditions franco.

CABINETS PRÉSIDENTIELS ET MINISTÉRIELS

(Cabinet CHIRAC, réaménagé.)

La neuvième édition de cet Annuaire vient de paraître. L'ouvrage indique les noms et les titres des membres des Cabinets Présidentiels et Ministériels, avec des Notes biographiques et la « répartition des tâches » au sein des équipes ministérielles. (100 pages - 21 x 27) Publication également actualisée mensuellement par une Mise à jour.

Prix 1975 maintenu = Annuaire : 120 francs T.T.C. Abonnement facultatif pour mises à jour : 120 francs T.T.C. (pour une année).

Annuaire Châteauneuf, 22, rue de Châteauneuf, 75008 - Tél. : 220-27-17.

VOUS ALLEZ ACHETER UN APPARTEMENT ?

5 questions vous préoccupent...

- 1. A quel ai-je affaire ?
- 2. Le programme qui m'intéresse a-t-il été bien étudié ?
- 3. Les informations que l'on me donne sont-elles satisfaisantes ?
- 4. Les conditions d'un bon déroulement des travaux sont-elles réunies ?
- 5. Pourrais-je voir régler rapidement les difficultés éventuelles à la livraison ?

... 5 raisons pour acheter dans un programme agréé par le C.N.E.I.L.

Association sans but lucratif, placée sous l'égide de l'administration, le C.N.E.I.L. présente au public une sélection importante de programmes comportant quelque 20 000 logements qui, tous, ont fait l'objet d'un examen après examen par des spécialistes et des représentants de la plupart des branches professionnelles, des écrivains, juristes, techniciens et financiers assurant ainsi la qualité des programmes de construction. En possession des données de l'opération, suite au cours de sa réalisation est organisée peut à tout moment renseigner l'acquéreur et intervenir si besoin, en cas de difficultés (conciliation, arbitrage).

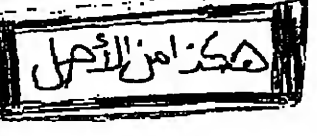
La liste des programmes agréés dans lesquels des logements restent encore disponibles est adressée sur simple demande à C.N.E.I.L., 60, Chausée d'Antin, 75009 PARIS, tél. : 878-96-80.

Le bureau d'information du C.N.E.I.L. reçoit aussi (sur rendez-vous) et remet gratuitement à tout visiteur une documentation détaillée sur les programmes agréés de la région parisienne, faisant apparaître leur localisation, leur catégorie et leurs prix.

A Fougères

LES SYNDICATS ORGANISERONT UNE JOURNÉE VILLE MORTE LE 19 MARS

Les syndicats de Fougères ont décidé, mardi 2 mars, au cours d'une réunion inter-syndicale, d'organiser le 19 mars une journée ville morte. Ils se sont également mis d'accord pour un débrayage interprofessionnel le 9 mars, afin d'appuyer les dégragations qui, le lendemain, devraient assister à une réunion au ministère de l'Industrie et de la recherche à Paris, consacrée à l'examen de la situation à Fougères. La mise en liquidation, coup sur coup, de trois entreprises de chaussures (le Monde du 27 février) a porté le nombre des chômeurs de l'agglomération à plus de deux mille.



LA VIE ÉCONOMIQUE

L'Amérique désenchantée

III. — La désinflation

De notre envoyé spécial PAUL FABRA

Comme pour répondre à l'absence de finalité de la politique actuellement proposée par la Maison Blanche, les démocrates les plus influents veulent introduire dans la plate-forme électorale de leur parti l'idée d'une « planification nationale ». Le moins qu'on puisse dire est que la proposition de loi déposée à cet effet par le sénateur Hubert Humphrey, candidat possible à la présidence, et le sénateur Jacob Javits ne renouvelle pas le sujet. Ce qui accroît la confusion, c'est que, au moment où l'on parle de planifier l'économie, les statistiques considérées jusqu'à maintenant comme les moins contestables apparaissent comme incertaines. D'où vient ce soudain déréglage du tableau de bord ?

New-York. — Depuis plusieurs années, l'administration et ses experts d'un côté, les « conjoncturistes » privés de l'autre (toute une profession aux États-Unis), se sont presque tous régulièrement trompés dans leurs prévisions. Un court moment ébranlé dans leur assurance, ils reprennent confiance. Ils se sentent confortés parce qu'ils sont à nouveau tous d'accord entre eux.

Le consensus est aujourd'hui réalisé, ou à peu près, sur les prévisions suivantes : l'économie américaine connaît une reprise soutenue en 1976 qui devrait avoir pour effet d'accroître le P.N.B. d'environ 6 % en termes réels

(5,2 % selon les estimations prévisionnelles du budget). C'est un pourcentage très élevé mais explicable, dit-on, du fait que le point de départ est très bas. Simultanément, le taux d'inflation (c'est-à-dire, selon la terminologie simplifiée en usage, le pourcentage de hausse des prix) devrait se modérer pour s'établir en moyenne pour toute l'année aux environs de 6 % (5,9 % d'après les prévisions officielles).

Un effort désespéré.

On n'en finirait pas d'opposer les nuances — et parfois quelques divergences d'opinion sur un point fondamental — qui séparent les spécialistes de la conjoncture entre eux. L'impression qui prévaut est qu'il y a de rares exceptions près de n'ont guère revu en profondeur leurs méthodes d'analyse et la lumière de la profonde récession qui vient de se produire et qui, selon un membre de l'état-major d'une des principales banques de Wall Street, mériterait plutôt le nom de dépression.

« Si, dans un effort désespéré pour empêcher l'économie de s'enfoncer plus, l'administration n'avait pas consenti à un énorme déficit budgétaire — source d'autres difficultés auxquelles il nous

faut maintenant faire face, — le taux de chômage serait monté jusqu'à 16 % ou 15 % ».

Les travaux les plus intéressants émanent de quelques analystes qui sont capables de raisonner en termes de cycles économiques, de courte et de longue durée. Ce sont là des notions qu'une période de prospérité presque ininterrompue, étalée sur un quart de siècle, avait fait perdre de vue. Le fait qu'on ne tiennne en général pas assez compte de ce phénomène fondamental explique aussi peut-être une bonne partie de la confusion statistique qui règne actuellement.

Les données chiffrées n'ont pas le même sens selon qu'on se trouve à telle ou telle période du cycle, qu'on peut concevoir comme l'économie respirant du corps économique. Prenons l'exemple des prix. Ils continuent à monter. Est-ce un signe irréfutable que l'inflation continue d'être la tendance dominante de l'économie ? Oui, si, comme les gouvernements, on a les yeux fixés sur l'indice.

Mais l'interprétation se complique si l'on cherche à savoir pour quoi les prix s'élèvent. On découvre alors que bon nombre d'entreprises qui n'ont pas encore ajusté leur prix de vente à leur coût de production profitent de la reprise pour donner un coup de pouce supplémentaire au premier. À supposer, comme cela est probable, que les salaires n'augmentent que « modérément », l'effet global de ces rajustements sera de réduire le pouvoir d'achat des consommateurs et donc d'entraîner un certain effet « désinflationniste » ou déflationniste, qui l'emportera sur l'effet inflationniste résultant de la hausse mécanique du niveau général des prix.

Les contrats de quelque 4,5 millions de salariés américains doivent être renouvelés cette année. On s'attend à ce qu'ils stipulent des majorations de l'ordre de 9 % à 10 %, comme en 1975. Pire que le dernier calcul des statisticiens de la progression du P.N.B. (concept lui-même largement inadéquat pour décrire la réalité économique) au cours du dernier trimestre connu, il importe de déceler les fautes explicites, ceux qui sont les mieux à même de faire prendre conscience des courants dominants qui entraînent, dans un sens ou dans l'autre, l'économie. L'incontestable mouvement de reprise auquel on assiste depuis les premiers mois de l'année n'est pas, nous le verrons, ce qui est véritablement le phénomène essentiel : l'économie américaine (et à des degrés divers, l'ensemble des économies capitalistes) se trouve engagée dans un gigantesque processus de rajustement qui tend, avec des conséquences plus ou moins douloureuses (dont la plus grave est le chômage), à corriger les excès de la période précédente. C'est ce que l'on pourrait appeler le mouvement de « désinflation ».

Mais ces excès sont encore loin d'être résorbés et, d'une certaine façon, continuent à se produire. C'est ainsi que l'énorme déficit budgétaire est une source permanente d'inflation nouvelle. D'où le risque constant, en même temps que la situation tend à s'assainir en profondeur, de rechutes graves et d'apparition d'accidents (faillites, crise monétaire, etc.) propres à remettre en question, le cas échéant, la reprise et à donner un nouvel élan à l'inflation sur le déclin.

Pour changer d'avis, louez votre prochaine voiture chez **europcar** 645.21.25

« Les prévisions relativement optimistes sur lesquelles repose le « consensus » se réaliseront peut-être, mais l'en doute pour la raison suivante : elles supposent que tout ira bien. Les « modèles » des économistes ignorent simplement ce qui peut se passer par exemple sur le marché de l'eurodollar, où les grandes banques de New-York ont, par l'intermédiaire de leurs filiales à Londres, accumulé de lourds déficits. »

1) En dépit de la reprise, le volume des crédits bancaires n'augmente pas et continue même, de semaines en semaines, à se contracter. C'est là un phénomène qui contraste avec ce qui s'était passé au moment de la reprise de 1971. À en croire un analyste influent, il s'agirait d'un des signes les moins troupeurs d'une forte décelération des pressions inflationnistes. Mais si, au cours des mois qui vont suivre, toutes choses étant égales par ailleurs, la tendance venait à brusquement se retourner, il faudrait évidemment en conclure que l'inflation s'est emportée sur la désinflation.

2) La structure des bilans des entreprises reste encore, d'une façon générale fragile, parfois très fragile. Pour l'instant tout au moins, la leçon d'un passé récent a porté : la tendance dominante est à la reconstitution des trésoreries. C'est à cette fin que les entreprises destinent leurs profits, qui, en moyenne, sont en très nette amélioration. Mais l'année 1976 n'a été plus hasardeuse de raisonnement sur des moyennes, car celles-ci recouvrent des situations de plus en plus disparates. Il faut aussi se méfier de la perte de vue que les chiffres apparentement les plus incontestables peuvent conduire à des conclusions pour le moins prématurées.

3) Le formidable mouvement de liquidation des stocks auquel on a

assisté depuis dix-huit mois et qui n'est sans doute pas encore fini (les industries du cuivre, de l'aluminium, pour ne citer qu'elles, sont, à cet égard, dans une situation dangereuse) a permis à bon nombre d'entreprises de rembourser leurs dettes à court terme à l'égard des banques. Celles qui l'ont pu ont émis des obligations pour consolider leur passif. Mais la situation est rendue plus précaire du fait qu'il y a désormais deux catégories bien distinctes d'entreprises. Les premières, qui sont les moins nombreuses, ont accès au marché financier, où les taux à long terme ont tendance à se détendre. Les secondes dépendent pour leur survie, des banques (Chrysler, Lockheed et beaucoup d'autres).

Les banques

« à problèmes »

4) Les banques qui doivent soutenir à bout de bras tant de sociétés sont elles-mêmes dans une situation toujours difficile. « En réalité, notre système bancaire manque totalement d'élasticité du fait de sa mauvaise situation de liquidité, caractérisée par l'insuffisance de capitaux propres pour financer un actif composé en partie de créances douteuses ou purement et simplement irrécouvrables, comme les prêts immobiliers. Les établissements qui sont dans la posture la plus difficile sont ceux qui ont été le plus mal gérés, c'est-à-dire les plus grandes banques du pays, qui figurent, comme chacun le sait désormais, sur la liste des banques « à problèmes » établie par les autorités responsables », nous dit un bon observateur.

Le danger est que les banques, qui sont en passe de devenir la bête noire de l'opinion publique et des parlementaires, à cause de leur folle gestion des années d'avant la récession, adoptent aujourd'hui une attitude tout aussi excessive, mais dans l'autre sens. Après s'être montrées incroyablement imprudentes et avoir financé les spéculations les plus risquées (notamment dans le domaine immobilier), elles pourraient devenir ultra-conservatrices, ce qui ne manquerait pas d'accroître les tendances déflationnistes qui résultent de la politique suivie par les entreprises, plus soucieuses d'améliorer leur bilan que d'augmenter leur chiffre d'affaires.

L'année dernière, les pays en voie de développement, dont plusieurs sont notablement insolvables, ont accumulé un déficit d'environ 35 milliards de dollars, dont une bonne partie a été financée par les grandes banques de New-York. C'est là un autre facteur qui accroît la vulnérabilité du système bancaire américain.

D'ici quelques années, les mœurs auront probablement changé du tout au tout dans ce domaine. La somme de renseignements que les banques seront obligées de révéler au public sera sans commune mesure avec ceux, insuffisants, tronqués et souvent inexacts qu'elles lui livrent actuellement. La révélation par la presse américaine d'un rapport confidentiel établi sur les banques par les autorités responsables — système de réserve fédérale, « contrôleur de la monnaie » (« comptroller of the currency ») — a déclenché un mouvement de curiosité aussi lourd de conséquences que la publication des pots-de-vin distribués par Lockheed. L'exigence d'une plus grande transparence des affaires restera peut-être comme l'un des acquis les plus importants et les plus positifs de la crise, une preuve aussi que la démocratie américaine, au moment où elle doute de ses forces, trouve en elle-même les ressorts pour faire un nouveau progrès. Ce besoin de vérité est en soi plus impressionnant que bien des éléments négatifs qui rendent complexe du désenchantement actuel.

La crise de désinflation par laquelle semble actuellement passer l'économie des États-Unis — reconstitution des marges bénéficiaires, amélioration de la « liquidité », etc. — est un facteur probablement favorable à la hausse, ce qui expliquerait l'accueil favorable de la hausse à Wall Street, dont beaucoup d'analystes attendent la continuation, sauf si un « accident » monétaire ou autre vient brusquement faire monter les taux d'intérêt. Aussi ne faut-il pas craindre trop vite l'assainissement durable. Le diable de la spéculation réapparaît à un endroit où il est particulièrement dangereux.

FIN

Avis financier des sociétés



MARS 1976

EMPRUNT CRÉDIT AGRICOLE

GARANTI PAR L'ÉTAT

TAUX NOMINAL	TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT
10,20%	10,15%

CLÔTURE SANS PREAVIS

Les porteurs des titres de la Caisse Nationale de Crédit Agricole 5,75 % 1965 et 5,75 % 1968 peuvent également obtenir la consolidation de leurs titres en obligations 10,20 % de l'emprunt de mars 1976.

UN HOTEL ★★★★★ C'EST UNE ADRESSE UTILE.




35 hôtels en France et en Belgique.

RESERVATION CENTRALE PARIS 657.14.43 TELEX 400-432

AVIGNON	BORDEAUX	GRENOBLE	MULHOUSE	NANCY	NANTES	NIMES
tél.: 31.16.43	tél.: 50.90.14	tél.: 09.54.27	tél.: 44.75.75	tél.: 28.01.28	tél.: 47.61.03	tél.: 84.40.44

Avis financier des sociétés



L'autoroute Lyon ou Grenoble vers Genève par Chambéry et Annecy. Une porte ouverte sur l'Europe, dès 1978.

La région Rhône-Alpes est fortement urbanisée et en pleine expansion. De très nombreuses industries y sont implantées et, tout au long de l'année, ses montagnes attirent une foule de touristes et de sportifs. C'est aussi une région de passage : de Paris et Lyon vers l'Italie et du Nord de l'Europe vers l'Espagne. Ce réseau d'autoroutes, irrigation nouvelle de toute la région et connexion avec les pays voisins, la mettra en symbiose avec l'Europe entière.

emprunt de F 190 000 000

MARS 1976 garanti par l'Etat

émission de 190 000 obligations de F 1000 nominal

INTERET ANNUEL : 10,20%

PRIX D'ÉMISSION : le pair soit F 1000 par obligation

JOUISSANCE : 24 février 1976

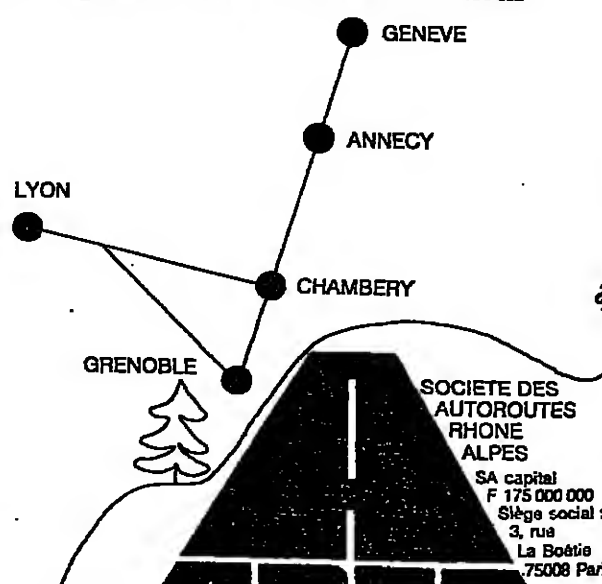
TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 10,22%

DURÉE : 20 ans

AMORTISSEMENT : en 18 ans au maximum à compter du 24 février 1976

AMORTISSEMENT OPTIONNEL au gré des porteurs : le 24 février 1991

RÉGIME FISCAL : les intérêts bénéficient de l'exonération de F 3 000 accordée aux revenus des obligations et peuvent être soumis au prélèvement forfaitaire de 25 % libératoire de l'impôt sur le revenu.



SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES RHÔNE-ALPES

SA capital F 175 000 000

Siège social : 3, rue La Botte 75008 Paris

Logo AREA

صكنا من الامل

صحة الامم

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Marché bien orienté

Après s'être effrités en début de semaine, les valeurs françaises se sont montrées plus résilientes mardi. L'indice CAC 40 a gagné 0,50 % à 13 heures. Par la suite, on a noté même un raffermissement des cours, de sorte que le marché apparaît en déclin, bien orienté.

Néanmoins, les boursiers ne versent pas particulièrement dans l'optimisme, attribuant cette fermeté au déclin d'un appel d'offre de la part de la Générale d'Aluminium. Cette offre est considérée comme un élément de la baisse du week-end, et ainsi de suite.

Se sont particulièrement distingués les valeurs de construction électrique : C.G.E., Alcatel, les magnétiques, les produits chimiques, les produits pharmaceutiques, Michelin, Carrefour, B.S.N.-G.D., Mérieux, ont été recherchés. Même Rhône-Poulenc a montré de la fermeté.

Tassement, en revanche, des banques après leur avance récente et du bâtiment (Grands Travaux de France, etc.).

Comme nous le laissons prévoir, la Générale d'Aluminium a lancé une offre publique d'achat de 73 % de la Générale d'Aluminium à raison de deux actions pour une action de la Générale d'Aluminium. Cette offre est valable jusqu'au 12 avril.

Aux valeurs étrangères, stabilité des Américains (Apple, d'I.T.T.) et fermes des allemands.

Aux pétroles internationaux, baisse de la Royal Dutch. Repli général des mines d'or.

Sur le marché du métal, le lingot perd 65 F à 13,10 F et le nickel gagne 0,20 F à 2,40 F. Avec un volume de transactions très réduit : 541 millions de francs contre 6,66 millions de francs.

LONDRES

Dans un marché calme et irrégulier, les valeurs rhodésiennes chutent fortement à la suite de la déclaration de l'état de guerre faite par le Mozambique vis-à-vis de la Rhodésie. Recul également des australiennes.

DE (ouverture) (général) : 132 50 contre 131 40

VALEURS	CLOTURE	DIFF.
1000 £ 1 %	27 7/16	27 7/16
1000 £ 2 1/2 %	28 1/2	28 1/2
1000 £ 3 1/2 %	29 1/2	29 1/2
1000 £ 4 1/2 %	30 1/2	30 1/2
1000 £ 5 1/2 %	31 1/2	31 1/2
1000 £ 6 1/2 %	32 1/2	32 1/2
1000 £ 7 1/2 %	33 1/2	33 1/2
1000 £ 8 1/2 %	34 1/2	34 1/2
1000 £ 9 1/2 %	35 1/2	35 1/2
1000 £ 10 1/2 %	36 1/2	36 1/2
1000 £ 11 1/2 %	37 1/2	37 1/2
1000 £ 12 1/2 %	38 1/2	38 1/2
1000 £ 13 1/2 %	39 1/2	39 1/2
1000 £ 14 1/2 %	40 1/2	40 1/2
1000 £ 15 1/2 %	41 1/2	41 1/2
1000 £ 16 1/2 %	42 1/2	42 1/2
1000 £ 17 1/2 %	43 1/2	43 1/2
1000 £ 18 1/2 %	44 1/2	44 1/2
1000 £ 19 1/2 %	45 1/2	45 1/2
1000 £ 20 1/2 %	46 1/2	46 1/2
1000 £ 21 1/2 %	47 1/2	47 1/2
1000 £ 22 1/2 %	48 1/2	48 1/2
1000 £ 23 1/2 %	49 1/2	49 1/2
1000 £ 24 1/2 %	50 1/2	50 1/2
1000 £ 25 1/2 %	51 1/2	51 1/2
1000 £ 26 1/2 %	52 1/2	52 1/2
1000 £ 27 1/2 %	53 1/2	53 1/2
1000 £ 28 1/2 %	54 1/2	54 1/2
1000 £ 29 1/2 %	55 1/2	55 1/2
1000 £ 30 1/2 %	56 1/2	56 1/2
1000 £ 31 1/2 %	57 1/2	57 1/2
1000 £ 32 1/2 %	58 1/2	58 1/2
1000 £ 33 1/2 %	59 1/2	59 1/2
1000 £ 34 1/2 %	60 1/2	60 1/2
1000 £ 35 1/2 %	61 1/2	61 1/2
1000 £ 36 1/2 %	62 1/2	62 1/2
1000 £ 37 1/2 %	63 1/2	63 1/2
1000 £ 38 1/2 %	64 1/2	64 1/2
1000 £ 39 1/2 %	65 1/2	65 1/2
1000 £ 40 1/2 %	66 1/2	66 1/2
1000 £ 41 1/2 %	67 1/2	67 1/2
1000 £ 42 1/2 %	68 1/2	68 1/2
1000 £ 43 1/2 %	69 1/2	69 1/2
1000 £ 44 1/2 %	70 1/2	70 1/2
1000 £ 45 1/2 %	71 1/2	71 1/2
1000 £ 46 1/2 %	72 1/2	72 1/2
1000 £ 47 1/2 %	73 1/2	73 1/2
1000 £ 48 1/2 %	74 1/2	74 1/2
1000 £ 49 1/2 %	75 1/2	75 1/2
1000 £ 50 1/2 %	76 1/2	76 1/2
1000 £ 51 1/2 %	77 1/2	77 1/2
1000 £ 52 1/2 %	78 1/2	78 1/2
1000 £ 53 1/2 %	79 1/2	79 1/2
1000 £ 54 1/2 %	80 1/2	80 1/2
1000 £ 55 1/2 %	81 1/2	81 1/2
1000 £ 56 1/2 %	82 1/2	82 1/2
1000 £ 57 1/2 %	83 1/2	83 1/2
1000 £ 58 1/2 %	84 1/2	84 1/2
1000 £ 59 1/2 %	85 1/2	85 1/2
1000 £ 60 1/2 %	86 1/2	86 1/2
1000 £ 61 1/2 %	87 1/2	87 1/2
1000 £ 62 1/2 %	88 1/2	88 1/2
1000 £ 63 1/2 %	89 1/2	89 1/2
1000 £ 64 1/2 %	90 1/2	90 1/2
1000 £ 65 1/2 %	91 1/2	91 1/2
1000 £ 66 1/2 %	92 1/2	92 1/2
1000 £ 67 1/2 %	93 1/2	93 1/2
1000 £ 68 1/2 %	94 1/2	94 1/2
1000 £ 69 1/2 %	95 1/2	95 1/2
1000 £ 70 1/2 %	96 1/2	96 1/2
1000 £ 71 1/2 %	97 1/2	97 1/2
1000 £ 72 1/2 %	98 1/2	98 1/2
1000 £ 73 1/2 %	99 1/2	99 1/2
1000 £ 74 1/2 %	100 1/2	100 1/2
1000 £ 75 1/2 %	101 1/2	101 1/2
1000 £ 76 1/2 %	102 1/2	102 1/2
1000 £ 77 1/2 %	103 1/2	103 1/2
1000 £ 78 1/2 %	104 1/2	104 1/2
1000 £ 79 1/2 %	105 1/2	105 1/2
1000 £ 80 1/2 %	106 1/2	106 1/2
1000 £ 81 1/2 %	107 1/2	107 1/2
1000 £ 82 1/2 %	108 1/2	108 1/2
1000 £ 83 1/2 %	109 1/2	109 1/2
1000 £ 84 1/2 %	110 1/2	110 1/2
1000 £ 85 1/2 %	111 1/2	111 1/2
1000 £ 86 1/2 %	112 1/2	112 1/2
1000 £ 87 1/2 %	113 1/2	113 1/2
1000 £ 88 1/2 %	114 1/2	114 1/2
1000 £ 89 1/2 %	115 1/2	115 1/2
1000 £ 90 1/2 %	116 1/2	116 1/2
1000 £ 91 1/2 %	117 1/2	117 1/2
1000 £ 92 1/2 %	118 1/2	118 1/2
1000 £ 93 1/2 %	119 1/2	119 1/2
1000 £ 94 1/2 %	120 1/2	120 1/2
1000 £ 95 1/2 %	121 1/2	121 1/2
1000 £ 96 1/2 %	122 1/2	122 1/2
1000 £ 97 1/2 %	123 1/2	123 1/2
1000 £ 98 1/2 %	124 1/2	124 1/2
1000 £ 99 1/2 %	125 1/2	125 1/2
1000 £ 100 1/2 %	126 1/2	126 1/2
1000 £ 101 1/2 %	127 1/2	127 1/2
1000 £ 102 1/2 %	128 1/2	128 1/2
1000 £ 103 1/2 %	129 1/2	129 1/2
1000 £ 104 1/2 %	130 1/2	130 1/2
1000 £ 105 1/2 %	131 1/2	131 1/2
1000 £ 106 1/2 %	132 1/2	132 1/2
1000 £ 107 1/2 %	133 1/2	133 1/2
1000 £ 108 1/2 %	134 1/2	134 1/2
1000 £ 109 1/2 %	135 1/2	135 1/2
1000 £ 110 1/2 %	136 1/2	136 1/2
1000 £ 111 1/2 %	137 1/2	137 1/2
1000 £ 112 1/2 %	138 1/2	138 1/2
1000 £ 113 1/2 %	139 1/2	139 1/2
1000 £ 114 1/2 %	140 1/2	140 1/2
1000 £ 115 1/2 %	141 1/2	141 1/2
1000 £ 116 1/2 %	142 1/2	142 1/2
1000 £ 117 1/2 %	143 1/2	143 1/2
1000 £ 118 1/2 %	144 1/2	144 1/2
1000 £ 119 1/2 %	145 1/2	145 1/2
1000 £ 120 1/2 %	146 1/2	146 1/2
1000 £ 121 1/2 %	147 1/2	147 1/2
1000 £ 122 1/2 %	148 1/2	148 1/2
1000 £ 123 1/2 %	149 1/2	149 1/2
1000 £ 124 1/2 %	150 1/2	150 1/2
1000 £ 125 1/2 %	151 1/2	151 1/2
1000 £ 126 1/2 %	152 1/2	152 1/2
1000 £ 127 1/2 %	153 1/2	153 1/2
1000 £ 128 1/2 %	154 1/2	154 1/2
1000 £ 129 1/2 %	155 1/2	155 1/2
1000 £ 130 1/2 %	156 1/2	156 1/2
1000 £ 131 1/2 %	157 1/2	157 1/2
1000 £ 132 1/2 %	158 1/2	158 1/2
1000 £ 133 1/2 %	159 1/2	159 1/2
1000 £ 134 1/2 %	160 1/2	160 1/2
1000 £ 135 1/2 %	161 1/2	161 1/2
1000 £ 136 1/2 %	162 1/2	162 1/2
1000 £ 137 1/2 %	163 1/2	163 1/2
1000 £ 138 1/2 %	164 1/2	164 1/2
1000 £ 139 1/2 %	165 1/2	165 1/2
1000 £ 140 1/2 %	166 1/2	166 1/2
1000 £ 141 1/2 %	167 1/2	167 1/2
1000 £ 142 1/2 %	168 1/2	168 1/2
1000 £ 143 1/2 %	169 1/2	169 1/2
1000 £ 144 1/2 %	170 1/2	170 1/2
1000 £ 145 1/2 %	171 1/2	171 1/2
1000 £ 146 1/2 %	172 1/2	172 1/2
1000 £ 147 1/2 %	173 1/2	173 1/2
1000 £ 148 1/2 %	174 1/2	174 1/2
1000 £ 149 1/2 %	175 1/2	175 1/2
1000 £ 150 1/2 %	176 1/2	176 1/2
1000 £ 151 1/2 %	177 1/2	177 1/2
1000 £ 152 1/2 %	178 1/2	178 1/2
1000 £ 153 1/2 %	179 1/2	179 1/2
1000 £ 154 1/2 %	180 1/2	180 1/2
1000 £ 155 1/2 %	181 1/2	181 1/2
1000 £ 156 1/2 %	182 1/2	182 1/2
1000 £ 157 1/2 %	183 1/2	183 1/2
1000 £ 158 1/2 %	184 1/2	184 1/2
1000 £ 159 1/2 %	185 1/2	185 1/2
1000 £ 160 1/2 %	186 1/2	186 1/2
1000 £ 161 1/2 %	187 1/2	187 1/2
1000 £ 162 1/2 %	188 1/2	188 1/2
1000 £ 163 1/2 %	189 1/2	189 1/2
1000 £ 164 1/2 %	190 1/2	190 1/2
1000 £ 165 1/2 %	191 1/2	191 1/2
1000 £ 166 1/2 %	192 1/2	192 1/2
1000 £ 167 1/2 %	193 1/2	193 1/2
1000 £ 168 1/2 %	194 1/2	194 1/2
1000 £ 169 1/2 %	195 1/2	195 1/2
1000 £ 170 1/2 %	196 1/2	196 1/2
1000 £ 171 1/2 %	197 1/2	197 1/2
1000 £ 172 1/2 %	198 1/2	198 1/2
1000 £ 173 1/2 %	199 1/2	199 1/2
1000 £ 174 1/2 %	200 1/2	200 1/2
1000 £ 175 1/2 %	201 1/2	201 1/2
1000 £ 176 1/2 %	202 1/2	202 1/2
1000 £ 177 1/2 %	203 1/2	203 1/2
1000 £ 178 1/2 %	204 1/2	204 1/2
1000 £ 179 1/2 %	205 1/2	205 1/2
1000 £ 180 1/2 %	206 1/2	206 1/2
1000 £ 181 1/2 %	207 1/2	207 1/2
1000 £ 182 1/2 %	208 1/2	208 1/2
1000 £ 183 1/2 %	209 1/2	209 1/2
1000 £ 184 1/2 %	210 1/2	210 1/2
1000 £ 185 1/2 %	211 1/2	211 1/2
1000 £ 186 1/2 %	212 1/2	212 1/2
1000 £ 187 1/2 %	213 1/2	213 1/2
1000 £ 188 1/2 %	214 1/2	214 1/2
1000 £ 189 1/2 %	215 1/2	215 1/2
1000 £ 190 1/2 %	216 1/2	216 1/2
1000 £ 191 1/2 %	217 1/2	217 1/2
1000 £ 192 1/2 %	218 1/2	218 1/2
1000 £ 193 1/2 %	219 1/2	219 1/2
1000 £ 194 1/2 %	220 1/2	220 1/2
1000 £ 195 1/2 %	221 1/2	221 1/2
1000 £ 196 1/2 %	222 1/2	222 1/2
1000 £ 197 1/2 %	223 1/2	223 1/2
1000 £ 198 1/2 %	224 1/2	224 1/2
1000 £ 199 1/2 %	225 1/2	225 1/2
1000 £ 200 1/2 %	226 1/2	226 1/2
1000 £ 201 1/2 %	227 1/2	227 1/2
1000 £ 202 1/2 %	228 1/2	228 1/2
1000 £ 203 1/2 %	229 1/2	229 1/2
1000 £ 204 1/2 %	230 1/2	230 1/2
1000 £ 205 1/2 %	231 1/2	231 1/2
1000 £ 206 1/2 %	232 1/2	232 1/2
1000 £ 207 1/2 %	233 1/2	233 1/2
1000 £ 208 1/2 %	234 1/2	234 1/2
1000 £ 209 1/2 %	235 1/2	235 1/2
1000 £ 210 1/2 %	236 1/2	236 1/2
1000 £ 211 1/2 %	237 1/2	237 1/2
1000 £ 212 1/2 %	238 1/2	238 1/2
1000 £ 213 1/2 %	239 1/2	239 1/2
1000 £ 214 1/2 %	240 1/2	240 1/2
1000 £ 215 1/2 %	241 1/2	241 1/2
1000 £ 216 1/2 %	242 1/2	242 1/2
1000 £ 217 1/2 %	243 1/2	243 1/2
1000 £ 218 1/2 %	244 1/2	244 1/2
1000 £ 219 1/2 %	245 1/2	245 1/2
1000 £ 220 1/2 %	246 1/2	246 1/2
1000 £ 221 1/2 %	247 1/2	247 1/2
1000 £ 222 1/2 %	248 1/2	248 1/2
1000 £ 223 1/2 %	249 1/2	249 1/2
1000 £ 224 1/2 %	250 1/2	250 1/2
1000 £ 225 1/2 %	251 1/2	251 1/2
1000 £ 226 1/2 %	252 1/2	252 1/2
1000 £ 227 1/2 %	253 1/2	253 1/2
1000 £ 228 1/2 %	254 1/2	254 1/2
1000 £ 229 1/2 %	255 1/2	255 1/2
1000 £ 230 1/2 %	256 1/2	256 1/2
1000 £ 231 1/2 %	257 1/2	257 1/2
1000 £ 232 1/2 %	258 1/2	258 1/2
1000 £ 233 1/2 %	259 1/2	259 1/2
1000 £ 234 1/2 %	260 1/2	260 1/2
1000 £ 235 1/2 %	261 1/2	261 1/2
1000 £ 236 1/2 %	262 1/2	262 1/2
1000 £ 237 1/2 %	263 1/2	263 1/2
1000 £ 238 1/2 %	264 1/2	264 1/2
1000 £ 239 1/2 %	265 1/2	265 1/2
1000 £ 240 1/2 %	266 1/2	266 1/2
1000 £ 241 1/2 %	267 1/2	267 1/2
1000 £ 242 1/2 %	268 1/2	268 1/2
1000 £ 243 1/2 %	269 1/2	269 1/2
1000 £ 244 1/2 %	270 1/2	270 1/2
1000 £ 245 1/2 %	271 1/2	271 1/2
1000 £ 246 1/2 %	272 1/2	272 1/2
1000 £ 247 1/2 %	273 1/2	273 1/2
1000 £ 248 1/2 %	274 1/2	274 1/2
1000 £ 249 1/2 %	275 1/2	275 1/2
1000 £ 250 1/2 %	276 1/2	276 1/2
1000 £ 251 1/2 %	2	

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
 - ETHIOPIE : le conseil militaire provisoire est convoqué par ses divisions.
 - ANGOLA : Lourenço dément formellement vouloir envahir la Namibie et la Rhodésie.
- 2-3. EUROPE
 - UNION SOVIETIQUE : de nombreux délégués semblent réservés à l'égard de la politique de M. Brejnev.
 - LIBRES OPINIONS : « Socialistes et communistes », par Roger Stéphane.
 - IRLANDE DU NORD : les syndicats rejettent la « trêve » de la vie politique.
5. DIPLOMATIE
 - Les rapports entre la C.E.E. et la Turquie.
 - PROCHE-ORIENT
 - Les accords de coopération entre la France et Israël.
5. ASIE
- 8-9. POLITIQUE
 - Le débat télévisé entre MM. Fourcade et Mitterrand.
10. MÉDECINE
 - Un colloque sur le rôle de l'infirmerie dans la décision médicale.
- 10-11. EDUCATION
 - Les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active ont quarante ans.
11. JUSTICE
 - L'ARRESTATION DU MEURTIER DE PHILIPPE BERTAND : « Contre le courant », une libre opinion de M. Henri Nogues, président de la Ligue des droits de l'homme.
 - La direction des Houillères de Nord et du Pas-de-Calais est inculpée d'homicides et blessures involontaires.
12. SOCIÉTÉ
 - Le débat sur les sexes.
 - LIBRES OPINIONS : « Responsabilités », par Pierre Mercilhac.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- (Pages 13 à 31.)
- EXPOSITION : Constable à Londres, par André Fierman.
 - MUSÉES : Donatelli en province. Italo Calvino à New-York.
 - NOUVEAUX CINÉMAS : Films collectés sur la Palestine et sur les handicaps mentaux.
 - THÉÂTRE : Meyerhold à travers les âges et vu par Ariane Mnouchkine.

22. PRESSE

- PATINAGE ARTISTIQUE : les championnats du monde.

29. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

- La création d'un « atelier central d'environnement ».

30 à 32. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- Le travail temporaire en question (II), par Michel Coste.
- L'Amérique désemparée (III), par Paul Fabre.
- Effervescence dans le secteur public et nationalisé.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (22)
 Annonces classées (23 à 28) :
 Aujourd'hui (29) ; Carnet (30) ;
 Journal officiel (31) ; Météo-
 rologie (32) ; Mots croisés (33) ;
 Bourse (34).

Islande sauvage

- A pied et en véhicule tous
 terrains, découvrez les laves
 pétrifiées, les canyons glaci-
 ées, d'une nature préservée.
 Prix : 5200 FF - 13 jours -
 10 participants - 1^{er} départ
 17 juin.

EXPLORATOR

- 15, place de la Madeleine
 75001 Paris - Tél. 266.66.24
 Documentation sur demande

(Publié)

DIMANCHE 7 MARS à 17 h. 30

Conférence

LE YOGA

SELON LA THÉOSOPHIE

LOGE UNTE DES THÉOSOPHES

(Entrée libre)

11 bis, rue Leprieux - 75116 Paris

AU PORTUGAL

Nouvelle offensive contre les militaires « politiques »

Le chef de l'armée de l'air

critique l'action du commandant Melo Antunes

La reconnaissance par Lisbonne de la République populaire d'Angola et le problème du choix d'un éventuel candidat militaire à la présidence de la République provoquent de sérieux remous à l'intérieur des forces armées portugaises. On en veut pour preuve la fracassante déclaration faite le vendredi 27 février à la base d'Ota par le chef d'état-major de l'armée de l'air portugaise, le général Morais e Silva. Dans cette déclaration, rendue publique le 2 mars, il a nettement pris le parti des militaires « opérationnels » contre les « politiques ».

Le général Morais e Silva a sévèrement critiqué l'attitude du commandant Melo Antunes, ministre des affaires étrangères, à propos de la reconnaissance de l'Angola.

Sans le désigner nommément, il lui a reproché, notamment, d'avoir affirmé que le Mouvement des forces armées et le Conseil de la révolution étaient « entièrement solidaires » du président de la République dans sa décision de reconnaître la République populaire. « Je ne puis accepter que quiconque me contribue à une solidarité que je ne puis pas ressentir, à moins de mentir ou de violer ma conscience », a déclaré le général Morais e Silva, qui estime que le Conseil de la révolution et le gouvernement ont été mis devant le fait accompli par le président Costa Gomes.

Le général Morais e Silva a déclaré, d'autre part, que la désignation d'un candidat des forces armées à la présidence de la République ne pourrait que diviser ces dernières. « Souvenons-nous, a-t-il dit, de ce qui a conduit au 11 mars et au 25 novembre. » Et il a menacé : « Si un candidat survient, la force aérienne décevra le groupe qui l'aura présenté. »

Le chef d'état-major des forces aériennes a, enfin, lancé une mise en garde contre « des forces qui s'opposent à l'instauration d'un régime démocratique, et qui n'ont pas l'intention d'atténuer ou même leur défaite électorale ».

Selon lui, une manœuvre désemparée pourrait être tentée pour ajourner ou même annuler les élections, à moins, dit-il, que ces forces « n'aient de la tactique, plus subtile mais non moins dangereuse, qui consiste à susciter une tentative de coup d'état impossible pour réussir un contre-coup d'état ».

En conclusion, le général Morais e Silva a invité ses collègues militaires à la vigilance et leur a demandé de « se convaincre une fois pour toutes que leur raison d'être est de servir le peuple et de lui pour l'entraîner sur des

voies qu'il refuse ». Prenant le parti des militaires « opérationnels » contre les « politiques », il a fait l'éloge des commandants d'unité et du groupe d'officiers, de sous-officiers et de soldats qui se sont trouvés avec eux dans tous les moments de péril. Il a averti : « C'est sous les ordres de ces hommes-là que j'ai servi. »

Ce discours, distribué dans toutes les unités militaires, a été publié par le journal *O Dia* et le quotidien de Porto O Primeiro de Janeiro alors même qu'il ne devait pas être divulgué dans le grand public avant d'avoir été analysé dans les unités.

La publication, à la faveur d'une fuite ou d'un calcul, du discours du général Morais e Silva vient renforcer en tout cas l'offensive de la droite contre le commandant Melo Antunes et ses amis et contre le général Costa Gomes lui-même.

NOUVELLES BRÈVES

● Ce 3 mars, Mercredi des cendres, des chrétiens accueilleront des juifs et des musulmans dans divers églises et temples à travers la France, et à Paris, la cathédrale de Notre-Dame, à 18 h. 45, en la présence du cardinal Marty, pour un « jeûne de solidarité ». Ce geste, qui consiste à marquer un temps par semaine à en donner le contre-valoir à une des organisations qui luttent contre la faim dans le monde, a déjà eu lieu, sur l'initiative du mouvement *« Avoir faim »*, dans les synagogues, et dans les mosquées.

● Alexandre Soljenitsyne aux « Dossiers de l'écran ». — L'écriture russe en exil est l'unique invité des « Dossiers de l'écran » du 9 mars, sur Antenne 2.



tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie. Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant joint d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent. Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ? Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous, nos habitudes de pensée désuètes, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous. Alors, si vous en avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquiescer la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : « Les lois éternelles du succès ».

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue Z.F. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

BON GRATUIT

pour recevoir « LES LOIS ÉTERNELLES DU SUCCÈS »
 Découpez ou recopiez ce bon et envoyez-le à :
 Z.F. BORG, chez AUBANEL, 5, place St-Pierre, 84028 Avignon
 Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement d'aucune sorte.

NOM _____ N° _____
 RUE _____
 VILLE _____
 AGE _____ PROFESSION _____

Selon les milieux chypriotes grecs

Les pourparlers intercommunautaires de Vienne n'ont abouti à aucun résultat

Correspondance

Nicosie. — Dans les milieux chypriotes grecs, on estime que les pourparlers intercommunautaires de Vienne n'ont donné aucun résultat. On attribue cet échec au fait que M. Denktash, qui représente les Chypriotes turcs, s'est rendu dans la capitale arabo-chypriote ayant reçu consigne d'Ankara de ne contribuer en aucune façon à l'évolution des ententes. Apparemment, la Turquie préserve maintenant le problème chypriote en suspens pour pouvoir l'exploiter ultérieurement afin d'appuyer ses revendications pour un partage de souveraineté avec la Grèce en mer Égée.

Ankara voudrait également exercer un chantage sur le gouvernement de M. Fond en ce qui concerne les bases américaines. Il est vrai que les aspects territorial et constitutionnel du problème ont été abordés lors des pourparlers, engagés entre MM. Cléridis et Denktash. Il y a donc eu discussion sur l'essentiel, mais aucun rapprochement. La partie chypriote turque a refusé à nouveau de soumettre des propositions écrites. M. Denktash s'est borné à exposer oralement ses thèses sur certaines questions essentielles. L'échange de propositions écrites concernant tous les aspects du problème de Chypre aura lieu à Nicosie au cours des six prochaines semaines.

Le seul fait que des propositions écrites soient formulées pour la première fois est certes considéré comme un progrès par la partie chypriote grecque, mais les propos tenus par M. Denktash

à l'issue des entretiens de Vienne ne permettant pas beaucoup d'espérer quant au contenu des propositions turques. Le leader chypriote turc a exigé que ses interlocuteurs grecs admettent « les nouvelles réalités » d'occupation de 40 % des territoires de l'île et la saisie de 70 % de ses ressources.

En attendant la reprise des négociations, les rapports entre le président Makarios et le gouvernement grec risquent d'être mis à l'épreuve. En dépit des déclarations officielles concernant l'« identité de vue » entre les deux gouvernements, il est certain que des divergences ont surgi sur la manière d'aborder les pourparlers de Vienne. Sans rejeter la procédure de Nicosie, qui vise à internationaliser le problème de Chypre, le gouvernement grec s'oriente aussi vers la recherche d'une solution dans le cadre de l'alliance atlantique, ce que refuse Mgr Makarios.

On estime dans les milieux proches du chef d'état chypriote qu'Ankara a accepté le dialogue entre les deux communautés pour apaiser, d'une part les pays du Marché commun, qui insistent sur la nécessité d'un règlement du problème, et d'autre part pour inciter le Congrès américain à autoriser la reprise de l'aide militaire à la Turquie.

DIMITRI ANDREOU.

En Pologne

631 CANDIDATS BRIGUENT 460 SIÈGES DE DÉPUTÉS

Varsovie (A.F.P.). — La presse polonaise a publié le 1^{er} mars la liste des six cent trente et un candidats qui brigueront le 21 mars prochain les quatre cent soixante sièges de députés.

Plusieurs députés sortants n'y figurent plus : M. Stanislas Stomma, catholique du groupe Znak qui s'était abstenu lors du vote amendement la Constitution ; le professeur Groszkowski, qui vient d'abandonner la présidence du Front d'unité nationale qui présente les listes de candidats ; M. Franciszek Szlachetko, qui s'est vu reprocher, croit-on savoir, son « nationalisme intempestif » et qui fut un proche collaborateur de M. Gierk ; M. Jan Milewski, révoqué de ses fonctions de vice-président du ministère de l'Énergie pour sa « mauvaise gestion » ; M. Sokorski, qui fut ministre de la culture et des beaux-arts à l'époque stalinienne ; et le dernier survivant de l'équipe Gomulka, M. Eugeniusz Szyr, ancien membre du bureau politique.

Tout porte à croire que le nouveau Sejm sera sensiblement renoué et subira un profond remaniement : dans la majorité des circonscriptions, on ne retrouve que deux ou trois anciens candidats aux élections de 1972. La répartition actuelle des quatre cent soixante sièges à pourvoir sera sans doute respectée : le tiers ouvrier unifié (communiste) conservera sa majorité de quelque 55 %, le parti paysan 25 %, le parti démocratique 8 %, le tiers alliant aux « sans-parti », dont cinq députés catholiques du groupe Znak et cinq de l'association Pax.

A Digne

UN PROFESSEUR EST INCUPLÉ D'INCITATION DE MINEURS A LA DÉBAUCHE

Un professeur agrégé de philosophie du lycée Alexandre-David-Neel de Digne (Alpes-de-Haute-Provence), Mme Nelly Cavallero, trente-trois ans, a été inculpée, lundi 2 mars, d'incitation de mineurs à la débauche. Mme Cavallero est accusée d'avoir prêté son appartement à un homosexuel actuellement recherché pour attentat à la pudeur sur un mineur de moins de quinze ans. Mme Cavallero, qui enseigne depuis un an dans ce lycée, avait maille à partir avec l'administration de l'éducation nationale, sur plainte d'un parent d'élève, pour avoir fait évaluer à ses élèves de philosophie un texte jugé immoral d'Antoine Artaud. Elle est, d'autre part, connue à Digne pour militer au Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC). Dans un tract distribué mardi à Digne, Mme Cavallero reconnaît avoir prêté un local à des amis, dont la personne poursuivie pour attentat à la pudeur, mais indique que ce local était, en son absence, ouvert à tous.

Le numéro du « Monde » daté 3 mars 1976 a été tiré à 574 344 exemplaires.

DECORATION LES TISSUS D'AMEUBLEMENT EN VOGUE :

- Velours contemporains à dessins « patchwork » et « design ».
- Nouveaux tissus Jacquard.
- Toiles et chinés, imprimés anglais, américains, suédois, italiens.
- Tweeds et tissages spéciaux écus - blancs - beige.
- Nouveaux lampas et tapisseries de style.

de 28^e à 175^e le mètre
(tous nos articles sont en stock)

RODIN
35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

glady
 PRET A PORTER
 FEMININ
 REOUVERTURE
 après travaux
 18, rue de Sévres
 Paris

piano center
 500 pianos
 et orgues.
 Funmachine.
 Plus de 20 marques
 sélectionnées.
 Crédit de 2 à 5 ans
 exclusivité
 PIANO-BAIL

PIANOS : Paris-Ouest 71, rue de l'Aigle 92250 La Garenne • 242.2630 et 782.75.67
 PIANOS ORGUES : Paris-Est 122, 124, rue de Paris 93100 Montreuil • 857.63.38

سكنا من الامل